



Université Toulouse - Jean Jaurès

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à Toulouse
(IPEAT)

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours Ingénierie de Projet avec l'Amérique latine (IPAL)**

**L'évaluation des politiques de réurbanisation et
l'intégration socio-urbaine dans les *Villas miserias***

*Le rôle de l'Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia dans la
Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Argentine)*

Mémoire de 2^{ème} année de Master présenté par :

Emmanuelle MOREAU

Sous la direction de :

Martine GUIBERT, professeur des Universités en Géographie et membre
du Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
REMERCIEMENTS	4
GLOSSAIRE	5
INTRODUCTION	6
PARTIE 1 - Contextualisation de l'étude : Buenos Aires, entre inégalités urbaines et politiques de réurbanisation	10
1.1 Le phénomène urbain en Amérique latine	10
1.2 Buenos Aires et les <i>villas miserias</i>	14
1.2.1 Prisme historique et législatif	14
1.2.2 Caractéristiques des villas miserias, entre informalité et exclusion urbaine	18
1.3 L'intégration socio-urbaine et les politiques de réurbanisation à Buenos Aires pour pallier les discriminations socio-spatiales.....	20
1.3.1 Définition et intérêt de l'intégration spatiale	20
1.3.2 Processus de réurbanisation de la Villa 20	23
1.4 Penser l'intégration socio-urbaine sous le prisme de la participation citoyenne	26
1.4.1 Las Mesas de Gestión Participativa et las Mesas Técnicas	26
1.4.2 L'engagement académique et les associations de défense citoyenne	27
PARTIE 2 - <i>La Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia</i> et son action en faveur d'une intégration socio-urbaine, étude sur le cas de la <i>Villa 20</i>	29
2.1 L'ACIJ, une association de défense des droits des personnes défavorisées	29
2.1.1 Caractéristiques générales et missions de l'ACIJ.....	29
2.1.2 Le pôle Droit à la ville	30
2.2 Le projet OCP : création d'un outil de monitoring participatif et d'évaluation des politiques de réurbanisation des <i>Villas</i> de Buenos Aires	32
2.2.1 Genèse du projet OCP et définition des termes de référence	32
2.2.2 Objectifs, résultats attendus et activités.....	34
2.3 Réponse à la problématique de développement et analyse critique du projet OCP.....	38
2.3.1 L'implication citoyenne pour répondre à la problématique de l'intégration socio-urbaine	38
2.3.2 Résultats de l'évaluation du processus de réurbanisation.....	40
2.3.3 Difficultés et limites de la mise en place du projet OCP	42

PARTIE 3 - Proposition concrète de projet : la création d'un organe de gouvernance féministe au sein de la <i>Villa 20</i>	47
3.1 Présentation générale et concrète du projet.....	47
3.1.1 Informations générales et genèse du projet.....	47
3.1.2 Contexte du projet.....	49
3.2 Méthodologie et stratégies développées pour mener à bien le projet.....	51
3.2.1 Description de la problématique et des parties prenantes.....	51
3.2.2 Méthodologie proposée.....	53
3.3 Moyen de mise en œuvre.....	54
3.3.1 Stratégie d'intervention et description des activités.....	54
3.3.2 Outils de gestion de projet.....	56
 CONCLUSION.....	 59
 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	 62
TABLE DES FIGURES.....	65
ANNEXES.....	66
RAPPORT DE STAGE.....	83

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier les différentes personnes qui ont participé de près ou de loin à la rédaction de ce mémoire et au bon déroulement de mon stage.

Dans un premier temps je souhaite remercier Monsieur Benjamin Buclet, responsable du parcours IPAL, pour ses nombreux conseils concernant ce mémoire et plus généralement pour son suivi tout au long de cette année. Grâce à nos nombreux échanges en présentiel et en distanciel durant mon stage en Argentine, Monsieur Buclet m'a largement orientée afin que ce travail prenne une direction cohérente. Je souhaite également remercier Madame Martine Guibert, ma directrice de mémoire, qui a toujours répondu présente lors de l'élaboration de ce mémoire et a su m'apporter des réponses qui m'ont grandement aidé.

Je veux également remercier Matías Weibel, mon tuteur de stage au sein de l'ACIJ, et plus largement toute l'équipe de l'association et le pôle du Droit à la ville. Je suis extrêmement reconnaissante de l'accueil chaleureux et bienveillant que j'ai reçu dès mon arrivée. Grâce à mon intégration au sein du pôle Droit à la ville, j'ai pu participer à des projets très intéressants et formateurs. Après à ces quatre mois de stage, je peux désormais me prévaloir d'une expérience professionnelle au sein d'une OSC argentine axée sur la défense des droits des personnes défavorisées.

Enfin, je souhaite remercier mes proches pour leur soutien durant cette année qui constituait une reprise d'études. Je souhaite particulièrement remercier mes parents pour leur appui sans failles et mes amies qui ont été un support durant cette année complète.

GLOSSAIRE

A

ACIJ : Asociación Civil por la Igual y la Justicia

AFD : Agence Française de Développement

AMBA : Área Metropolitana de Buenos Aires

C

CABA : Ciudad Autónoma de Buenos Aires

G

GCBA : Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires

I

IVC: Instituto de Vivienda de la Ciudad

M

MGP : Mesa de Gestion Participativa (Table de Gestion Participative)

MT : Mesa Tecnica (Table technique)

O

OCP : Open Contracting Partnership

ODD : Objectif de Développement Durable

ONG : Organisation Non Gouvernementale

P

PIRU : Programa Integral de Re-Urbanización de Villa

S

SISU : Secretaria de Integración Socio-Urbana (Secretariat d'Intégration Socio-Urbaine)

INTRODUCTION

Depuis 2016, la ville de Buenos Aires (autrement appelée CABA : *Ciudad Autónoma de Buenos Aires*) mène une politique de réurbanisation dans certains quartiers défavorisés de la capitale argentine. Longtemps laissés sans considération de la part du gouvernement métropolitain, ces ensembles d'habitats caractérisés par une forte densité de population et une informalité certaine sont aujourd'hui en cours de transformation grâce à une politique d'intégration socio-urbaine. Si l'on parle de la notion d'intégration, c'est bien que ces espaces urbains subissent depuis des décennies une ségrégation spatiale et sociale, dû à de nombreux facteurs historiques, sociaux et démographiques. Avec plus de 13 millions d'habitants, la capitale argentine concentre quasiment un tiers de la population nationale¹ et présente de fortes disparités liées à l'habitat. Aussi appelés *villas*, ces quartiers défavorisés sont au nombre de 50 au sein de la CABA² et se situent, pour certains d'entre eux, à proximité des quartiers centraux. Conscient des différents écarts d'urbanisation présents au sein de la capitale argentine, le *Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires* (GCBA), a mis en place un programme de politiques publiques afin d'intégrer des populations souvent exclues de la ville formelle.

Par intégration socio-urbaine, le GCBA entend la transformation des *villas*, grâce à un processus de réurbanisation. Ce processus consiste en la mise en place de restructuration de services primaires (canalisations, réseau formel d'acheminement d'électricité), de transformation des façades des habitations, de construction d'écoles et d'hôpitaux ou encore d'ouverture de rues. Les programmes de réurbanisation agissent sur un bâti déjà existant, dont le but est la transformation de l'informalité. Bien que portées aujourd'hui par les autorités municipales, ces politiques de réurbanisation sont le fruit d'années de revendications de la part des habitants des *villas* depuis le début des années 2000. Accompagnées d'experts universitaires et d'ONG, cela fait désormais plus de vingt années que des voix se lèvent pour réclamer des conditions de vie dignes au sein de la ville de Buenos Aires. De fait, les requêtes concernant l'habitat au sein de l'espace urbain sont un droit et un souhait légitime, qui est entre autres, défendu par l'Objectif de Développement Durable (ODD) n°11³. Le premier axe permettant la réalisation de cet ODD passe notamment par : « assurer l'accès de tous

¹ Banque Mondiale, population en Argentine. Disponible :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=AR>

² Données recueillies sur le site RENEBA (Registro Nacional de Barrios Populares (Registre National des Quartiers Populaires)). URL : <https://lookerstudio.google.com/u/0/reporting/0a127285-4dd0-43b2-b7b2-98390bfd567f/page/klATC>

³ Nations Unies, Objectifs de Développement Durable, objectif 11 Villes et communautés, disponible :

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/>

à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis ».

C'est à travers cette problématique de développement que nous avons choisi d'axer ce mémoire et ce travail de terrain. L'intégration socio-urbaine est effective en grande partie quand elle améliore les conditions de vie des personnes défavorisées. Nous avons souhaité diriger la recherche vers la thématique de la participation citoyenne afin d'analyser comment se construit le processus participatif dans les programmes de réurbanisation. En ce sens, l'ODD 11 pointe vers cet objectif : « D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation inclusive et durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays. » Le cas de l'intégration socio-urbaine portègne⁴ est particulièrement intéressant à analyser. Conscient des gros changements que peuvent entraîner les œuvres de réurbanisation sur la vie des habitants (déménagements, travaux, etc.), le GCBA a mis en place des organes permettant la participation des habitants des *villas*. Enumérés de façon détaillée en Partie 1, ces ateliers de participation ont permis aux riverains de ces quartiers précaires de s'impliquer et de travailler de façon commune à la planification d'un environnement viable.

Ce mémoire ne s'attachera pas à évaluer les impacts de la stratégie d'intégration socio-urbaine menée par le GCBA à l'échelle de la ville. Bien des études et des travaux de recherches menés sur la thématique des quartiers défavorisés sont dédiés à l'explication des phénomènes de gentrification ou de mercantilisation de la ville. Ces notions seront abordées au fur et à mesure du développement contextuel de ce mémoire, car elles permettent une meilleure compréhension de l'environnement du territoire et donc de l'étude. Si les notions de spéculation immobilière et de marchandisation de l'espace urbain sont largement liées à l'intégration socio-urbaine, l'objectif démontré par ce travail est tout autre. Ce mémoire s'attachera plutôt à la compréhension des différents systèmes de participation citoyenne grâce notamment au terrain effectué durant 4 mois au sein d'une OSC (Organisation de la Société Civile) argentine. L'angle de travail se base particulièrement sur l'évaluation des politiques de réurbanisation et de leur impact direct sur les populations locales. Même si ce travail apporte des clés de compréhension de la stratégie menée au sein de la CABA, l'objectif réside dans l'appréhension de la position des populations défavorisées vivant dans les *villas*.

Grâce à un stage de quatre mois au sein de la *Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia* (ACIJ), ce mémoire se développe autour de la compréhension contextuelle de la réurbanisation des

⁴ Ce terme vient du mot espagnol *porteño* et est généralement utilisé pour désigner les habitants natifs de Buenos Aires ou l'espace urbain (par exemple : *la capital porteña*).

villas de la ville de Buenos Aires, la mise en place d'un projet de terrain et la création d'un projet de développement lié à la thématique de l'intégration socio-urbaine. Ce stage au sein du pôle *Derecho a la Ciudad*⁵ de l'ACIJ permet d'illustrer de façon précise la problématique de développement évoquée ci-dessus. Durant cette expérience professionnelle, il m'a été donné la chance de travailler de façon approfondie sur le processus de réurbanisation au sein d'une des *villas* de la CABA. Ce travail concerne la *Villa 20*, un espace urbain particulièrement peuplé, en périphérie du centre historique et économique de la ville. En étudiant les différentes phases de réurbanisation initiées par le GCBA, j'ai pu comprendre en quoi consistent les stratégies dites d'intégration socio-urbaine. Financé par un bailleur de fonds états-unien, le projet dit *OCP* (appelé ainsi par les membres de l'équipe du programme Droit à la ville), s'attache à produire un monitoring participatif permettant l'évaluation des politiques de réurbanisation. Le manque de temps durant ce stage en Argentine ne m'aura pas permis d'établir une étude comparée entre deux *villas*, projet initialement prévu lors de la rédaction des termes de référence. J'ai choisi de focaliser mon travail de mémoire sur la *Villa 20*, n'ayant pas assez de temps pour entamer l'analyse de la deuxième *villa* sélectionnée (Playón de Chacarita) et me rendant compte des réalités du terrain et de la complexité de travailler avec les habitants des quartiers défavorisés.

L'enjeu du Master Ingénierie de projets en lien avec l'Amérique latine est de maîtriser les outils de gestion de projets et d'acquérir des clés de compréhension de cette aire géographique à travers une expérience professionnelle. En ce sens, la réalisation de ce mémoire professionnel s'inscrit dans la formation en ingénierie de projets puisque la création d'un projet dit « d'aide au développement » est demandée. J'ai choisi de m'intéresser à la question du genre dans la planification urbaine car c'est à la fois une thématique sur laquelle l'ACIJ travaille de plus en plus et un grand sujet d'actualité en Argentine. Depuis plus de cinq années, la question du genre occupe une place non négligeable dans les revendications féministes et populaires. En choisissant ce thème, j'ai décidé de focaliser mon étude sur la place des femmes au sein des espaces urbains et particulièrement des quartiers populaires. Grâce aux recherches et au travail de terrain effectué dans la *Villa 20* j'ai pu me rendre compte des nécessités et besoins de cette partie de la population. J'ai ainsi réfléchi à la mise en place d'une assemblée féministe au sein de la *villa*, dont le but est d'apporter une représentation féminine disposant de compétences en planification urbaine au sein des organes de participation. La force de cette initiative résiderait dans la création d'un organe décisionnel féminin, efficace et organisé et dans *l'empowerment* de celui-ci. Penser l'intégration socio-urbaine passe non seulement par l'intégration des personnes défavorisées, face à leur

⁵ Traduction en français : Droit à la ville.

conditionnement lié à la classe sociale, mais aussi par la considération des discriminations liées au genre.

Nous tenterons dans un premier temps de dresser un état des lieux de la situation urbaine et des différentes problématiques engendrées sur les territoires par l'urbain, à l'échelle mondiale puis au niveau Amérique latine. Nous caractériserons par la suite le phénomène des *villas* ainsi que le fonctionnement des politiques de réurbanisation, avec un focus sur la *Villa 20*. Cette partie nous permettra ainsi de comprendre de façon précise ce qu'est l'intégration socio-urbaine à l'échelle de la CABA. Ce sera également une introduction aux processus participatifs instaurés par le GCBA et une entrée en matière pour aborder dans une seconde partie le projet développé par l'ACIJ autour d'un monitoring participatif des politiques de réurbanisation. Cette deuxième partie sera l'occasion de découvrir le statut, le rôle et le positionnement de l'association face au tissu institutionnel et aux populations défavorisées. Il sera par la suite question de décrire le projet développé au sein de la structure et de faire une analyse critique grâce à ces quatre mois de stage. Enfin, en lien avec cette description du projet OCP, nous présenterons dans une troisième partie une formulation de projet, en lien avec la question de l'intégration socio-urbaine. Le but de ce projet est d'arriver à un aboutissement technique, afin de pouvoir le transmettre à la structure, dans l'espoir de le voir se réaliser. Le projet s'attache à développer une thématique complémentaire à celle développée dans le projet OCP.

La *Villa 20* vue de l'extérieur du quartier



Photo réalisée par Pablo Vitale, co-directeur de l' ACIJ

PARTIE 1 - Contextualisation de l'étude : Buenos Aires, entre inégalités urbaines et politiques de réurbanisation

« *Le bidonville est à la fois un lieu d'enfermement et un appel à l'émancipation. Il peut déboucher sur une explosion sociale tout comme sur une auto-organisation locale et efficace.* »
Les bidonvilles de Thierry Paquot

Réel enjeu du XXI^{ème} siècle, la concentration de population dans les métropoles mondiales posent des problématiques quant à la durabilité de celles-ci. Ce sont aujourd'hui plus de 3.5 milliards de personnes qui sont concentrées dans les centres urbains et d'ici 2050, ce sera les deux tiers de la population mondiale⁶. Si le phénomène urbain préoccupe au niveau mondial, c'est bien car les villes sont des espaces qui concentrent énormément d'inégalités, où les disparités sont particulièrement marquées, tant au niveau social qu'économique. Dans son article Une urbanisation inégalitaire⁷, le géographe Laurent Fouchard développe l'idée selon laquelle les villes sont aujourd'hui marquées par une différenciation sociale, une massification de la pauvreté et un développement d'espaces sociaux homogènes (pour parler des classes sociales). Ces caractéristiques de la ville du XXI^{ème} siècle sont particulièrement marquées dans les pays en voie de développement. L'étude des modèles urbains latino-américains permet notamment d'illustrer le phénomène des inégalités.

1.1 Le phénomène urbain en Amérique latine

Avec aujourd'hui plus de 80% de personnes vivant en zone urbaine⁸, les problématiques liées aux inégalités sont d'autant plus marquées sur le continent latinoaméricain. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le développement des inégalités à l'échelle du continent. Les villes latinoaméricaines ont connu une explosion urbaine au cours du XX^{ème} siècle avec d'abord une importante migration venue d'Europe au début du siècle, puis une intense migration interne au continent, vers les villes et un exode rural fortement accentué. La figure 1 ci-dessous, montre l'évolution des villes latinoaméricaines, en fonction des périodes et la structuration urbaine au fil des années. Les *barrios marginales perifericos*⁹ apparaissent à partir des années 70 et vont avec le

⁶ Nations Unies, Objectifs de Développement Durable, objectif 11 Villes et communautés, disponible : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/>

⁷ Fouchard, Laurent. « Une urbanisation inégalitaire », Bertrand Badie éd., *Un monde d'inégalités*. La Découverte, 2017, pp. 177-184.

⁸ Castells-Quintana, David. « Inégalité urbaine en Amérique latine : tour d'horizon », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. n°2, 2019, pp. 239-257.

⁹ Traduction en français : les quartiers marginaux périphériques.

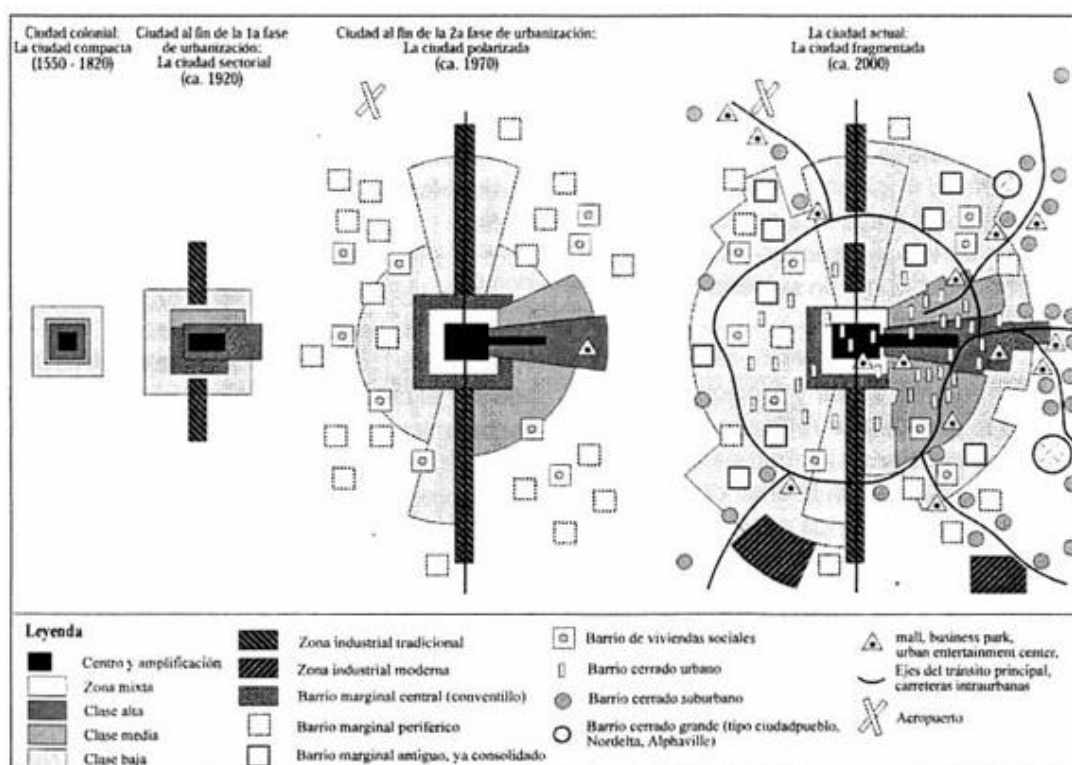
phénomène d'étalement urbain. Le dernier schéma nous indique la multiplication des quartiers informels dans toute la périphérie des villes à partir des années 90/2000. Le géographe José Luis Romero parle de "villes massifiées", pour évoquer les centres urbains latinoaméricains. Selon lui, le manque de contrôle et d'organisation politique a mené aujourd'hui à une fracture socio-spatiale parmi les plus fortes du monde. Il prend ainsi l'exemple de la ville de Monterrey au Mexique, où entre les années 1940 et 1970, la population passe de 150 000 à 1 200 000 habitants¹⁰. De manière globale, c'est à partir des années 2000, que la brèche entre les villes et les campagnes apparaît¹¹. On va considérer les villes comme étant des espaces concentrant les richesses, le pouvoir et comme étant des lieux de réalisation sociale. Les campagnes continuent d'être délaissées et sont vues comme étant des espaces moins avancés que les villes, en termes de technologie, d'emploi ou encore de sociabilisation. Par ailleurs, c'est également à cette période que les crises urbaines se déclenchent, et que les inégalités se creusent entre les différentes classes sociales. La figure 1 pointe justement cette notion de classe sociale, les nuances de gris représentent l'accès aux espaces urbains en fonction du niveau de vie. Les classes sociales les plus élevées sont concentrées dans les zones centrales, les hypercentres, les classes moyennes dans les périphéries proches du centre et les populations défavorisées s'étendent à partir de la périphérie proche jusqu'à l'extérieur des grands axes routiers (rocares et boulevards périphériques). On note de ce fait une coexistence de différents types de quartiers et d'habitats dans les périphéries des villes : les quartiers fermés urbains¹² et suburbains (aussi appelés les *gated communities*), les quartiers marginaux et les quartiers de logements sociaux (autrement appelés quartiers populaires).

¹⁰ Romero, José Luis. « L'Amérique latine, Villes et idées », édition *Les belles lettres*, 2020.

¹¹ Notion développée lors du séminaire GADDAL (Géographie, Aménagement et Développement Durable en Amérique latine), sur le thème *Urbanización, suburbanization, métropolisation*. Mise en perspective comparée de concepts issus de trois corpus d'études urbaines : anglo-américain, latinoaméricain et francophone. Avec les interventions de Alice Beuf (Université Nationale de Colombie) et Cynthia Ghorra-Gobin (CNRS-IHEAL), le 07 avril 2023.

¹² Dureau Françoise, Paquette Catherine. Habiter la ville : stratégies et mobilités résidentielles In *Géographies de l'Amérique latine*, 2006

Figure 1 : Le modèle de développement structural de la ville latino-américaine



Source : Borsdorf, Bärh et Janoschka, cité par Borsdorf, 2003, p. 39.

Dans ce contexte de croissance démographique des villes, s'ajoute la notion de non-planification comme l'évoque José Luis Romero. Les quartiers informels se multiplient sans aucune régulation de la part des municipalités, entraînant une hausse de l'informalité et de la précarité pour les populations vivant dans ces quartiers. A cela s'ajoute l'apparition dans les années 80 d'un nouveau modèle qui influencera grandement le développement urbain des métropoles mondiales : le néolibéralisme. Les villes vont chercher à partir de la fin du XXème siècle à attirer des capitaux, des entreprises et de ce fait, des classes sociales privilégiées. Dans son livre *La ville néolibérale*¹³, Gilles Pinson décrit ce phénomène libéral par la mise en place d'un marketing urbain, de grands projets d'aménagement, par une course aux labels et aux grands événements. Les politiques urbaines laissent une grande place aux acteurs privés, mettant à profit l'innovation et l'efficacité. Cette recherche de capital a eu pour conséquence une absence totale de considération pour les aspects sociaux, laissant ainsi la porte ouverte aux inégalités sociales. Avec ces politiques de restructuration urbaine, la fragmentation socio-spatiale s'est agrandie, les reconversions et restructurations urbanistiques ont évincé les populations disposant d'un revenu modeste, au profit d'une installation de populations plus aisées. Ce phénomène, aussi appelé gentrification, donne aujourd'hui un climat

¹³ Pinson, Gilles. *La ville néolibérale*, édition Puf, dans la collection La ville en débat, dirigée par Jacques Donzelot, 2020.

très tendu dans les zones urbaines, où de nombreuses manifestations et rassemblements ont lieu dans les métropoles du monde entier. Ce phénomène fait écho à un concept clé et marquant créé par le philosophe et sociologue Henry Lefebvre, qui est le *Droit à la ville*¹⁴. Ce concept, qui a structuré énormément de réflexions concernant l'espace urbain et l'aspect social, donne à voir la ville comme un espace où les enjeux sociaux sont plus qu'ailleurs présents et revendiqués. Lefebvre prône à travers cette notion l'idée d'une urbanisation complète de la ville, qui englobe autant les classes aisées que les classes défavorisées. On voit également naître, dans les années 80/90, la notion de *justice spatiale*¹⁵, qui sera par la suite fortement appuyée par les populations évincées des centres urbains, et dont la lutte pour réclamer un respect des droits sans discrimination de classe sociale sera au cœur du débat. L'urbanisme qui a longtemps été influencé par l'économie montre aujourd'hui ses limites et pose de nombreux problèmes sociaux. La notion de mercantilisation de la ville entre également en jeu quand on parle de néolibéralisme. Associée au capitalisme, la mercantilisation de la ville vise à considérer l'espace urbain comme étant marchandable. Dans l'article *Business de l'espace urbain et « droit à la ville ». Le cas de l'opération Faria Lima (São Paulo)*¹⁶, Ana Fani Alessandri Carlos et Silvana Maria Pintaudi exposent le phénomène à l'échelle des métropoles : « une nouvelle logique s'impose : le processus de valorisation (fondement et horizon de la reproduction) a transformé l'espace en une condition de réalisation du capital financier, en le rendant « productif », dans le sens de « bien de consommation productif ». On parle de ce fait de valeur d'usage et d'échange, la première représentant l'utilité d'un « objet », et la deuxième la faculté qu'un objet transmet à celui qui le possède, d'acheter d'autres marchandises. En ce sens, l'espace urbain est devenu un lieu de marchandisation, où les promoteurs immobiliers s'enrichissent sans régulation au détriment d'une équité urbaine. Dans certains cas, ce sont les classes les plus fortunées qui profitent de cette mercantilisation. Dans des villes comme Lisbonne, Barcelone ou encore Buenos Aires, le phénomène Airbnb pose de nombreuses problématiques, il s'ajoute comme un processus accélérant le manque de logements pour les plus modestes et est étroitement lié à la gentrification¹⁷. Certains quartiers de ces villes deviennent inaccessibles à une partie de la population car la forte demande de logements touristiques fait monter le prix des ventes de bien, mais aussi des loyers. Les touristes prennent place dans ces quartiers, changeant l'atmosphère et l'ambiance de ces lieux et ces derniers deviennent

¹⁴ Lefebvre, Henri. *Le droit à la ville*, Economica, Paris, 3e édition, 2009

¹⁵ Gervais-Lambony, Philippe, Dufaux, Frédéric. « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, vol. 665-666, no. 1-2, 2009, pp. 3-15.

¹⁶ Fani Alessandri Carlos, A., Pintaudi Maria S. « Business de l'espace urbain et « droit à la ville ». Le cas de l'opération Faria Lima (São Paulo) », In *Le Blanc, A., Piermay, J., Gervais-Lambony, P., Giroud, M., Pierdet, C., & Rufat, S. (Eds.), Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive. Presses universitaires de Paris Nanterre*, 2014.

¹⁷ Javier Gutiérrez, Juan Carlos García Palomares, Gustavo Romanillos y María Henar Salas Olmedo., The eruption of Airbnb in tourist cities: Comparing spatial patterns of hotels and peer-to-peer accommodation in Barcelona, *Tourist Management* 62, 2017.

finalement des quartiers d'où les locaux sont exclus. Au sein du pôle Droit à la ville, l'ACIJ étudie cette notion de mercantilisation et parle de la problématique suivante : « *la gente sin casas y las casas sin gente*¹⁸ » pour exprimer l'injustice d'accès à un logement digne, en partie causée par les dérives du néolibéralisme.

1.2 Buenos Aires et les *villas miserias*¹⁹

1.2.1 Prisme historique et législatif

Avant de se pencher sur l'analyse du contexte des *villas* argentines, il est primordial de comprendre l'aire géographique dont il est question. La distinction des différents territoires relatifs aux appellations utilisées pour parler de la ville de Buenos Aires est importante car elle permet une meilleure appréhension des enjeux et du territoire de la CABA qui est l'objet d'analyse de ce travail. Les territoires relatifs à Buenos Aires se divisent en trois catégories : la province, la *Área Metropolitana de Buenos Aires* (AMBA) (qui englobe la CABA et 40 municipalités de la province) et la CABA. Les trois cartes en Annexe 1 nous permettent ainsi de mieux comprendre les différentes échelles du territoire d'étude. Au niveau de la logique politique et du partage du pouvoir, l'Argentine reprend le système du fédéralisme. Le pays est composé de 23 provinces et de la *Ciudad Autónoma de Buenos Aires*, qui disposent d'une très large autonomie dans la définition de leur système politique, électoral et municipal. Elles ne sont cependant pas souveraines car elles reconnaissent un pouvoir supérieur dans les autorités nationales et dépendent du gouvernement national pour certaines questions. De ce fait, l'article 126 de la Constitution nationale réserve au pouvoir central les compétences régaliennes (affaires extérieures, défense, monnaies et crédit). Pour le cas de la CABA, cette dernière a un régime de gouvernement autonome avec ses propres facultés législatives et juridiques. Dans son article *Argentine : une débâcle fédérale*²⁰, la chercheuse Marie-France Prevot-Schapira explique le contexte historique du pays : « Ce n'est qu'après de longues luttes entre Fédéralistes et Unitaires au lendemain de l'indépendance (1810) que s'est mis péniblement en place un fédéralisme d'agrégation pour réunir à la ville et à la province de Buenos Aires les provinces jalouses de leur autonomie et de leurs spécificités. Plus de la moitié d'entre elles – les quatorze provinces historiques – préexistaient à cet État, qu'elles n'ont accepté qu'après trois décennies de

¹⁸ Expression utilisée dans le contexte universitaire latino-américain. Traduction en français : « Une population sans maisons et des maisons sans personne ».

¹⁹ Traduction en français : Quartiers de misère.

²⁰ Prevot-Schapira, Marie-France. « Argentine : une débâcle fédérale », *Critique internationale*, vol. no 18, no. 1, 2003, pp. 23-32.

guerre civile. « La conséquence de cette lutte est la création de deux “pays” sous l’apparence d’un seul : l’État métropole, Buenos Aires, et le pays vassal, les provinces de l’Intérieur. » » Ainsi, on comprend nettement que la CABA s’est construite en opposition avec le reste du pays, se plaçant comme le centre hégémonique du pays.

C’est également en analysant le ratio de la population argentine que l’on se rend compte de la primatie de Buenos Aires à l’échelle nationale, puisque la ville concentre 36% de la population globale. C’est une des caractéristiques de l’Argentine, la forte concentration de population dans sa capitale démontre un rôle crucial de la ville portuaire dans l’histoire du pays. A la fin du XIX^{ème} siècle, la phase d’industrialisation a provoqué une vague de migration vers le centre économique du pays, entraînant une concentration d’ouvriers dès le début du XX^{ème} siècle. Ces migrations outre-Atlantique produisent une nouvelle forme d’habitat dans la ville : les *conventillos*²¹, que l’on peut considérer comme étant les premières formes de *villas*. Les familles européennes s’entassaient dans ces édifices largement insalubres, et vivaient en communauté, le temps de trouver les moyens de rebondir et de s’accomplir. Ironiquement, ces *conventillos*, qui étaient concentrés dans le centre historique, ont été désaffectés durant de longues années pour devenir, de nos jours, des lieux typiques, par exemple, dans le quartier de San Telmo, où l’ambiance bourgeoise-bohème règne en maître (cf. annexe 2 : photo actuelle d’un ancien *conventillo*, transformé en un lieu alternatif, regroupant restaurants et magasins). A partir des années 1930, on utilise un terme nouveau pour parler des rassemblements d’habitats pauvres : les *villas miserias*. Principalement constitués d’ouvriers industriels et de migrants provenant des pays limitrophes tels que le Brésil, le Paraguay ou la Bolivie, ces quartiers s’organisent et prennent de plus en plus de place au sein de la ville. La demande en main d’œuvre à cette période était alors très importante puisque les importations ne faisaient que croître. Cependant, les différentes périodes de dictatures à partir des années 1960 et jusqu’en 1983 vont mettre à mal ces logements en menant une politique d’éradication et de déstructuration de ces *villas*. L’historienne Valeria Snitcofsky, spécialiste de l’histoire des *villas*, décrit le processus d’éradication de ces quartiers comme extrêmement violent²², où les habitants étant considérés comme des ruraux « arriérés », étaient expulsés sous prétexte qu’ils n’étaient pas dignes de vivre dans la capitale Argentine. Comme l’indique la Figure 2, la population dans les *villas* de Buenos Aires passe de 213 823 habitants en 1976 (début de la dictature) à 12 593 en 1983 (fin de la

²¹ Archive photographique et historique : Buenos Aires Historia, *La huelga de inquilinos de 1907*, disponible : <https://buenosaireshistoria.org/juntas/la-huelga-de-inquilinos-de-1907/>

²² Snitcofsky, Valeria Laura. “La erradicación de villas en la ciudad de Buenos Aires: características específicas y contexto general (1976-1983)”; Instituto de Desarrollo Económico y Social. Núcleo de Estudios sobre la Memoria; Clepsidra. *Revista interdisciplinaria de estudios sobre memoria*; 5; 10; 10-2018; pp. 54-75.

dictature). Ce sont donc plus de 200 000 personnes auraient ainsi été renvoyées vers l'intérieur du pays durant la période de la dernière dictature.

Figure 2 : Population des villas de Buenos Aires entre 1960 et 1983

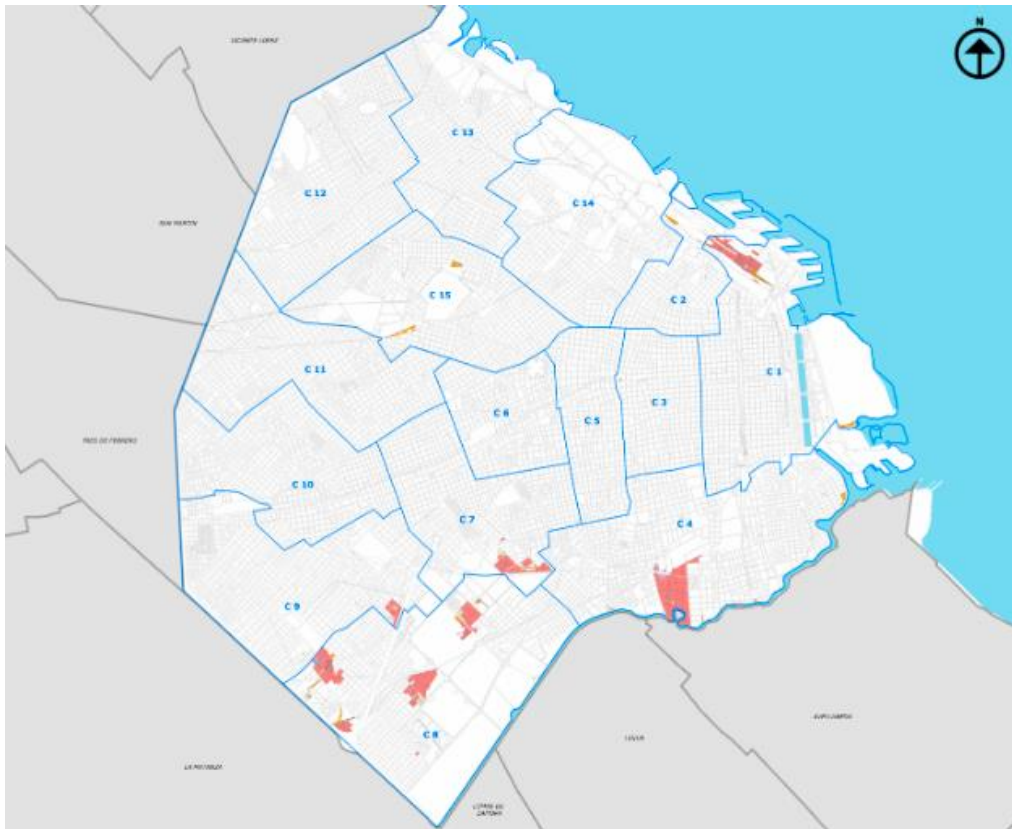
Año	Población
1960	34.430
1962	42.462
1966	93.554
1970	101.000
1976	213.823
1978	103.839
1979	41.234
1980	37.040
1983	12.593

Source : Dirección de Estadísticas y Censos en base a datos censales y de la Comisión Municipal de la Vivienda (MCBA, 1991: 4).

Cette période largement influencée par le modèle libéral marquera des changements profonds au niveau de la structuration de la ville. En voulant tirer le plus de bénéfices possible des infrastructures immobilières, la politique a creusé la brèche de la ségrégation spatiale. Pour appuyer ces décisions, une série de mesures légales sont prises, comme la Ordenanza N° 33.652/77, qui ordonne l'éradication des *villas*. De toute évidence, ces politiques se sont caractérisées par le refus de laisser une place aux personnes ayant de faibles revenus. Quand le cycle des dictatures argentines s'est finalement achevé, l'ère de la démocratie, a marqué un nouveau tournant pour les *villas* situées dans la capitale argentine. Un réel changement de considération de la part des politiques publiques a été observé, le temps de la régularisation de l'habitat informel a ainsi pris place à l'aube des années 2000. Les *villas* se repeuplent rapidement, selon les chiffres de 2016, ce sont près de 83 000 familles qui résident dans les habitats informels dans la CABA²³. La Figure 3 nous indique ainsi la différente répartition des *villas* (en rouge et orange) au sein de la CABA.

²³ Données recueillies dans le rapport de l'association TECHO Argentina, dans Relevamiento de asentamientos informales 2016. Disponible : <http://datos.techo.org/dataset/argentina-relevamiento-asentamientos-informales-2016>

Figure 3 : Répartition des villas de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires



Source : Dirección General de Estadística y Censos, disponible via le site web : <https://www.estadisticaciudad.gob.ar/eyc/?p=58796>

En parallèle, la thématique urbaine, au centre de travaux de recherche en sciences sociales, est abordée selon des considérations nouvelles, dont la question de l'intégration des populations défavorisées dans le schéma urbain. En 2001, le forum social mondial qui s'est tenu à Porto Alegre au Brésil, a marqué un tournant dans la lutte pour une meilleure équité territoriale. En Argentine, l'accent est mis sur la reconnaissance des droits à l'habitat digne, avec l'inscription, en 1996, dans la Constitution de la ville de Buenos Aires de l'article suivant :

“ARTICULO 31.- *La Ciudad reconoce el derecho a una vivienda digna y a un hábitat adecuado.*

Para ello:

Resuelve progresivamente el déficit habitacional, de infraestructura y servicios, dando prioridad a las personas de los sectores de pobreza crítica y con necesidades especiales de escasos recursos.

Auspicia la incorporación de los inmuebles ociosos, promueve los planes autogestionados, la integración urbanística y social de los pobladores marginados, la recuperación de las viviendas precarias y la regularización dominial y catastral, con criterios de radicación definitiva.

Regula los establecimientos que brindan alojamiento temporario, cuidando excluir los que encubran locaciones.”²⁴

Assez paradoxalement, à la suite de l’inscription de cet article dans la constitution de la ville, les politiques publiques n’ont été que très peu effectives quant à la mise en place de ce processus de *radicación*²⁵. Le renouvellement urbain²⁶ passe par ailleurs par une nouvelle phase d’expulsion, dans le but de récupérer des terrains pour poursuivre l’urbanisation grandissante de la ville. Ce n’est finalement qu’à partir de 2015 que les politiques évoluent, à l’occasion d’un changement d’équipe municipale, le candidat Mauricio Macri est élu Président de la République et laisse la place à Horacio Rodríguez Larreta, au poste de maire de la CABA. Le tournant est net, puisque l’ancien maire, Mauricio Macri était reconnu pour avoir très peu de tolérance pour les habitants des quartiers informels et pour avoir des idées définitives concernant le sort des *villas*²⁷.

1.2.2 Caractéristiques des villas miserias, entre informalité et exclusion urbaine

D’un point de vue législatif, le fait d’habiter dans un logement informel, correspond à l’absence de détention d’un titre foncier. Souvent, les « propriétaires » de ces habitats ne disposent d’aucun document pouvant prouver qu’ils sont dans la légalité quant à l’occupation de ces lieux, puisqu’ils se sont eux-mêmes établis sans autorisation. De façon plus factuelle, on peut déterminer l’informalité comme étant un état d’insécurité vis-à-vis de l’occupation et d’un manque d’accès aux services de base (eau courante et électricité par exemple) et aux infrastructures caractéristiques du milieu urbain²⁸. Les chercheurs Omar David Varela et María Cristina Cravino²⁹, spécialistes du phénomène des *villas* argentines, proposent une série de caractéristiques pour définir l’informalité :

²⁴ Article issu de la Constitution de Buenos Aires, URL : http://www.infoleg.gob.ar/?page_id=166. Traduction : La ville reconnaît le droit à un logement digne et à un habitat adéquat. Pour cela : - elle [la ville] résout progressivement le déficit de logements, d’infrastructures et services, donnant priorité aux personnes des secteurs de la pauvreté extrême et ayant des nécessités spécifiques et/ou peu de moyens. - Favorise l’incorporation des immeubles inhabités, promeut les plans d’autogestion, l’intégration urbaine et sociale des populations marginalisées, la récupération des logements précaires et la régularisation domaniale et cadastrale, avec des critères de *radicación* définitive. - Régule les établissements de logement temporaire, prenant soin d’exclure ceux qui prennent des locations.

²⁵ Terme que l’on pourrait traduire en français par régularisation de l’habitat

²⁶ Barbara Morovich et Javier Fernández Castro, « Mémoire et mobilisation », *Revue des sciences sociales*, n°57, 2017, pp. 76-85.

²⁷ Dans une interview accordée au média La Nación en 2007, Mauricio Macri affirme «A la 31 hay que erradicarla, porque es una zona vital para resolver los problemas logísticos del puerto.” À la question “También necesitará que le cedan los terrenos de la Villa 31 y la Villa 20, ubicadas sobre tierras del gobierno nacional. ¿Qué hará allí?”. Interview disponible : <https://www.lanacion.com.ar/politica/no-voy-a-permitir-que-haya-cortes-de-calles-nid919873/>

²⁸ Clémence Legros, « L’urgence participative de l’habitat précaire », *Chimères*, 2016/1 (N° 88), pp. 150-161

²⁹ Omar David Varela, María Cristina Cravino, « Chapitre 2: Mil nombres para mil barrios. Los asentamientos y villas como categorías de análisis y de intervención », in, María Cristina Cravino, Los mil barrios (in)formales:

- une trame urbaine très irrégulière,
- une bonne localisation dans le centre de la ville,
- une occupation de terres fiscales détenues par l'Etat,
- le résultat de pratiques individuelles, ne répondant à aucune planification,
- des matériaux de construction précaires, qui avec le temps évoluent, mais le résultat reste "balbutiant",
- une forte densité de population,
- des habitants caractérisés par l'exercice d'une activité salariale peu qualifiée ou informelle, même si l'on retrouve des travailleurs ayant des professions formelles,
- un peuplement originel de migrants, venant des pays limitrophes et des zones rurales d'Argentine,
- une forte discrimination et stigmatisation des habitants liées notamment à la couleur de peau et aux origines, souvent appelés par des termes péjoratifs tels que "*villeros*³⁰", "*cabecitas negras*" ou "*negros villeros*",
- une absence ou quasi-absence d'espaces verts, de jardin ou de parcs,
- des infrastructures souvent de moyenne ou mauvaise qualité car élaborées de façon précaire avec les moyens à disposition.

Le rapport *Indicadores de condiciones de vida de los hogares en 31 aglomerados urbanos* établi par l'INDEC (*Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*) au premier semestre 2022, établit une liste complémentaire de caractéristiques venant compléter la liste ci-dessus. Dans un extrait du rapport (en annexe n°3), on remarque notamment des indicateurs concernant la couverture médicale, le niveau d'éducation au sein du foyer familial ou encore la localisation et ses caractéristiques (proche d'une décharge ou en zone inondable par exemple).

Outre l'aspect matériel, l'informalité dans l'habitat a de lourdes conséquences sociales. Ces personnes qui vivent dans ces *villas* sont physiquement exclues du milieu urbain. Cela se manifeste par ce que l'on pourrait appeler des « obstacles urbains » telles que des axes routiers, des ponts ou encore des chemins de fer qui séparent les quartiers centraux des *villas*. La photo en annexe 4 nous présente une vue aérienne de la *Villa 31*, l'une des plus emblématiques *villas* de Buenos Aires, qui illustre parfaitement cette notion de séparations urbaines. On remarque très nettement l'isolement de la *Villa* qui est encerclé d'un côté par la gare routière et ferroviaire, le port de l'autre côté et est traversée par le périphérique. En lien avec cette démarcation physique qui constitue un premier

aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del área metropolitana de Buenos Aires, Buenos Aires, Los Polvorines: Univ. Nacional de General Sarmiento, 2008, pp.45-65

³⁰ Le terme *Villeros* est très fréquemment utilisé en Argentine pour désigner les habitants vivant dans les *Villas*.

stade d'exclusion, on note que les habitants de ces logements précaires n'ont que très peu de liens avec le centre-ville. Pour certains, qui disposent d'une activité professionnelle formelle, le travail est le seul motif de fréquentation du centre. On remarque par ailleurs une forte informalité de l'emploi pour les habitants des *villas*, qui est elle-même liée à l'informalité de l'habitat. On se retrouve finalement dans un cercle vicieux³¹, où l'informalité de l'emploi amène l'informalité de l'habitat, et vice-versa. Qui plus est, comme évoqué succinctement plus haut, les habitants des *villas* subissent une stigmatisation marquée par différents facteurs. Celle-ci est liée à des éléments historiques qui se basent sur des critères d'origines sociales et géographiques. L'un des facteurs est la fascination pour la culture blanche historiquement venue d'Europe, qui représente aujourd'hui la classe moyenne de la population argentine³². Les habitants des *villas*, sont des descendants de migrants pour beaucoup, venant des pays limitrophes, et représentent une altérité qui a longtemps été stigmatisé par la population locale et les politiques. Il n'est pas excessif de penser que ce refus d'intégrer des populations descendantes de migrants serait en lien avec cette hégémonie socio-culturelle portègne, qui s'est largement battue pour l'éradication des populations indigènes dès le XIXème siècle. Cette caractéristique qui a façonné la société argentine est sûrement, de façon inconsciente, une des raisons de l'exclusion de ces populations, en plus de la précarité dans laquelle ces habitants évoluent. Ces éléments permettent ainsi de comprendre, entre autres raisons, comment cette exclusion spatiale aboutit finalement à une exclusion sociale au sein de la ville de Buenos Aires³³.

1.3 L'intégration socio-urbaine et les politiques de réurbanisation à Buenos Aires pour pallier les discriminations socio-spatiales

1.3.1 Définition et intérêt de l'intégration spatiale

Face au contexte socio-historique et à la forte croissance d'une informalité de l'habitat, le GCBA a mis en place depuis 2016 une politique dite « d'intégration socio-urbaine » visant à réduire la brèche socio-spatiale créée par une urbanisation non régulée et incontrôlée. Cette politique est donc dirigée vers les quartiers défavorisés et leurs résidents. Selon l'économiste Christian de Boissieu, intégrer c'est « *ramener dans la cité* [entendu en termes étymologique, la cité représente la ville] *ceux qui se trouvent rejetés au dehors, par rupture d'égalité dans les espaces sociaux que sont le travail, l'école, les équipements collectifs et la laïcité*³⁴. » L'intégration urbaine passe donc par

³¹ Rosella Nicolini et José Luis Roig Sabaté, « Économie régionale et urbaine en Amérique latine : le rôle de l'informalité dans les processus de développement économique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2019/2 (Février), p. 197-211.

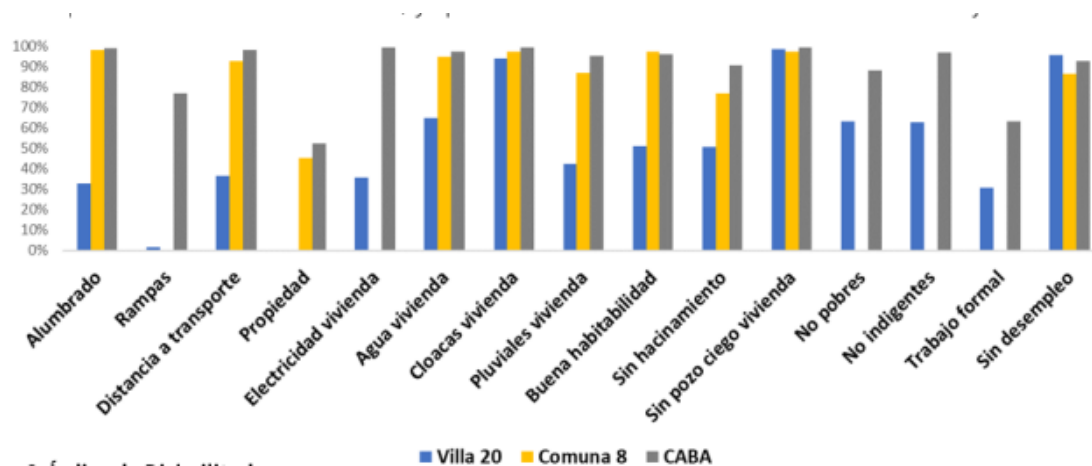
³² Guénola Capron, « Buenos Aires ou le rêve inachevé », *Espaces et sociétés*, 2001, n° 104, p. 109-126

³³ Clémence Legros, *op.cit.*, pp. 150-161

³⁴ Introduction de Christian de Boissieu, Jean-Paul Fitoussi ; Eloi Laurent ; Joël Maurice, Rapport Ségrégation urbaine et intégration sociale, 2004

l'élimination de la fragmentation spatiale, et par l'accès à des services de qualité pour toutes les populations habitant dans l'espace urbain. Loin d'être effective dans la plupart des villes du monde, l'intégration socio-urbaine apparaît comme une dimension décisive pour penser la durabilité des centres urbains à travers le monde. A Buenos Aires, l'écart de richesse et la difficulté d'accès aux services de qualité sont très marquées car comme évoqué précédemment, les quartiers défavorisés sont caractérisés par une très forte informalité et un défaut de qualité dans les services tels que les hôpitaux, les centres scolaires ou encore les espaces publics. La Figure 4 représente l'indice de dissimilarité³⁵, un outil permettant de mesurer le degré d'intégration urbaine à Buenos Aires. Trois territoires ont été choisis à différentes échelles : la *Villa 20*, la *Comuna 8* (représentant l'ensemble de quartiers situés au sud-ouest de la ville, dont la *Villa 20*) et la CABA dans son ensemble. L'indice varie de 0 (similitude parfaite) à 100% (dissimilitude la plus élevée). On note ainsi une très forte différence entre la CABA et la *Villa 20* dans la présence d'infrastructures, dans l'accès aux transports en commun ou encore la connexion des foyers à l'électricité. Ce graphique illustre la ségrégation spatiale au sein de la CABA, on note que selon les quartiers, l'accès aux services de base est différencié. De façon générale, on remarque que la *Villa 20* se caractérise par des services dont la qualité (et parfois l'existence) se situent bien en dessous de la CABA et de la *Comuna 8*.

Figure 4 : Indice de dissimilarité entre les différents espaces urbains de Buenos Aires en 2020



Source : Rapport de l'IVC et de The New School Laboratorio Latino Americano, Monitoring Processes and outcom in slum upgrading in Buenos Aires, Villa 20, 2020.

Pour combler ces écarts, le GCBA mène depuis 2016 des interventions ciblées dans quelques *villas* de la ville. Cette stratégie visant l'intégration de ces quartiers défavorisés au sein de CABA

³⁵ Notion établie par les sociologues Otis Dudley Duncan et Beverly Duncan en 1955, formulée ici : Duncan O.D. et Duncan B., « A Methodological Analysis of Segregation Indexes », *American Sociological Review*, 41, pp. 210-217

implique un certain nombre d'acteurs. Premièrement, les acteurs institutionnels, qui œuvrent sur le terrain, le *Secretaria de Integración Socio Urbana*³⁶ (SISU) et *El Instituto de Vivienda de la Ciudad*³⁷ (IVC). Si l'on prend le cas de la *Villa 20*, qui fera l'objet de l'étude de cas approfondie dans les prochaines lignes de ce mémoire, l'IVC mène une intégration socio-urbaine basée sur trois axes d'intervention³⁸:

- une intégration urbaine : avec un accent mis sur les infrastructures, la connectivité et l'accessibilité, l'espace public et la régularisation de l'habitat (obtention de titres de propriété ou baux locatifs)
- une intégration liée à l'habitat : avec la construction de logements, l'amélioration des logements déjà existants et une génération d'espaces ventilés et lumineux (patios à l'intérieur des regroupements d'habitations par exemple)
- une intégration socio-économique : avec l'installation d'équipement urbain (centre de santé, écoles, etc...) et d'infrastructures et aménagements permettant l'installation d'activités productives favorisant des emplois au sein de la *villa*.

Bien que la municipalité tienne un rôle central dans le financement des travaux de réurbanisation, des acteurs internationaux participent également financièrement au processus. Dans l'extrait du rapport en annexe 5 *¿Como avanza la reurbanización en el barrio Padre Carlos Mugica?* élaboré par l'ACIJ en 2022, on note une forte participation de la *BIRF* (*Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento* (Banque Mondiale)) et de la *BID* (*Banco Interamericana de Desarrollo*) dans le budget total investi dans le processus de réurbanisation. Il est important enfin de noter la participation des universités, ONG et associations de défense des droits fondamentaux, telle que l'ACIJ. Ce troisième groupe apporte généralement des réflexions pertinentes concernant les actions du GCBA et constitue un contre-pouvoir dont l'expression est essentielle pour soutenir l'aspect participatif et démocratique que la municipalité souhaite appliquer. Enfin, les *vecinos*³⁹, jouent un rôle crucial dans le processus de réurbanisation des *villas*, puisqu'ils en sont les habitants.

³⁶ Secrétariat d'Intégration Socio-Urbaine.

³⁷ L'Institut du logement de la ville.

³⁸ Méthodologie d'intervention décrite par l'IVC dans le PowerPoint PIRU (Programa Integral de Re-urbanización de Villa 20), disponible ici :

[https://vivienda.buenosaires.gob.ar/20190207_DT27MGPV20AvancesRELSE,PIRU\(4\)](https://vivienda.buenosaires.gob.ar/20190207_DT27MGPV20AvancesRELSE,PIRU(4))

³⁹ En espagnol, le mot *vecinos* signifie « voisins ». En Argentine, il désigne les habitants des *villas* (terme moins péjoratif que *villeros*). C'est un terme utilisé par les personnes vivant elles-mêmes dans la villa, ainsi que par le GCBA et communément par les associations et ONG.

1.3.2 Processus de réurbanisation de la Villa 20

Pour illustrer ce processus de réurbanisation initié depuis 2016, nous avons choisi de décrire comment il s'est caractérisé dans une des *villas* emblématiques de la CABA : la *Villa 20*. C'est avec ce regroupement d'acteurs évoqué ci-dessus que le processus de réurbanisation a débuté, avec un programme d'action stratégique. En effet, la réurbanisation des quartiers défavorisés de la CABA n'est pas systématique et ne s'applique pas à toutes les *villas* de Buenos Aires. Il n'existe pas de loi englobant tous les projets d'intégration urbaine, mais une loi par *Villa*, établie selon les caractères spécifiques de chacune. On retrouve par exemple *Ley de urbanización de la Villa 31-31bis* ou la *Ley de urbanización de la villa 20*. On s'intéressera particulièrement à la *Villa 20*. Soumise à la Ley 5705 2016⁴⁰, la *Villa 20* est l'une des plus grandes de la CABA, avec en 2016, 27 990 habitants⁴¹. La Figure 5 nous indique la localisation de la villa, qui se trouve dans la *Comuna 08*, à 15 kilomètres de l'hypercentre, au sud-ouest. Elle est composée de 31 *manzanas*⁴², qui elles-mêmes sont divisées en 3 zones, établies par les différentes interventions effectuées dans le cadre des politiques publiques. L'annexe 6 montre le plan précis de la *villa* ainsi que le découpage de toutes les *manzanas* après les travaux de réurbanisation.

Figure 5 : Localisation de la Villa 20 dans la *Ciudad Autónoma de Buenos Aires*



Source : Monitor de Servicios públicos en Villas 20, Defensoria del Pueblo, 2019.

⁴⁰ Site du GCBA. Disponible : <<https://boletinoficial.buenosaires.gob.ar/normativaba/norma/345782>>

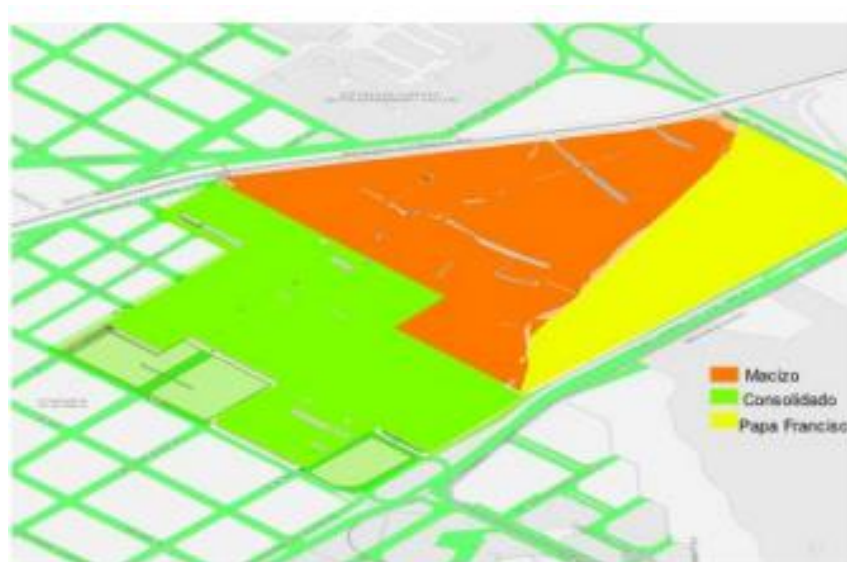
⁴¹ Rapport de l'IVC et de The New School Laboratorio Latino Americano, Monitoring Processes and outcomes in slum upgrading in Buenos Aires, Villa 20.

⁴² Une *manzana* est un terme qui caractérise un regroupement de foyer, généralement quadrangulaire, délimitée par quatre rues.

On retrouve dans la Figure 6 trois espaces distincts (un découpage de *manzanas*) au sein de la *Villa* 20 :

- La zone « consolidée », où beaucoup de travaux visant à réduire l’informalité ont été fait (en vert) ;
- El Macizo (en orange) qui représente la zone quasi intacte, ayant reçu peu de travaux de réurbanisation ;
- Papa Francisco (en jaune) une zone de logements nouveaux qui abritent les personnes relocalisées à la suite des travaux effectués dans la zone consolidée (zone verte).

Figure 6 : Répartition des différentes zones de la *Villa* 20



Source : Monitor de Servicios públicos en *Villa* 20, Defensoria del Pueblo, 2019.

La stratégie d’intervention du GCBA est décrite dans le PIRU (*Programa Integral de Re-Urbanización de Villa*) et librement consultable sur le site de l’IVC (de façon résumée). De manière globale, la réurbanisation d’un quartier passe par un aspect primordial qui est l’accessibilité et la cohérence de la trame urbaine. Les *villas* et bidonvilles sont construits sans logiques urbaines, les rues sont souvent des passages, accessibles à pied seulement. Cela pose des problèmes d’accessibilité puisque les transports publics ne peuvent pas circuler, les routes ne sont généralement pas ou peu entretenues, ce qui produit finalement des enclaves urbaines. En ce sens, les interventions de réurbanisation proposent l’ouverture des rues et l’aménagement de celles-ci. La Figure 7 témoigne de cette nouvelle planification urbaine, on aperçoit la stratégie opérée : la destruction d’une série de logements, afin de créer de l’espace pour installer des routes. En baissant la densité démographique de certaines *manzanas*, il est possible de créer des espaces plus aérés, qui permettent ainsi une meilleure circulation. Une fois construites, ces routes sont ensuite aménagées avec l’installation d’éclairages publics, des passages piétons et d’espaces verts.

Figure 7 : Exemple du plan d'action prévu lors du processus de réurbanisation : projet de travaux visant l'ouverture des rues dans la Villa 20



Source : extrait du powerpoint *Programa Integral de Re-Urbanización de Villa 20*, édité par l'IVC et disponible en ligne, URL : [https://vivienda.buenosaires.gob.ar/20190207_DT27MGPV20AvancesRELSE,PIRU\(4\)](https://vivienda.buenosaires.gob.ar/20190207_DT27MGPV20AvancesRELSE,PIRU(4))

Le processus de réurbanisation passe également par l'amélioration des services basiques. On retrouve des travaux concernant l'approvisionnement en eau et son assainissement, avec notamment l'installation d'un réseau formel d'eau et un contrôle de la qualité. Toute une série de travaux sont effectués pour permettre un accès sécuritaire à l'électricité, on retrouve donc des points de transformation d'électricité, un réseau de fils électriques conforme aux normes en vigueur et un accès équitable à la ressource (réduction des coupures de courants). Enfin, une attention est portée sur le réseau internet, avec l'installation de la fibre optique et l'accès à internet pour tous les habitants de la *villa*. D'autres installations urbaines viennent s'ajouter aux processus de réurbanisation, telles que la construction d'écoles, l'implantation de réseaux d'éclairage ou l'aménagement de zones communautaires en extérieur.

Ces travaux et modifications effectués au sein de la *villa 20* participent donc à l'amélioration des conditions de vie des riverains. La partie 2 permettra de rentrer dans les détails techniques du processus de réurbanisation de la *villa 20* avec l'énumération des indicateurs choisis pour l'évaluation de celui-ci. Si l'on se place à l'échelle de la ville de Buenos Aires, il est évident que la réduction de la brèche socio-spatiale est un élément crucial afin de penser la durabilité de celle-ci. Seulement, face à l'étendue des travaux à effectuer et au nombre de personnes impactées par les politiques de réurbanisation, il est important d'avoir en tête que l'acceptation et l'approbation des personnes bénéficiaires passe par leur participation dans le processus d'élaboration du programme d'actions.

1.4 Penser l'intégration socio-urbaine sous le prisme de la participation citoyenne

L'aspect participatif des populations locales est décisif dans la réussite de tout projet de développement visant l'amélioration des conditions de vie. C'est en étant confronté, directement, en allant sur le terrain ou indirectement, en écoutant les témoignages des populations, que les besoins et souhaits formulés par les habitants pourront être appréhendés. Sans cette prise en compte, le risque de produire des politiques qui ne génèrent pas ou peu d'intégration est élevé. Pour l'urbaniste Mariela Diaz, le caractère des politiques publiques est primordial, s'il ne tend pas vers l'écoute des besoins précis des populations défavorisées, celles-ci peuvent avoir un effet néfaste et renforcer la ségrégation résidentielle⁴³. Pour elle, l'inclusion des *vecinos* dans les phases de planification est indispensable pour mener des actions cohérentes et impactantes. Il est ainsi intéressant d'avoir un aperçu du panorama des différentes formes participatives qui se sont créées autour de la question de la réurbanisation de la *Villa 20*.

1.4.1 Las Mesas de Gestión Participativa et las Mesas Técnicas

Conscient de cette nécessité, le GCBA va créer des instances de participation dans toutes les *villas* concernées par le processus de réurbanisation depuis 2016. Largement influencée par l'ACIJ, la Ley N° 148 (disponible en annexe 7) a impulsé la création d'une *Comisión Coordinadora Participativa* mettant en place plusieurs instances participatives telles que les *Mesas Técnicas* (MT) et les *Mesas de Gestión Participativa* (MGP) dans les processus de réurbanisation de la CABA. Ces premières sont composées des organisations de quartiers, des référents et des spécialistes qui élaborent des propositions en rapport avec la construction des nouveaux logements et plus largement l'amélioration des conditions de vie. Les résultats de ces MT sont par la suite présentés lors des MGP, composées elles des différents organismes du GCBA et ouvertes à une large participation des habitants. Durant ces réunions, toute une série de sujets sont discutés, tous visent l'amélioration des conditions de vie et abordent les nombreuses thématiques évoquées plus haut. Par exemple, on retrouve en annexe 8, la version finale des logements dessinés et construits dans la zone *Papa Francisco*. Ces plans et croquis ont été longuement discutés avec la population locale afin de trouver la façon la plus adéquate de répondre aux relogements engendrés par les travaux de réurbanisation. Bien que partant d'un sentiment inclusif, ces tables participatives ont été critiquées comme étant

⁴³ Díaz, Mariela, Políticas habitacionales y urbanismo neoliberal: la intervención estatal en la Villa 20, Argentina (1984-2018), *Revista de Urbanismo*, 2019, 40, 1-19

insuffisantes à cause de leur manque de mise en perspective. Il a été reproché aux politiques publiques d'isoler le phénomène du logement et de l'amélioration des conditions de vie et de ne pas prendre en compte toutes les problématiques économiques, sociales et culturelles qui apparaissent dans les quartiers défavorisés. Nous y reviendrons dans la suite de ce mémoire, les problématiques sociales et notamment celle du genre posent de gros problèmes quant à la qualité de vie des habitants des *villas*. Qui plus est, les actions portées par le GCBA peuvent devenir source de méfiance pour les *vecinos*. Lors d'un atelier de formulation qui s'est déroulé dans la *Villa 20* durant le stage, une des référentes du quartier nous a confié la difficulté de collaborer avec les autorités de la municipalité à cause du manque de confiance généralisé. En effet, après plus de dix années de collaboration à travers les MT et les MGP, les habitants de la *villa 20* affirment se sentir peu entendus et peu considérés quant aux demandes exprimées.

1.4.2 L'engagement académique et les associations de défense citoyenne

D'autres initiatives de participation citoyenne voient le jour depuis plus d'une dizaine d'années. Portées par des universités, des ONG et des associations telles que l'ACIJ, elles représentent une réelle alternative aux initiatives gouvernementales. Considérés comme des acteurs détachés des intérêts politiques, ces entités ont l'opportunité de gagner la confiance des locaux. Pour illustrer cette collaboration entre ces différents acteurs, il est intéressant de se pencher sur le cas d'un projet⁴⁴ élaboré dans la *Villa 31*, aussi appelé *el barrio Padre Maurico Mugica*. Porté par deux architectes, Javier Fernández Castro et Jorge Mario Jáuregui, ce projet est né de la volonté d'analyser les différents liens qui existent au sein d'une même ville, entre formalité et informalité. Dans une perspective de transversalité pédagogique, les deux architectes ont souhaité inclure une dimension architecturale avec l'Institut de *Arquitectura, Diseño y Urbanismo* de l'Université de Buenos Aires et sociologique, avec le Département de Sociologie et Politique de la Pontificia Universidad Católica de Río de Janeiro. L'objectif de ce projet était de faire participer les habitants dans un processus de réhabilitation et d'urbanisation de la *Villa 31*. Le but était de partir d'un bâti déjà existant et de réfléchir à une amélioration globale de la *villa*, avec la coopération des habitants démontrant un intérêt. En ressortent des apprentissages intéressants, qui vont au-delà de l'amélioration des conditions de vie et de l'aspect matériel. Pour les *vecinos*, la conscience de la ségrégation est bien réelle, comme en témoigne ces paroles d'un habitant : « *la capitale argentine se construit toujours sur l'opposition entre le « nous » des classes sociales favorisées et le « eux » des groupes défavorisés d'origine migrante qui peuplent les villas miserias.* » Ce cas est pertinent puisqu'il questionne aussi le

⁴⁴ Barbara Morovich, Javier Fernández Castro, *op.cit.*, pp. 76-85.

regard que l'on pose sur les habitants de ces *villas*, et comment le changement d'image et de comportement peut avoir un impact direct sur leurs conditions de vie. Ce projet est ainsi très symbolique au regard de cet aspect sociologique, en se rendant sur le terrain d'étude, les étudiants ont pu se rendre compte des réalités sur place et des fausses idées qui sont véhiculées par un imaginaire collectif. De plus, le fait que les architectes responsables et les étudiants viennent à la rencontre des habitants, se mélangent avec eux, a été perçu par les habitants comme une réelle marque de reconnaissance. A travers cet exemple, on perçoit toute la portée de l'inclusion des populations dans les processus de décisions et d'élaboration des politiques de réurbanisation. Grâce à l'initiative de ces deux architectes, les habitants se sont sentis reconnus et entendus. Ainsi, la réunion de plusieurs entités (universitaires, ONG, techniciens de l'urbain ou encore institutions) a permis la création d'une "communauté patrimoniale", encourageant la mise en place d'une table de concertation permanente. C'est un réel progrès tangible pour les populations locales, qui en plus de se sentir considérées, sont impliquées en tant qu'acteurs dans le projet. Le rôle des organisations sociales et des universités est donc essentiel dans l'écosystème socio-politique et dans les rapports entre acteurs. Elles forment ainsi un consortium d'acteurs qui agissent dans l'intérêt des populations locales, et créent ainsi un rapport de force nécessaire face aux décisions de la municipalité. De plus, ces organisations peuvent appuyer la formulation de lois concernant les politiques de réurbanisation, apportant ainsi des réponses législatives face aux demandes initiales émises par les habitants de ces quartiers populaires.

C'est dans ce contexte d'intégration socio-urbaine et de participation citoyenne que s'inscrit la réflexion de ce mémoire sur un projet concret de développement. Pour penser la durabilité des politiques de réurbanisation, il est indispensable d'y réfléchir sous différents prismes. L'espace urbain est un espace social, où les populations locales se développent et créent un écosystème. La durabilité des politiques publiques passe par la considération de ces populations et par leur intégration dans les modèles de gouvernance novateurs. Souvent délaissée, la participation citoyenne permet de donner une opportunité de dialogue, entre les citoyens et les organes stratégiques du pouvoir. La deuxième partie de ce mémoire est ainsi consacrée au rôle de l'ACIJ, qui se place en tant qu'intermédiaire entre le GCBA et les habitants des *villas*. A travers un projet de monitoring participatif, l'association souhaite mobiliser les *vecinos* de la *Villa 20* grâce à un processus évaluatif des travaux de réurbanisation effectués depuis 2016. En travaillant sur l'évaluation des politiques publiques, l'ACIJ participe à la réduction de l'opacité qui entoure les investissements urbains. Pour l'association, réduire l'opacité c'est agir pour la réduction de la brèche entre le droit et son application.

PARTIE 2 - *La Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia* et son action en faveur d'une intégration socio-urbaine, étude sur le cas de la *Villa 20*

« Des outils démocratiques alternatifs (...) comme les assemblées populaires doivent être construits pour que la vie urbaine connaisse un renouveau et soit reconstruite en se détachant des relations dominantes de classe. »
Villes rebelles : Du droit à la ville à la révolution urbaine de David W. Harvey

2.1 L'ACIJ, une association de défense des droits des personnes défavorisées

2.1.1 Caractéristiques générales et missions de l'ACIJ

Fondée en 2002, l'ACIJ se définit comme une association non partisane, qui œuvre pour le renforcement de la démocratie et la défense des droits des populations vulnérables. Elle prône les principes de l'État de droit, l'effectivité de la Constitution Nationale et souhaite lutter contre toutes formes de discrimination au sein de la population argentine. Pour ce faire, l'ACIJ s'appuie sur des projets qui visent à développer la participation des communautés, afin de développer l'*empowerment*⁴⁵ et l'autonomisation de celles-ci. L'association définit trois axes stratégiques dans ses interventions :

- L'amélioration de la qualité de la démocratie, en promouvant l'égalité politique et la consolidation de l'institution politique, en s'intéressant aux insuffisances juridiques ;
- Un focus sur l'égalité économique et l'inversion des effets de l'inégalité sur la pauvreté urbaine. En luttant pour l'amélioration de la structure fiscale du pays, l'ACIJ souhaite penser des alternatives législatives pour diminuer les inégalités. Il s'agit pour l'association de lutter contre l'asymétrie sociale qui se manifeste dans l'espace urbain, par une ségrégation résidentielle, où les classes avec les moins de ressources voient l'exercice de leurs droits empêchés ;
- Un travail sur les droits sociaux des groupes vulnérables, afin de lutter contre les discriminations. L'association défend l'idée selon laquelle l'accès aux droits élémentaires tels que l'éducation, la santé ou encore l'autonomisation doit être égalitaire.

Les objectifs de l'ACIJ sont multiples. De manière globale, ils visent un meilleur fonctionnement et une plus grande transparence des institutions publiques, s'assurer d'une bonne exécution des lois

⁴⁵ Terme anglophone, signifiant la prise de pouvoir et l'augmentation des capacités structurelles d'une entité.

protégeant les populations défavorisées et prôner le développement d'une conscience citoyenne sur leurs droits basiques. L'ACIJ est composée d'une trentaine d'employés et regroupe une grande variété de profils : avocats, économistes, spécialistes en politiques publiques, sociologues ou encore politologues. Tous sont assignés à un des 6 pôles que compte l'association. On retrouve les pôles suivants : Renforcement de la démocratie, Accès à la justice et ouverture du pouvoir judiciaire, Justice fiscale, Droit à la ville, Droit sociaux à l'enfance et Droit des personnes en situation de handicap.

L'ACIJ représente une organisation sociale influente dans l'environnement associatif mais aussi institutionnel de la ville de Buenos Aires. Sa force tient de son ancienneté en tant qu'organisation de défense des droits sociaux, et sa neutralité en termes de parti pris politique. Depuis plus de vingt ans, l'ACIJ tisse un réseau d'acteurs qui regroupe des organisations sociales telles que des ONG ou des associations et des universités argentines. Concernant son financement, l'association compte sur deux sources : les donations et les projets de coopérations internationales. Les donations proviennent d'entités diverses, on retrouve notamment des fondations, des ambassades, des associations mais aussi des subventions venant du GCBA et du ministère de la Justice et des droits humains. Côté coopérations internationales, la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque Mondiale et l'Union Européenne sont les principaux bailleurs de fonds qui coopèrent avec l'ACIJ.

2.1.2 Le pôle Droit à la ville

Composé de 4 salariés, le pôle Droit à la ville traite les projets relatifs à l'espace urbain et aux inégalités qui s'y produisent. Ce sont une avocate, une politologue et deux sociologues qui se répartissent les missions qui composent les 4 programmes suivants :

- L'intégration socio-urbaine
- Le phénomène des situations irrégulières de logement (le cas des personnes sans domicile fixe)
- L'accès à la location
- La mercantilisation de la ville

Le mode de fonctionnement de chaque programme est le même, ce sont les appels à projets qui permettent d'alimenter les recherches effectuées sur chacune de ces 4 thématiques. Si l'on se

focalise spécifiquement sur le programme Intégration socio-urbaine, l'ACIJ bénéficie cette année de 3 financements qui correspondent à des projets portant sur plusieurs *villas* de la CABA. On retrouve uniquement des bailleurs de fonds basés aux Etats-Unis : OCP (*Open Contracting Partnership*), Namati et l'IAF (Inter-American Fondation). Chaque programme bénéficie d'une stratégie propre, avec plus ou moins une matrice de cadre logique⁴⁶ détaillée avec les éléments suivants : un objectif général, trois objectifs spécifiques et une liste de résultats à atteindre. Pour illustrer ceci, prenons la stratégie du programme Intégration socio-urbaine. L'objectif général réside dans la promotion et l'amélioration de l'intégration socio-urbaine en prenant en compte les droits économiques, sociaux et environnementaux des habitants des quartiers défavorisés que sont les *villas*. Cet objectif passera par la coréalisation (terme utilisé pour exprimer la collaboration d'ACIJ avec d'autres acteurs sociaux) de rapports d'informations, d'un suivi et d'une évaluation des politiques publiques ainsi que par la formulation de campagne de visibilité des groupes minoritaires. Concernant les objectifs spécifiques, on retrouve :

- La coproduction de connaissances (en lien avec les organisations sociales et les référents des quartiers populaires) concernant la planification et l'exécution des processus d'intégration. Ce travail permet ainsi de construire collectivement des standards de qualité et des indicateurs qui permettent d'évaluer, de suivre les processus et de comprendre dans quelle mesure ils répondent aux besoins des communautés.
- La promotion de stratégies de plaidoyer et de coordination avec les organisations communautaires, les organismes gouvernementaux et la société civile, destinées à améliorer la planification des protocoles et des politiques publiques en matière d'intégration socio-urbaine. Une vision transversale concernant les perspectives de genre, d'environnement et socio-productive est également intégrée.
- L'impulsion de processus de formation en droit, en utilisant des outils cartographiques et de suivi communautaire qui permettront de bâtir des connaissances et identifier les besoins légaux. Dans cette démarche, l'échange d'expériences entre référents de différentes communautés, permettra de produire et d'améliorer des processus de recherche-action.

Enfin, les résultats attendus sont également au nombre de trois :

⁴⁶ Outil d'ingénierie de projets qui consiste en la simplification du projet, permettant de lier les activités, les résultats et les objectifs attendus, ainsi que les méthodes utilisées pour mesurer les concepts utilisés.

- Premièrement, un résultat visant à promouvoir et améliorer le processus d'intégration socio-urbaine dans la CABA, à travers d'une coproduction et une systématisation d'information, et le développement de stratégie de suivi et d'impact.
- Deuxièmement, un résultat visant la construction et le positionnement de standards, d'indicateurs et de mécanismes de monitoring participatif pour promouvoir des processus d'intégration socio-urbaine au niveau régional et national.
- Le troisième résultat reprend les mêmes termes que l'objectif spécifique 3, à savoir le renforcement d'un bon nombre de compétences permettant aux communautés d'utiliser des outils adaptés.

Bien que l'utilisation de la méthodologie de la matrice de cadre logique ne soit pas forcément pertinente pour traiter la planification d'un pôle tel que celui du Droit à la ville, cela permet cependant de constater que le pôle s'inscrit dans une dynamique de gestion de projets. Un accent important est mis au sein du pôle sur l'aspect participatif des projets choisis. On retrouve dans chacun des projets, des termes de référence commun, à savoir l'inclusion des communautés locales (habitants des quartiers défavorisés) dans les processus mise en place. C'est par ailleurs un des plus gros défis du pôle, trouver les ressources nécessaires en termes de disponibilité et de flexibilité pour nouer des liens et créer des relations de confiance avec les *vecinos*. En effet, pour s'inscrire dans cette démarche participative, il est impératif de compter sur des référents, des travailleurs sociaux ou des habitants vivant dans les terrains d'études. C'est ce que le projet OCP détaillé ci-dessous tend à développer au sein de la *Villa 20*.

2.2 Le projet OCP : création d'un outil de monitoring participatif et d'évaluation des politiques de réurbanisation des *Villas* de Buenos Aires

2.2.1 Genèse du projet OCP et définition des termes de référence

L'équipe de pôle Droit à la ville, parle du projet OCP car il est financé par le bailleur de fonds Open Contracting Partnership. Basée aux Etats-Unis, OCP est une organisation à but non lucratif qui travaille dans plus de 50 pays dans le monde. Cette structure œuvre avec les gouvernements, les organisations sociales et la société civile, dans le but de rendre les contrats gouvernementaux les plus transparents possible. Elle s'assure ainsi, avec un travail collaboratif, de la bonne utilisation des fonds publics, c'est-à-dire d'une utilisation équitable et efficace. Grâce à son travail, OCP s'allie avec des organisations sociales pour lutter contre la corruption étatique et s'assure de la bonne distribution des ressources aux citoyens des pays concernés par ces projets. Ce n'est pas un hasard si

OCP est entrée en contact avec l'ACIJ, étant donné que celle-ci détient un rôle important à Buenos Aires mais aussi au niveau national dans la défense des droits des personnes défavorisées. C'est un interlocuteur incontournable pour qui veut travailler à l'évaluation des politiques publiques en Argentine.

Les débuts du projet ont débuté à Buenos Aires, avec la rédaction des termes de référence, qui a eu lieu au mois de janvier 2023, avec une première proposition effectuée par la responsable projet OCP. L'idée principale était de penser un processus permettant d'évaluer les politiques publiques relatives à la réurbanisation, qui puisse par la suite être systématisé et appliqué à toutes les provinces d'Argentine. En décembre 2022, l'ACIJ publiait déjà un rapport d'évaluation⁴⁷ concernant les 6 années de réurbanisation dans la *Villa* 31. Comme évoqué précédemment, toutes les *villas* de la capitale ne font pas l'objet d'action de réurbanisation. C'est un aspect qui a finalement aidé dans la sélection des *villas* à étudier pour le projet OCP. Le choix s'est porté sur la *Villa* 20, l'une des plus grandes de la ville mais également la *villa* ayant initiée les premiers processus de transformation et de réurbanisation en 2016. Une deuxième villa a été sélectionnée de façon tardive, plus de quatre mois après le début du projet : la *villa* Playón de Chacarita. Le développement du projet dans cette villa a été longuement soupesé, car le manque de contacts et d'interlocuteurs au sein de la *Villa* rendait incertain le bon déroulement du projet.

Les termes de références permettent de mieux comprendre l'environnement dans lequel se déroule le projet, en délimitant les activités et les résultats attendus. Pour le projet OCP, l'ACIJ et les représentants d'OCP en Argentine se sont accordés sur la nécessité de mettre en place un système permettant l'évaluation des politiques de réurbanisation des *villas*. Le but de ce projet, à moyen et long terme, est de créer un outil de suivi et d'évaluation, pouvant être utilisé sur n'importe quel territoire. Pour ce faire, deux aspects incontournables sont à prendre en compte : une bonne connaissance des territoires d'étude et le déroulement d'une méthodologie identifiée et commune à toutes les expériences se voulant évaluatives dans les *villas* de la CABA. Ce suivi du processus de réurbanisation permet à l'ACIJ une meilleure compréhension des processus inhérents à la volonté d'une intégration socio-urbaine annoncée par le GCBA. Grâce à l'expérience évoquée précédemment dans la *Villa* 31, l'association a été capable de mesurer l'insatisfaction des habitants de la *villa* et l'inaboutissement ou l'insuffisance des travaux effectués. Après analyse, on retrouve des incohérences entre les contrats et les budgets, un manque d'information ou une opacité concernant les informations contractuelles. A travers du projet OCP, l'ACIJ souhaite démontrer auprès du GCBA

⁴⁷ Rapport d'évaluation des politiques de réurbanisation de la villa 30-31, élaboré par l'ACIJ en 2022. Url : <https://acij.org.ar/wp-content/uploads/2022/05/informe-vFinal-interactiva.pdf>

qu'une gestion transparente du processus de réurbanisation est indispensable pour penser un processus durable et une distribution équitable des ressources. A travers cette systématisation d'une méthodologie de suivi participatif du processus d'amélioration de l'environnement urbain, l'ACIJ cherche à apporter une réponse aux besoins du quartier, en établissant un état des lieux de l'accès aux services ou des équipements communautaires. Pour l'association, l'aspect participatif est primordial, la promotion des droits des familles vivant dans les *villas* est au centre du projet.

2.2.2 Objectifs, résultats attendus et activités

L'utilisation de la méthodologie de gestion de projet a parmi l'identification des objectifs et des résultats attendus. Grâce à l'EDT (*Estructura Desglosada de Trabajo*⁴⁸), une méthode de travail développée par la BID et reprise pour la gestion de projets au sein de l'ACIJ, le déroulé du projet a été posé sur papier (cf. Rapport de stage). Cette structure s'élabore généralement après la matrice de cadre logique et permet de construire de façon hiérarchique les différents axes de travail et d'identifier les livrables. En repartant des termes de référence rédigés en partie par l'équipe OCP, nous avons pu identifier les objectifs et résultats suivants :

- Objectif général : Améliorer et renforcer le processus d'intégration socio-urbaine.
- Objectif spécifique : Améliorer les conditions de vie des habitants de la *Villa 20* en œuvrant pour l'implantation d'infrastructures et de services urbains inclusifs et de qualité.
- Résultat 1 : Le suivi et l'évaluation des processus de réurbanisation dans la *villa 20* (et dans la *Villa Playón de Chacarita*) sont effectifs et s'axent sur une dimension participative.
- Résultat 2 : Une méthodologie a été pensée concernant le monitoring participatif et permet de systématiser le processus ainsi que de l'implanter au niveau régional et national.

Monitoring participatif

Une fois ce tableau de bord du projet établi, il a fallu déterminer le déroulement de celui-ci, en s'inspirant des activités rédigées dans les termes de référence. Comme indiqué ci-dessus, le projet se divise en deux axes de travail, qui correspondent aux deux résultats attendus. Le premier axe consiste donc en la mise en place d'un suivi efficace des processus de réurbanisation dans deux *villas* de la CABA. Le souhait de l'ACIJ et du bailleur OCP est de créer un monitoring participatif, qui permettrait d'inclure les habitants des *villas* dans ce processus de suivi et d'évaluation. La première étape réside dans la définition des indicateurs permettant de rendre compte des processus de

⁴⁸ Traduction : Structure disloquée de travail.

réurbanisation. En effet, dans toute démarche évaluative, il est primordial de se demander : que veut-on évaluer et comment peut-on procéder pour évaluer l'avancée d'un projet ? Dans le cas du projet OCP, il est question d'établir un état des lieux des travaux de réurbanisation effectués dans deux *villas* depuis 7 ans. Les indicateurs clés résident ainsi dans la pertinence des projets d'infrastructures, dans la planification, la passation des marchés (appels d'offres), la livraison des projets et l'impact de ceux-ci sur les populations locales. Pour trouver les informations adéquates, l'ACIJ se base sur trois sources spécifiques :

- Un recueil de données qualitatives et quantitatives récoltées auprès des habitants vivant dans les *villas*. En élaborant une méthodologie basée sur les techniques de recherche en sciences sociales, l'association développe des outils permettant d'inclure les populations locales et de leur donner un rôle primordial dans le processus de suivi et d'évaluation. Les riverains sont à la fois considérés comme des acteurs, puisque ce sont eux-mêmes qui ont la charge de la conduite des entretiens (avec un encadrement de la part de l'ACIJ), mais aussi comme des acteurs indispensables puisqu'ils connaissent le terrain.
- Un traitement et une analyse de l'information publique concernant les travaux et infrastructures mise en place depuis 2016 dans les *villas* sélectionnées. Ce travail consiste en la récolte des informations disponibles en ligne, via deux sources principales : le site BA Obras⁴⁹ et BA Compras⁵⁰, qui sont des sites institutionnels qui rendent compte des œuvres urbanistiques à travers des bases de données librement consultables.
- Une consultation auprès du GCBA via des formulaires de demande d'information. A travers un courrier méticuleusement rédigé, l'ACIJ souhaite compléter ses sources d'information en demandant toute une série de renseignements qui ne sont pas disponibles en ligne, sur les sites institutionnels. Disponible en annexe 9, le document *Solicita Información Pública. Ley 140. Plazo de 15 días* donne un aperçu des demandes effectuées par l'association. Elles concernent par exemple, des documents explicatifs à propos des infrastructures liées à l'eau, avec des questionnements sur : le nombre d'œuvres installées, un plan de la *villa* avec le tracé des réseaux hydrauliques mis en place, le budget alloué, les informations de contractation avec les différents maîtres d'ouvrage ou encore le nombre d'habitants du quartier sollicité à travers des contrats de travail pour effectuer les travaux de réurbanisation.

⁴⁹ BA Obras : site gouvernemental regroupant de façon exhaustive l'ensemble des travaux d'urbanisation dans la ville de Buenos Aires. URL : <https://obras.buenosaires.gob.ar/>

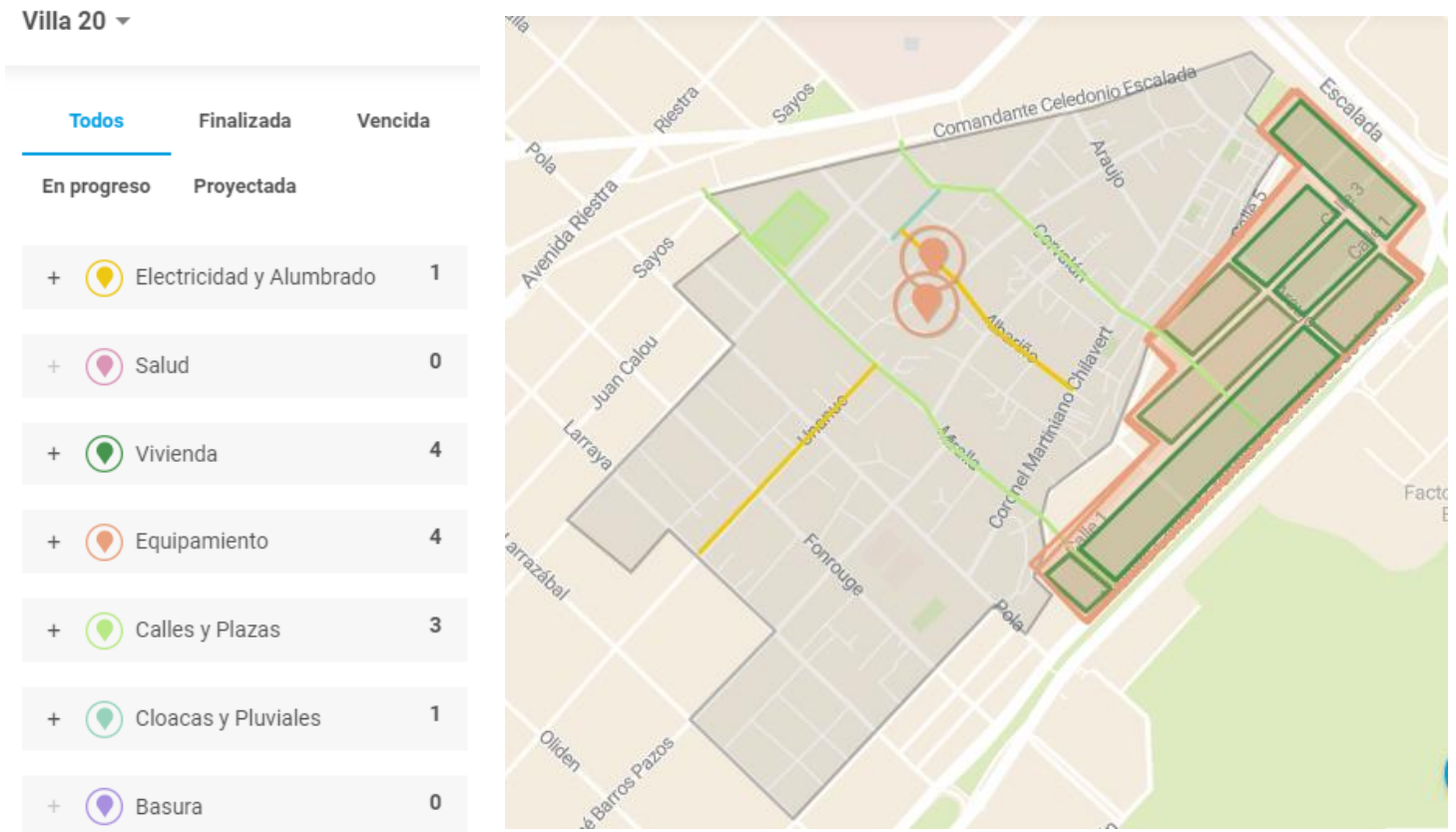
⁵⁰ BA Compras : site gouvernemental regroupant de façon exhaustive l'ensemble des investissements relatifs aux services urbains. URL : <https://www.buenosairescompras.gob.ar/>

A travers ces trois sources d'information, l'ACIJ estime pouvoir collecter un certain nombre de données, à la fois quantitatives et qualitatives qui lui permettront d'établir des conclusions concernant l'œuvre des politiques publiques dans les *villas* sélectionnées. C'est ce en quoi consiste les étapes 2 et 3 du projet : grâce à un croisement minutieux des données recueillies, et un traitement de l'information, l'association va pouvoir tirer des enseignements pertinents concernant les avancées du processus de réurbanisation. La quatrième étape consiste en la réalisation des livrables convenus lors de la rédaction des termes de référence. Sont attendus, au cours du projet et à l'issue de celui-ci : un rapport concernant la *Villa 20*, un autre rapport concernant la villa Playón de Chacarita, une étude comparative des deux expériences dans les différentes *villas*, un rapport relatant des leçons tirées de cette étude, qui sera destiné au GCBA et enfin, 3 *posts* sur le blog d'OCP, afin de relater les résultats obtenus et détaillés dans les rapports publiés. La cinquième étape de cette première partie de projet réside dans la dispersion et le partage des résultats de l'étude. Grâce à l'outil *Mapeo de los actores*⁵¹ et la matrice de communication (cf. rapport de stage), les conclusions seront communiquées de différentes façons aux parties prenantes incluses de près ou de loin dans le projet. D'abord, un compte-rendu sera tenu aux habitants des *villas*, visant à présenter les différents axes d'amélioration qui seront communiqués au GCBA. Ce partage sera également l'occasion de renforcer le poids des initiatives portées par les riverains en leur donnant des outils supplémentaires. Dans un second temps, les résultats seront diffusés sur la plateforme *Caminos de la Villa*⁵², un site créé par l'ACIJ, qui vise à rendre compte des différentes phases de réurbanisation, en classifiant la nature des infrastructures installées. La Figure 8 ci-dessous montre l'interface de monitoring, qui permet de se rendre compte des différents aménagements effectués dans la *Villa 20*. Le site *Caminos de la Villa* représente une source fiable et efficiente qui permet de suivre de manière précise le processus de réurbanisation. Les résultats du projet OCP seront également communiqués au GCBA, à travers des réunions visant à rendre compte des améliorations à apporter au processus de réurbanisation. Enfin, les résultats seront transmis à la société civile et au secteur académique à travers des réunions et séminaires concernant la thématique du Droit à la ville. La dernière étape de cette première partie de projet vise à assurer un suivi et une actualisation efficace de la plateforme *Caminos de la Villa*, permettant une systématisation du monitoring. Le but est que l'outil que représente cette plateforme en ligne soit facilement consultable et représente une source d'information viable et actualisée.

⁵¹ Mapeo de los actores : traduction littérale : cartographie des parties prenantes. C'est un outil de gestion de projet visant à répertorier toutes les parties prenantes et leurs rôles dans un projet.

⁵² Caminos de la Villa, URL : <https://caminosdelavilla.org/>

Figure 8 : Répertoire des différentes interventions du processus de réurbanisation depuis 2016, dans la Villa 20



Source : Captures d'écran de la plateforme Caminos de la Villa, données datant de 2019 et disponibles via l'URL : <https://caminosdelavilla.org/barrios/villa-20>

Systematisation et création d'un processus méthodologique

La seconde partie de ce projet réside dans le développement d'une systématisation du processus de monitoring participatif afin de le répliquer à d'autres villas à l'échelle régionale et nationale. Cette deuxième partie est finalement une méthode pour capitaliser sur l'expérience mise en place au sein des deux villas sélectionnées. C'est dans cette partie que l'ACIJ va pouvoir renforcer le tissu d'acteurs qui l'entoure, grâce à une phase de partage d'expériences et de rencontres. Ce second résultat implique deux étapes principales, la confection d'un guide méthodologique et sa diffusion à travers les différents groupes ciblés. Pour se faire, les différentes étapes élaborées à travers la première partie du projet devront être scrupuleusement expliquées et détaillées à travers le guide méthodologique qui sera diffusé par la suite. Les outils utilisés tels que l'analyse des données qualitatives et quantitatives ou encore la sélection d'indicateurs précis devront être également explicités à travers une méthode détaillant étape par étape les activités à mener. Une fois élaboré et validé par le bailleur OCP, le guide de systématisation du processus de réurbanisation sera présenté à

toute une série d'acteurs, dans le but de promouvoir la mise en place de la stratégie adoptée aux deux *villas*. Le but de cette dernière partie est de créer un écosystème d'acteurs identifiés et engagés dans le processus de réurbanisation des quartiers défavorisés de Buenos Aires, et à long terme d'Argentine. En pensant ce regroupement d'acteurs, l'ACIJ souhaite renforcer ses liens avec les OSC qui gravitent autour de la thématique du Droit à la ville mais aussi avec le GCBA et les communautés locales vivant dans les *villas*. En développant un guide méthodologique, l'association élabore une stratégie visant à appuyer sa légitimité en tant qu'expert dans les questions de réurbanisation, mais également en tant qu'acteur et intermédiaire indispensable pour penser un processus inclusif et participatif. La dernière partie de ce projet sera donc d'abord une recherche d'acteurs souhaitant s'impliquer dans la thématique de la réurbanisation, puis un échange interdisciplinaire entre les différentes parties prenantes. Une fois les acteurs identifiés, il sera indispensable de penser la diffusion, la promotion et l'implantation de la méthodologie à travers le territoire argentin. Finalement, tout ce processus vise à augmenter les connaissances autour des conditions de vie des personnes les plus défavorisées de la ville de Buenos Aires. Dans son entretien pour la revue *ConCienciaSocial*, l'architecte Ana Falú exprime de façon très pertinente l'objectif du travail d'investigation : « El conocimiento es una de las más decisivas herramientas para avanzar en los desafíos de la igualdad⁵³. »

2.3 Réponse à la problématique de développement et analyse critique du projet OCP

2.3.1 L'implication citoyenne pour répondre à la problématique de l'intégration socio-urbaine

Le projet OCP se retrouve au cœur de la problématique de développement décrite dans la première partie de ce mémoire : développer un processus de monitoring des processus de réurbanisation afin de suivre les avancées permettant l'amélioration des conditions de vie des habitants des *villas*. A travers ce projet, l'ACIJ apporte un soutien aux populations locales en portant leurs voix. L'analyse des informations publiques (à travers les demandes de renseignements et les bases de données consultables en ligne) et les entretiens et enquêtes auprès des habitants de la *Villa 20* vont permettre à l'ACIJ de tirer des conclusions et ainsi de communiquer auprès du GCBA les améliorations et suggestions relatives à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Car si le processus d'intégration socio-urbaine mis en place par l'IVC et le SISU se veut participatif, il est

⁵³ Entretien Ana FALÚ, Penser la ciudad desde el urbanismo feminista y popular, *ConCienciaSocial. Revista digital de Trabajo Social*. Vol. 2, Nro. 4, 2019.

pourtant nécessaire de nuancer ce discours face aux réalités du terrain. Nous l'avons vu précédemment, plusieurs initiatives participatives telles que les MGP et les MT, qui sont des espaces de discussions entre représentants des institutions municipales et habitants des *villas*, se sont déroulées durant ces sept dernières années. Cependant, plusieurs récits montrent que malgré l'implication des populations locales aux réunions et ateliers de planification urbaine, les avis et demandes de celles-ci ne restent pas ou peu considérés. Beaucoup d'habitants considèrent que les aménagements et travaux effectués dans le quartier répondent que partiellement à leurs besoins. Ils affirment un constat qui est développé depuis plusieurs années quant aux différents processus de réurbanisation, la standardisation des interventions et la non prise en compte des caractéristiques de chaque *villa*. En ce sens, la participation encouragée par l'IVC et la SISU représenteraient des dispositifs légitimant les politiques d'intégration, mais dont l'utilité est aujourd'hui remise en question par les populations locales et les acteurs non institutionnels qui travaillent sur ces questions (OSC, universités, etc..).

Pour évoquer de façon précise l'étendu de l'action de l'ACIJ, il est intéressant de se pencher sur le travail effectué au plus proche des habitants vivant dans les *villas*. Dans le but de recueillir la parole des populations locales, le projet OCP prévoit la mise en place d'enquêtes quantitatives et qualitatives (trame disponible [ici](#)). A travers ces enquêtes, l'ACIJ cherche à améliorer sa connaissance du territoire de la *Villa* 20, et notamment des thématiques suivantes :

- Les effets des travaux de provisionnement de services dit basiques sur la qualité de la vie. On retrouve dans cette catégorie, des questions concernant la connexion, de manière formelle ou informelle, aux différents services tels que l'eau potable, l'électricité, le gaz ou encore internet.
- Dans le cas d'une relocalisation, dans un nouveau logement situé dans la zone *Papa Francisco*, l'amélioration ou la dégradation des conditions de vie générale. On retrouve dans cette partie des questions relatives au paiement du loyer/crédit des nouveaux logements et des difficultés économiques qui peuvent en découler.
- Les effets des travaux d'urbanisme dans la *villa* en général, des questions qui concernent l'implantation ou l'amélioration d'infrastructures telles que les écoles ou les hôpitaux. L'accès aux espaces publics (parcs, espaces verts, terrain de football) mais aussi l'accès aux différents commerces sont également questionnés.
- La question du genre et de la place des femmes dans la *villa* est un élément pris en compte dans le travail de questionnement. On y retrouve ainsi des questions concernant la sécurité des femmes (à travers l'éclairage public par exemple) ou leur utilisation des lieux communs.

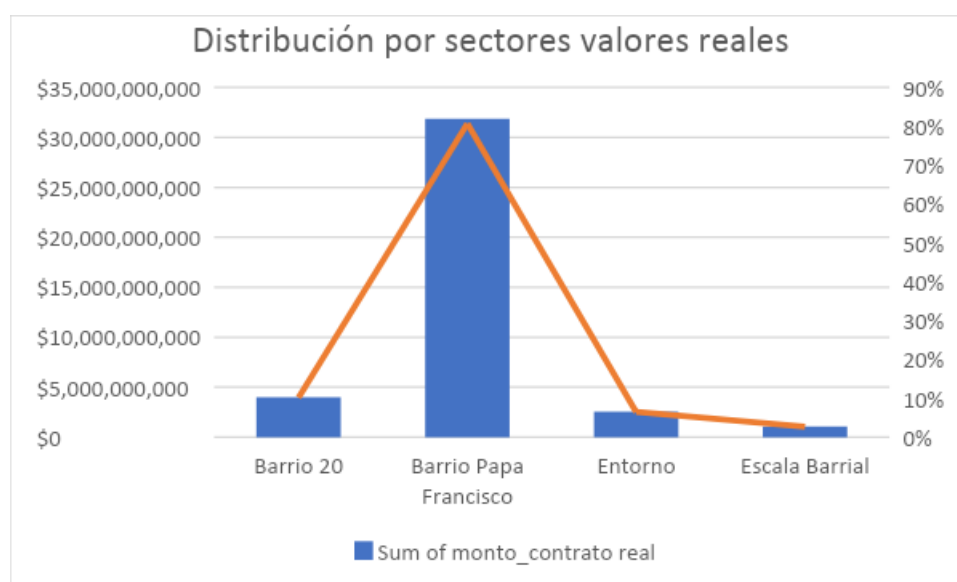
On interroge également la position des femmes dans les processus de décision (implication dans les *Mesas Participativas*) ou encore des aspects fondamentaux tels que l'accès à la propriété au sein de la *villa*.

- L'accès à l'information publique et aux différentes interventions effectuées par le GCBA, mais aussi concernant les différentes façons de s'engager dans les processus participatifs relatifs à la réurbanisation des *villas*.

2.3.2 Résultats de l'évaluation du processus de réurbanisation

Ne pouvant assister à la fin du projet ni à la rédaction du rapport d'évaluation, j'ai choisi de noter les quelques premiers résultats que nous avons constaté à la suite de l'enquête et de l'analyse des données. Dans un premier temps, après l'analyse des bases de données regroupant tous les investissements effectués par le GCBA dans la période 2016-2022, on remarque très nettement qu'une très grande partie du budget total concerne uniquement le secteur d'hébergements neufs. La Figure 10 ci-dessous nous montre ainsi la proportion du budget alloué à l'édification du secteur nouveau.

Figure 9 : Graphique représentant le budget alloué à la réurbanisation de la *Villa 20* durant la période 2016 – 2022



Source : Réalisé par Matías Weibel et Emmanuelle Moreau grâce aux données communiquées sur le site BA Obras.

On distingue nettement la différence de budget selon les différents secteurs de la *villa*, le Barrio Papa Francisco a reçu plus de 30 milliards de pesos argentins alors que le Barrio 20, c'est-à-dire le secteur

consolidé et le secteur historique (en orange et vert sur la Figure 6) n’ont reçu en total pas plus de 5 milliards de pesos. En analysant plus en détails la répartition des investissements engagés au sein de la *Villa*, les tableaux en annexe 10 nous montrent que la grande majorité des investissements concernent la construction de logements. Sur la totalité des investissements, seulement 24% du budget a été alloué aux infrastructures liées à la santé, aux écoles, à l’espace public ou encore à l’amélioration du système hydraulique au sein de la *Villa*. Enfin, selon l’analyse effectuée par un consultant spécialiste de suivi du budget du GCBA engagé par l’ACIJ, les investissements prévus concernant la *Villa 20* se réduisent peu à peu depuis 2019, passant de 23.975.850.122 de pesos en 2017 (année représentant les grandes modifications du *barrio*) à 4.048.820.970 de pesos en 2022. La Figure 10 nous montre en détail la décroissance significative du budget prévu pour la *Villa 20*, nous permettant d’affirmer que le processus de réurbanisation de la *villa* semble toucher à sa fin, au vu du peu de ressources allouées ces dernières années.

Figure 10 : Analyse du budget du GCBA pour la *Villa 20* de 2016 à 2022

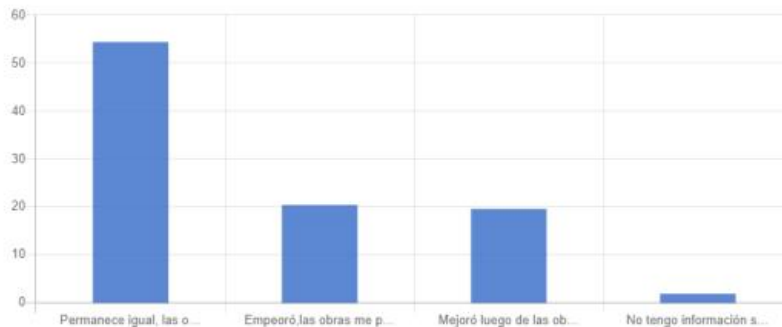
Villa 20	Sancionado	Vigente	Devengado	% de ejecución	% de SUB-ejecución
2016	0	3.627.713.892	1.541.031.914	42,5%	57,5%
2017	23.975.850.122	13.257.583.828	10.585.523.563	79,8%	20,2%
2018	11.521.634.865	13.185.213.451	12.468.678.673	94,6%	5,4%
2019	7.674.318.487	8.826.647.654	8.745.996.570	99,1%	0,9%
2020	4.316.221.028	2.935.440.935	2.667.651.176	90,9%	9,1%
2021	3.688.616.925	3.622.242.823	3.365.760.399	92,9%	7,1%
2022	4.048.820.970	5.907.720.542	5.873.257.261	99,4%	0,6%
2023	1.066.060.030				

Source : tableau réalisé par Francisco D’Alessio (consultant pour l’ACIJ) et tiré du *Decreto de distribución de créditos*

Dans un second temps, les données recueillies à la suite des enquêtes quantitatives qui se sont déroulées sur un mois sont également intéressantes. Bien que l’analyse ne soit pas terminée, les réponses permettent d’établir certaines tendances. À la question « À partir des aménagements et travaux effectués depuis 2016 par le GCBA, identifiez-vous un changement dans l’accès aux services suivants ? (Eau potable, électricité, évacuation des eaux usées et des eaux de pluie, gaz et réseau internet) », la Figure 11 nous montre que plus de 50% des réponses s’accordent et affirment que la situation reste la même et que les travaux n’ont pas impacté leur situation. Pire même, 20% affirment que l’intervention du GCBA a empiré les choses. On retrouve quasiment les mêmes résultats concernant les services médicaux, scolaires ou encore d’aménagement d’espaces verts. D’autres aspects comme les nombreux déménagements liés au processus de réurbanisation sont intéressants à interpréter (annexe 11 (1)). Ceux-ci concernent 21% des personnes interrogées, soit 78 personnes sur les 362 interrogés. Sur ces 21%, plus de 17% affirment avoir perçu une amélioration des conditions de vie et de l’habitat. Ces déménagements ont été causé par les travaux d’ouverture

des rues et d'aménagement des rues permettant de baisser la densité du bâti. Enfin, du côté de l'information et de la communication (annexe 11 (2)), les résultats parlent d'eux-mêmes : plus de 42% des habitants affirment ne pas avoir été au courant de la planification des travaux, 16.3% souhaitent s'informer mais ne savent pas comment s'y prendre et 30.11% ont été au courant des travaux grâce aux échanges entre *vecinos* ou avec l'intervention d'organisations sociales.

Figure 11 : Extrait des résultats de l'enquête du projet OCP



Valor	Frecuencia	Porcentaje
Permanece igual, las obras no impactaron mi situación	197	54.42
Empeoró, las obras me perjudicaron	74	20.44
Mejóro luego de las obras del Gobierno de la Ciudad	71	19.61
No tengo información suficiente para responder	7	1.93

Source : Capture d'écran du logiciel Kobo Toolbox concernant l'enquête réalisée dans la *Villa 20* pour le projet OCP.

2.3.3 Difficultés et limites de la mise en place du projet OCP

Comme dans tous projets de développement, il est très fréquent de rencontrer des difficultés lors de la réalisation de celui-ci. Dans le cas du projet OCP, j'ai pu identifier plusieurs difficultés, l'une inhérente à la population cible et aux liens que celle-ci entretient avec l'ACIJ et l'autre relative au rôle et à l'impact de l'association.

Dans un premier temps, il est important de noter que l'équipe du programme *Derecho a la Ciudad* a moins d'un an d'ancienneté au sein de l'ACIJ. C'est un handicap pour une association qui se base sur son travail de terrain et sa connaissance des populations locales. En effet, pour mener à bien des projets dans un tel contexte, il est indispensable de disposer d'un répertoire de personnes vivant dans la *Villa 20*, mais également de personnes gravitant autour (employés de l'IVC ayant travaillé sur les projets de réurbanisation, chercheurs ou universitaires ayant effectué un travail de terrain, etc.). Bien que la plupart des employés du pôle viennent du secteur public et détiennent eux-mêmes des contacts divers dans les quartiers populaires, ce n'est pas forcément dans les *villas* concernées par les projets de l'ACIJ. En ce sens, il est difficile pour l'équipe d'ACIJ de travailler avec une population cible sans avoir de contacts et d'autant plus de pouvoir mobiliser les ressources humaines nécessaires pour l'accomplissement du projet OCP. S'ajoute à cet aspect le fait que les populations vivant dans les *villas*, ne sont pas des publics faciles à « approcher », à cause de la stigmatisation dont elles sont victimes. Etant habituées à vivre en dehors de la ville formelle et en constante opposition par rapport aux *porteños* vivant dans le centre de la ville, le dialogue avec cette partie de la population peut se révéler compromis, même pour des personnes travaillant au sein d'une association telle que l'ACIJ. Il est fondamental, pour mener à bien des projets tels que ceux de l'association, de créer de réelles relations de confiance avec les référents des quartiers étudiés. En prenant exemple sur le projet OCP, j'ai pu me rendre compte de l'importance du lien qui doit exister entre les deux parties prenantes (les habitants des quartiers populaires et les membres d'une OSC), pour pouvoir travailler sur un projet basé sur les besoins des populations locales. Bien sûr, c'est un aspect que l'ACIJ a bien compris, en étant présent depuis plus de 15 ans avec la *Villa 31* par exemple, via l'engagement du co-directeur Pablo Vitale sur divers projets de réurbanisation participative. Cependant ce lien a été mis à mal durant la pandémie de COVID-19. Les réunions hebdomadaires ont été suspendues durant les périodes de confinement et de manière générale, l'entre-soi imposé par les restrictions a renforcé le sentiment d'isolement des personnes déjà largement stigmatisées. La pandémie s'ajoutant à la relative nouveauté des membres du programme, provoque des obstacles quant à la réalisation du projet OCP. Des liens solides avec les référents du quartier et avec les habitants du *Barrio 20* ne sont pas encore présents. Ainsi, les contacts sont beaucoup plus laborieux, la communication reste en surface et elle ne permet pas des échanges amicaux qui pourraient faciliter le développement du projet. Par exemple, il nous est arrivé plusieurs fois que les réunions de concertation soient repoussées de nombreuses fois car la communication s'est révélée particulièrement chaotique. Qui plus est, la connaissance des fonctionnements et des modes de vies des référents de quartiers populaires est un aspect primordial à appréhender de la part des employés de l'ACIJ. Ce sont généralement des personnes qui cumulent plusieurs emplois et sont habituées à évoluer dans une certaine informalité, que ça soit au sein de l'habitat ou du travail. Cela impacte de

façon très claire les attitudes à adopter et le fonctionnement des différentes étapes du projet⁵⁴. Enfin, un dernier aspect relatif au comportement du public cible a pu impacter le déroulement du projet. Les élections présidentielles vont marquer l'année 2023 en Argentine, entraînant un bon nombre d'enjeux notamment concernant la question de l'habitat et du droit à la ville. Cette thématique occupe une place importante dans l'agenda électoral des candidats à la présidentielle, entraînant de nombreuses visites dans les différentes *villas* de la CABA. En me rendant sur place et en discutant avec mes collègues de l'ACIJ, j'ai compris que les *vecinos* étaient particulièrement méfiants face aux déplacements des partis politiques dans les *villas*. Cette méfiance a pu s'étendre aux différents autres acteurs se rendant sur place pour un tout autre dessein. De fait, à chaque début de réunion concernant le projet OCP, les interlocuteurs de l'ACIJ prennent cinq minutes pour préciser le caractère non-politique du projet et non-partisan de l'association.

Dans un second temps, l'autre principale difficulté que j'ai pu remarquer au cours de ces quatre mois de stage, réside dans la valorisation des résultats obtenus au cours du projet et plus largement de l'impact des actions de l'ACIJ. Après avoir assisté aux différentes réunions d'équipe, j'ai pu me rendre compte que l'association est à un tournant de son histoire et tente de changer de paradigme. Historiquement, l'ACIJ a toujours été un appui, une sorte d'avocat pour les populations vulnérables grâce à sa grande concentration d'avocats et de personnels ayant une formation en droit au sein de l'association. C'est par exemple l'ACIJ qui a largement participé à la construction de la loi *Inquilina* (Ley 27551⁵⁵), concernant la question locative en Argentine. Cependant, après des années d'actions législatives et de restructuration, celle-ci souhaite aller plus loin et tenir un rôle plus engagé au sein des populations locales. L'association affirme ses valeurs de défense des populations vulnérables au sein de la CABA, mais les méthodes de travail avec celles-ci tendent à changer. Celle-ci se considère certes comme une *usina de conocimientos*⁵⁶, dont le rôle serait de produire des rapports concernant les différents programmes et de les diffuser auprès des autorités locales pour influencer les politiques publiques. Le projet OCP représente un changement dans la façon de travailler avec les habitants des quartiers défavorisés. Avec cet aspect participatif inhérent au projet, les habitants deviennent de réels acteurs et non plus des sujets d'études. Cela pose bien entendu des difficultés

⁵⁴ Pour donner un exemple concret, les deux premières réunions concernant le projet OCP se sont tenues à l'arrière d'un « centre de santé », qui était plutôt un repère au sein de la *villa* pour vérifier la tension artérielle. Les conditions étaient pour le moins sommaires, il n'y avait ni table pour écrire, ni vidéoprojecteur pour diffuser le diaporama préparé à l'avance. Il a donc été très important que le coordinateur du projet s'adapte à ces conditions et travaille avec les outils adaptés (par exemple, l'impression du support powerpoint pour pallier le manque d'équipement technologique).

⁵⁵ Loi consultable sur le site du GCBA :

<https://drive.google.com/file/d/16tCQ73U355BfD6GyG75WgzblFEadWhY-/view>

⁵⁶ Traduction française : Fabrique de connaissances. Terme utilisé par Catalina, coordinatrice du programme Droit à la ville.

puisque l'aboutissement des projets repose sur la mobilisation et la coopération de la part des *vecinos*. Alors que jusqu'à présent l'association travaillait en tant que coordinateur concernant l'écriture de projets de lois, elle doit désormais agir avec une stratégie différente, basée sur la coopération d'acteurs extérieurs. Bien que cela entraîne un travail supplémentaire d'encadrement, ce nouveau fonctionnement est nécessaire et bénéfique concernant les résultats espérés, car si l'association veut influencer les politiques publiques, cela implique d'avoir un poids et une légitimité que l'ACIJ doit renforcer, en affirmant sa position et son rôle en tant qu'OSC. Pour Matías, en charge du projet OCP, il est indispensable de renforcer l'articulation avec l'écosystème des *villas*, autant au niveau de la relation avec les *villeros* qu'avec les organisations territoriales, le secteur académique, les autres OSC travaillant sur la thématique etc... En renforçant cette légitimité d'expert de la thématique des *villas*, l'association sera plus à même d'utiliser son influence et finalement d'avoir une incidence plus importante sur la planification des politiques publiques. Cela étant fait, la question de l'incidence du travail produit par l'ACIJ ne serait plus remise en question et les projets comme OCP pourraient être largement valorisés. En ce sens, avec le développement de tels projets, l'association souhaite communiquer auprès de l'agenda électoral des candidats afin de les sensibiliser aux conditions de vie des habitants des *villas*. En produisant toute ces connaissances et données sur la question de l'habitat et des politiques de réurbanisation des quartiers populaires, l'ACIJ souhaite transmettre des recommandations et des solutions aux organes décisionnels.

A travers la présentation du projet OCP, cette deuxième partie nous apporte quelques clés de compréhension des logiques qui découlent de l'intégration socio-urbaine et donc de la problématique de développement. En s'associant à l'ONG Open Contracting Partnership, l'ACIJ développe dans un premier temps ses relations avec les habitants et les référents des quartiers populaires de la CABA. C'est à travers un rôle de médiateur et de porte-parole que l'association justifie ses projets au sein des différentes *villas*. Elle permet l'*empowerment*⁵⁷ des référents et offre une possibilité notable aux populations défavorisées de s'exprimer de façon libre. Dans la *Revista Institucional de la Defensa Pública de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires*⁵⁸, le co-directeur de l'association, Pablo Vitale, décrit le rôle de celle-ci : "ACIJ viene desempeñando un rol clave en procesos de formación de referentes, acompañamiento de procesos de lucha, impulso de reclamos administrativos y litigios estratégicos demandando al poder público por el incumplimiento de provisión de servicios y acceso a derechos, e incidiendo en la legislación que reconoce las demandas

⁵⁸Pablo Vitale, Leyes de urbanización y construcción comunitaria. De la Ley No 1770 a la No 5705: compromisos formales, disputas y derechos, *Revista Institucional de la Defensa Pública de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires*, n° 26, 2021, pp. 333-345.

de quienes viven en *villas*⁵⁹". Ainsi, grâce à son expertise et aux différents domaines d'action, l'association devient un allié dont le combat se fond avec celui des *villeros*. Dans un second temps, l'ACIJ développe le tissu des acteurs qui gravitent autour de la thématique de l'intégration socio-urbaine. En souhaitant systématiser son outil de monitoring participatif visant à évaluer les politiques publiques, l'ACIJ veut travailler en synergie avec les référents des quartiers populaires, les autres OSC présentes sur le territoire argentin, les organismes publics de défense du peuple et le secteur universitaire afin d'impacter de façon durable les initiatives gouvernementales. En s'associant avec toutes ces entités, son but est de créer un espace permettant une discussion et un débat continu via le champ politique, scientifique et théorique concernant la thématique urbaine à Buenos Aires et plus largement en Argentine.

Au fur et à mesure du déroulement du projet, j'ai identifié des aspects nécessitant un approfondissement et de fait, un besoin de développer des projets spécifiques relevant d'autres problématiques liées à l'intégration socio-urbaine. En me basant sur mon expérience vécue au cours du projet OCP et de la situation socio-politique de l'Argentine, j'ai choisi de m'intéresser à la question du genre dans la planification urbaine. Après avoir rencontré les actrices de la mobilisation dans la *Villa 20* et la force de leur détermination, j'ai souhaité m'intéresser à ces femmes qui cumulent plusieurs emplois/fonctions et s'engagent dans le combat de reconnaissance des droits des *vecinos*. J'ai pu remarquer, que tout au long du projet OCP, la question du genre était présente de façon sporadique, il me semble donc pertinent d'y dédier un projet propre. Nous tâcherons dans la troisième partie de dépeindre la situation sociale et la place des femmes dans les quartiers populaires en Argentine. Cette partie nous permettra ainsi de soulever les différents problèmes que rencontre ce groupe au sein de leur environnement quotidien et ainsi d'identifier les leviers permettant une amélioration de leurs conditions de vie.

⁵⁹ Traduction française : "L'ACIJ a joué un rôle clé dans les processus de formation des leaders, dans l'accompagnement des processus de lutte, dans la promotion des réclamations administratives et des litiges stratégiques contre les autorités publiques pour défaut de fourniture de services et d'accès aux droits, et dans l'influence sur la législation qui reconnaît les demandes de ceux qui vivent dans les bidonvilles".

PARTIE 3 - Proposition concrète de projet : la création d'un organe de gouvernance féministe au sein de la *Villa 20*

« Que ce soit dans le vocabulaire de la parenté, dans l'alliance, et dans quelque domaine du social, les catégories du masculin et du féminin n'ont pas le même poids, la même importance. »

Le Monde de l'éducation de Françoise Héritier

3.1 Présentation générale et concrète du projet

3.1.1 Informations générales et genèse du projet

Nom du projet	Asamblea feminista V20
Lieu de l'action	<i>Villa 20</i>
Durée de l'action	12 mois
Nom du porteur principal	Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia
Nom des structures associées	Juntas por el Derecho a la ciudad , FADU UBA ⁶⁰ , CISCSA ⁶¹ , FLACSO ⁶² sede Buenos Aires, Ni una menos , La Garganta Poderosa , IVC, Fundación Rosa Luxemburgo

En me basant sur mon expérience de terrain effectuée grâce au projet OCP, j'ai eu l'occasion de rencontrer un groupe de femmes, des travailleuses sociales dans la *Villa 20*, engagées dans les débats concernant la réurbanisation du quartier. Durant les différentes réunions du projet, j'ai appréhendé de façon plus complète la vie de ces femmes et leur engagement. Ce sont toutes des personnes travaillant au service de la communauté, un type d'activité qui s'apparente à ce qu'on appelle du « care⁶³ ». Elles tiennent une permanence aux portes du quartier, qui permet aux personnes âgées et vulnérables de se rendre dans un lieu de proximité pour obtenir les premiers soins. Elles sont organisées selon un emploi du temps élaboré à l'avance et effectuent des visites de contrôle chez les personnes âgées ne pouvant se déplacer. En complément de cette activité, ces femmes s'engagent au sein d'une organisation sociale de quartier qui lutte pour la reconnaissance des droits des personnes vivant dans les *villas*. En discutant avec ce groupe, j'ai pu me rendre compte que leur combat principal est de faire entendre leurs voix dans le processus de réurbanisation mais également de sensibiliser les autorités à la condition des femmes dans les quartiers précaires. Bien

⁶⁰ Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo de la Universidad de Buenos Aires

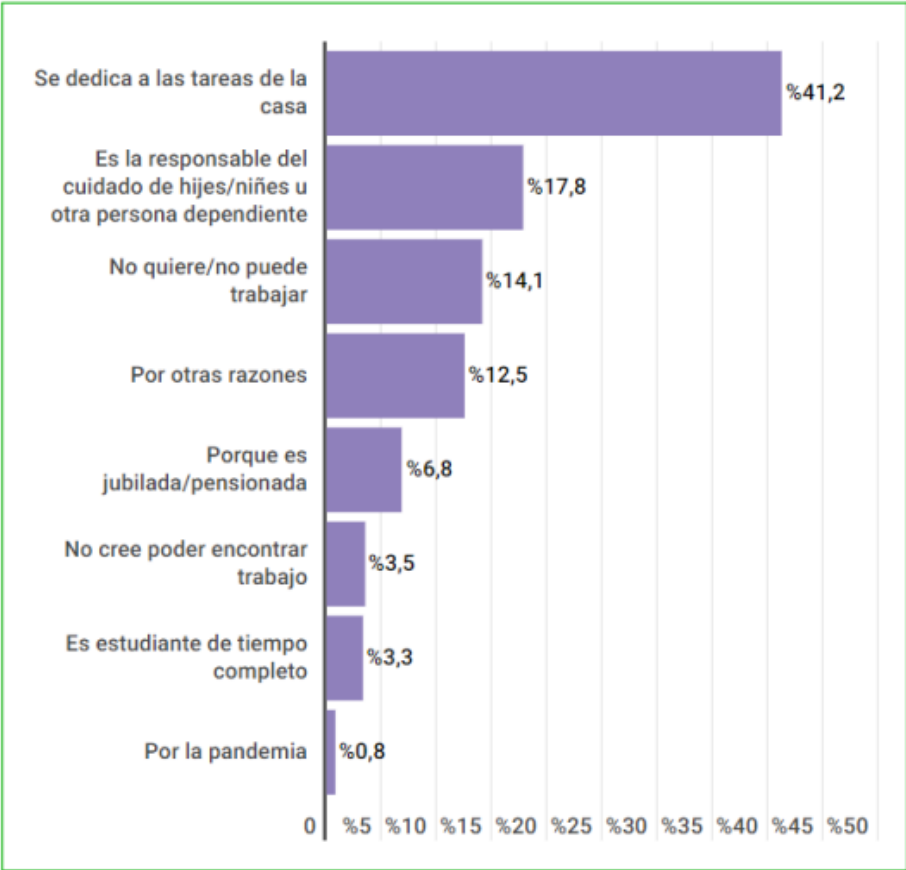
⁶¹ Centro de Intercambio y Servicios para el Cono Sur Argentina

⁶² Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales

⁶³ Laugier, Sandra, Pascale, Molinier. « Politiques du care », *Multitudes*, vol. 37-38, no. 2-3, 2009, pp. 74-75.

souvent reléguées au rôle prédéterminé par la société qui est de s’occuper du foyer et de leur progéniture, ces femmes se battent pour une reconnaissance de leur statut au sein de la société et une amélioration de leurs conditions de vie. La Figure 12 ci-dessous montre qu’en 2022, plus de 40% des femmes vivant dans les quartiers populaires ne travaillent pas et s’occupent du bon entretien du foyer. S’ajoute à ce nombre 17.8%, qui représente la part des femmes s’occupant des enfants ou d’autres personnes dépendantes. Durant une des réunions, Suzy, la référente de l’une des organisations du quartier, explique qu’un des aspects les plus importants de leur combat est la possibilité pour les femmes d’obtenir des titres de propriété à leur nom, et non à celui de leur conjoint. Pour beaucoup, elles sont le pilier du foyer, dédient leur temps aux enfants et au bon entretien de celui-ci, parfois en plus d’un travail rémunéré. Suzy soulève aussi la question de la sécurité pour les femmes au sein du quartier, ainsi que le manque d’infrastructures pour celles-ci. Elles prennent l’exemple des infrastructures concernant l’espace public qui ont été mises en place dans la *Villa 20* et déplorent la présence en nombre de stades de football, infrastructures encore principalement destinées au genre masculin.

Figure 12 : Motifs pour lesquels les femmes (des quartiers populaires) sont sans emplois pas ou ne cherchent pas d’emploi



Source : Relevamiento sobre condiciones socioeconómicas y uso del tiempo de las mujeres y personas travestis-trans en Barrios Populares, co-production de l’OGyPP y el Ministerio de Desarrollo Social, mars 2023.

Face à ces récits, j'ai réfléchi ce projet en pensant qu'il pourrait tout à fait être porté par l'ACIJ et s'inscrire dans la continuité du projet OCP. Ce dernier incorpore quelques questions liées au genre (4 sur 45) dans l'enquête quantitative menée au sein de la *villa*. J'ai pu remarquer par ailleurs que l'association était particulièrement sensibilisée aux questions du genre et qu'un projet liant le genre et les politiques de réurbanisation aurait tout à fait sa place au sein de celle-ci. De plus, la société argentine est en pleine mutation quant à la question du féminisme et du droit des femmes. Avec le phénomène de la *Marea Verde*⁶⁴, ce mouvement visant à dépénaliser le droit à l'IVG et la croissance d'organisations telle que *Ni una Menos*⁶⁵, il m'a semblé pertinent de penser un projet basé sur des besoins exprimés par les populations, s'inscrivant également dans les mouvements sociaux. Qui plus est, après plus de 4 mois à Buenos Aires, j'ai remarqué de façon assez flagrante, la force de rassemblement de la société civile et son organisation structurelle. Que ce soit concernant la thématique féministe, salariale, éducative, culturelle ou historique, la société civile détient une force organisationnelle extrêmement prononcée en Argentine. J'ai remarqué cette force et cet engagement au cours des différentes manifestations et *marchas* auxquelles j'ai participé. La photo en annexe 12 représente le rassemblement du 3 juin, journée commémorative et significative pour le collectif *Ni una menos*, mais surtout pour le mouvement de lutte féministe initié en 2018. On y voit ainsi une foule rassemblée devant le Congrès argentin, portant des banderoles représentant les principales organisations féministes de la CABA. C'est dans ce contexte de mutation sociétale et de forte mobilisation que le projet *Asamblea feminista V20* s'inscrit. Il est pensé pour être porté par l'ACIJ (et appuyé par une pluralité d'acteurs) et vise à renforcer la place des femmes au sein des quartiers précaires et plus spécifiquement au sein de la *Villa 20*.

3.1.2 Contexte du projet

Dans la section « La ville a-t-elle un sexe ? » du livret *Développement urbain* édité en 2016 par l'Agence Française de Développement (AFD)⁶⁶, plusieurs constats relatifs à la place des femmes au sein des villes sont énumérés. Selon l'étude, "les femmes continuent de subir des inégalités persistantes en termes d'accès au travail décent, aux ressources physiques et financières, à la sécurité personnelle, à la mobilité, ou à la représentation dans les structures formelles de

⁶⁴ Traduction en français : Marée verte. Le mouvement *Marea Verde* représente une mobilisation inédite dans le monde, portée par un ensemble de femmes argentines en 2018, qui se sont rassemblées pour manifester en faveur de la légalisation du droit à l'avortement, de façon libre, gratuit et sans danger.

⁶⁵ Le collectif *Ni una Menos* a été créé en 2015 et est engagé dans la lutte contre les violences de genre et les féminicides. Le mouvement s'est depuis étendu à plusieurs pays d'Amérique latine, tels que l'Uruguay, le Mexique ou la Colombie.

⁶⁶ Rapport de l'AFD, Développement Urbain, Boîte à outils genre, 2016.

gouvernance". Ces faits représentent des entraves à la réalisation des droits humains et participent à une certaine forme d'injustice spatiale⁶⁷. En tant qu'habitantes d'un espace urbain, au même titre que les hommes, les femmes sont tout autant concernées par la notion du droit à la ville. L'un des principaux freins à l'appropriation de l'espace de la part des femmes est l'insécurité ambiante qu'il y règne. Dans son livre *Une ville faite par et pour les hommes*⁶⁸, Yves Raibaud souligne le caractère « androcentrique » des villes, autant à travers des équipements urbains particulièrement destinés aux hommes (skate parc, stade de football) que par le manque de considération face aux peurs et aux usages des espaces urbains de la part des femmes. En effet, on déconseille aux femmes, de façon quasi systématique, de se promener de nuit dans certains quartiers, de faire du jogging dans les parcs la nuit ou encore de porter des tenues dites « inappropriées » si elles sortent seules le soir en extérieurs. On voit finalement un usage totalement différent de l'espace en fonction du sexe des habitants qui vivent en ville. Dans notre cas d'étude, il est pertinent de pousser l'analyse et d'identifier qu'à la notion d'inégalité de genre se superpose l'inégalité de classe⁶⁹. En effet, il a été démontré que la pauvreté exacerbe la violence faite aux femmes. A travers un processus systémique, les femmes vivant dans des environnements précaires sont sujettes à la marginalisation et disposent d'un accès limité aux ressources leurs permettant de se défendre.

En Argentine et dans les pays en voie de développement, d'autres problématiques entrent en jeu quant à la difficulté du statut de femme en espace urbain. Comme évoqué précédemment, la Figure 12 nous montre que quasiment 60% des femmes vivant dans les quartiers précaires en Argentine ne travaillent pas et ne reçoivent donc pas de salaire. Ces données viennent appuyer la notion évoquée par Pierre Bourdieu⁷⁰, de « division sexuelle du travail », selon laquelle les hommes se voient attribuer les tâches productives (rémunérées et reconnues), et les femmes, les tâches de reproduction et de *care* (non rémunérées et invisibilisées). De ce fait, bien souvent dans les pays en voie de développement, l'homme est automatiquement considéré comme la figure centrale et porte le rôle de chef de famille. Il est ainsi régulier que les titres de propriété soient d'office attribués à la figure masculine au sein des foyers, bien que, ce sont bien souvent les femmes qui portent sur leurs épaules la charge de celui-ci. Ces phénomènes entraînent donc de la dépendance financière et des situations de vulnérabilité pour les femmes puisqu'elles ne disposent d'aucunes ressources permettant l'émancipation.

⁶⁷ Soja, Edward W. "La ville et la justice spatiale". Bret, Bernard, et al. *Justice et injustices spatiales*. Nanterre : Presses universitaires de Paris Nanterre, 2010, pp. 57-72

⁶⁸ Raibaud, Yves. *La Ville faite par et pour les hommes*, Éditions Belin, 2015

⁶⁹ Denèfle, Sylvette. ed. *Femmes et villes*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 2004.

⁷⁰ Bourdieu, Pierre. *La domination masculine*, 2000, édition Points.

En fin de compte, il nous paraît assez évident que beaucoup de problématiques liées à l'espace urbain résident dans le manque de représentation de la figure féminine dans les organes décisionnels. Qui plus est, on remarque à travers le monde un manque de conscience des urbanistes dans la planification urbaine quant aux conditions d'existence et de réalisation des femmes. Un rapport émis par le laboratoire Adess Cnrs (Université Bordeaux Montaigne) et l'aurba (Agence d'Urbanisme d'Aquitaine) démontre de l'inégalité de genre dans les organes de gestion de la ville de Bordeaux. En effet, que ce soient les urbanistes, les architectes, les élus ou encore les concepteurs de programmes urbains, la plupart se trouvent être des hommes. On se retrouve donc avec une vision particulièrement pensée par des hommes, où l'intégration du genre dans la planification urbaine est bien souvent absente. Il semble absolument indispensable de penser les organes de gouvernance de façon égalitaire afin de générer des impacts bénéfiques et des politiques publiques adaptées. En plus d'une nécessité de diversification de genre dans les organes décisionnels et de planification, la participation citoyenne reste une réponse clé pour pallier le manque de connaissances à propos du genre.

3.2 Méthodologie et stratégies développées pour mener à bien le projet

3.2.1 Description de la problématique et des parties prenantes

L'appréhension de ce contexte social nous permet ainsi une meilleure compréhension de l'environnement dans lequel se déroulerait le projet, notamment vis-à-vis de la condition des femmes dans les quartiers populaires. En effet, toutes les inégalités et problématiques évoquées plus haut concernant la condition féminine se retrouvent au sein de la *Villa 20*. Après quelques entrevues lors des réunions de formulation pour le projet OCP et lors des *Mesas Técnicas*, il m'est apparu évident que les femmes au sein du quartier ne disposent d'aucun moyen efficient de faire entendre leurs voix. Dans son article concernant l'intégration des femmes de la *Villa 20* dans le processus de réurbanisation⁷¹, María Julia Gabosi expose les différentes difficultés d'intégration de celles-ci dans le débat. Outre une violence physique et psychologique que les femmes des quartiers précaires peuvent vivre au quotidien, la violence symbolique subie au sein des différentes sessions de débat est tout aussi présente, en témoigne cette énumération d'obstacles : *“situaciones de violencia, el sentirse desprotegidas por su condición de mujeres, no contar con un hábitat adecuado, no ser reconocidas como interlocutoras válidas y la jerarquización de los saberes de los hombres por encima*

⁷¹ Gabosi, María Julia. “La participación de las mujeres en la reurbanización de Villa 20: las dificultades que atravesaron para participar del proceso”, *Quid 16* (Área de Estudios Urbanos del Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires) N°15 –Jun.-nov. 2021, pp. 66-90.

*de los suyos*⁷².” Finalement, la compréhension de ce contexte nous permet de problématiser la thématique inhérente au projet : face au manque de représentation féminine dans les organes de planification urbaine, les femmes de la *Villa 20* subissent des violences de genre (physiques et symboliques) et restent peu considérées dans leur environnement quotidien. Le manque de représentation des femmes au sein des processus de réurbanisation engendre des problèmes sociaux particulièrement graves qui entravent l'accès aux femmes au droit à la ville. Tant au niveau sécuritaire, économique que culturel, les habitantes de la *Villa 20* vivent dans un environnement différencié par rapport aux hommes. Cela entraîne une perpétuation des inégalités basées sur le sexe (sécurité, participation citoyenne, discrimination dans l'attribution de baux locatifs) et une intériorisation d'un sentiment d'infériorité de la part des femmes. Par exemple, dans l'enquête OCP, plus de 45% des femmes ne répondent pas être satisfaites de l'éclairage public et de l'aspect sécuritaire lors de la déambulation dans les rues de la *villa*. D'un autre côté, les causes sont multiples :

- une planification urbaine genrée, qui entraîne une non-considération des besoins des femmes,
- un manque de représentation au sein de la *Villa 20* et une absence d'espace où les femmes peuvent exprimer leurs besoins.
- un manque de compréhension des processus de réurbanisation et donc une participation absente, bien souvent les habitantes des quartiers populaires n'ont pas complété leurs cycles scolaires et universitaires, ce qui entraîne parfois une incompréhension.
- un manque de temps de la part des femmes pour participer aux MT ou MGP. María Julia Gabosi évoque cet aspect dans son article sur les femmes de la *Villa 20*, bien souvent, les femmes ne peuvent pas participer aux ateliers participatifs car elles passent leur temps au foyer, à faire des tâches domestiques ou à s'occuper des enfants. (Cet axe ne fera pas parti de la stratégie d'action du projet car cela représente, à mon sens, un projet à part entière.)

Le projet *Asemblea feminista V20* vise à agir sur les causes énumérées ci-dessus afin de réduire autant que possible les impacts négatifs et ainsi renverser la tendance des inégalités liées au sexe. À la suite de l'identification des problèmes, des causes et conséquences qui en découlent, il est essentiel d'identifier les différentes parties prenantes du projet ainsi que leur influence. L'identification des parties prenantes et de leur poids au sein du projet permet d'analyser quels

⁷² Traduction en français : les situations de violence, le sentiment de ne pas être protégées en tant que femmes, l'absence de logement adéquat, le fait de ne pas être reconnues comme des interlocutrices valables et la hiérarchie des connaissances des hommes par rapport aux leurs.

acteurs peuvent impacter la réussite et l'accomplissement de celui-ci. En fonction de l'influence des différentes parties prenantes, l'équipe projet accordera une importance différenciée, lui permettant ainsi de savoir où focaliser son attention. Grâce à mon maître de stage, j'ai découvert des outils complémentaires à la gestion de projet étudiée durant le master, comme la matrice de classification des parties prenantes (cf. rapport de stage) élaborée et utilisée par la BID. Cette matrice va également permettre de savoir comment interagir avec les différentes parties prenantes mais aussi comment les impliquer dans le processus. Concernant le projet *Asemblea feminista V20*, j'ai identifié les parties prenantes suivantes :

- Les femmes de la *Villa 20* souhaitant s'impliquer dans le projet
- Autres membres de la société civile et habitants de la *Villa 20*
- L'IVC
- La FADU
- Le bailleur de fonds
- OSC annexes (exemple : Juntas por el Derecho a la ciudad)

3.2.2 Méthodologie proposée

La compréhension du contexte et l'appréhension de la problématique du projet nous amène à la présentation de celui-ci et à sa justification pour répondre aux différents enjeux soulevés. Ce projet, porté par l'ACIJ, vise à apporter un appui pour la création d'une assemblée féministe au sein de la *Villa 20* dont le but est d'élever la voix des femmes dans les débats concernant les questions urbaines. En créant cette assemblée, l'objectif est d'introduire la parole féminine dans les processus de réurbanisation afin que les besoins et les conditions de vie de ces habitantes s'améliorent au sein du quartier populaire. L'idée dans un premier temps est de consolider de manière formelle les capacités organisationnelles des groupes féministes au sein de la *villa* afin de créer une organisation unique. En tant qu'expert et fédérateur, le rôle de l'ACIJ est d'apporter un accompagnement dans cette démarche, mais également de créer un environnement propice aux questions de genre et de planification urbaine. En ce sens, et avec la participation de différents partenaires, des formations visant à renforcer les compétences des femmes impliquées dans le projet vont être dispensées. Trois aspects spécifiques seront particulièrement travaillés au sein des formations et ateliers proposés lors du projet : la sécurité, la capacité à s'organiser et à développer une dynamique organisationnelle et la question des baux locatifs et de *l'empowerment* féminin.

Grâce à l'élaboration d'un cadre logique propre à ce projet et à l'identification des différentes parties prenantes, nous avons pu construire les pourtours du projet, en déterminant les objectifs, les activités et les risques quant à la bonne réalisation de celui-ci.

3.3 Moyen de mise en œuvre

3.3.1 Stratégie d'intervention et description des activités

Le projet *Asemblea Feminsita V20* repose sur l'objectif général suivant : l'amélioration des conditions de vie des femmes et la promotion d'une réurbanisation inclusive et participative. L'aspect participatif étant au cœur de ce projet, l'objectif spécifique vise le renforcement des capacités organisationnelles des groupes féminins au sein de la *Villa 20*. En effet, c'est en apportant un soutien et un renforcement de capacité lié à la construction d'une gouvernance féminine que le projet souhaite tendre vers l'indépendance des femmes au sein de ce quartier. Dans cette perspective, le projet vise la réalisation de trois objectifs :

- la création d'une assemblée féminine, disposant d'une organisation et d'une gouvernance propre ;
- la mise en place de formation et d'ateliers permettant un apport de compétences et de capacités visant à renforcer les droits des femmes ;
- une amélioration significative autour des questions de la sécurité au sein du quartier, de l'acquisition de titres de propriété et des capacités de mobilisation féminine.

J'ai pensé ce projet pour qu'il s'inscrive dans la volonté de l'ACIJ de renforcer les liens entre les différents acteurs impliqués dans la thématique du droit à la ville. Ainsi, j'ai choisi d'impliquer dans chaque grand axe du projet la participation d'acteurs extérieurs tels que des universités, des organisations de la société civile ou encore des employés de l'IVC. Pour chaque résultat, j'ai pensé des activités permettant l'atteinte des objectifs énumérés ci-dessus :

Le premier aspect de ce projet, réside dans la création d'une assemblée féminine au sein de la *Villa 20*, qui sera le point de départ de toutes les actions engagées par la suite. Ce premier résultat vise à ancrer la participation citoyenne dans le projet et l'adhésion des femmes afin qu'une gouvernance solide soit créée. En ce sens, l'ACIJ sera le coordinateur des premières réunions de concertation, mettant en place un espace spécifique au sein de la *Villa*. Ces premières réunions de concertation seront l'occasion de formuler de façon précise les aspects primordiaux de contestations

et de demandes auprès de l'IVC et donc du GCBA. Certains axes obligatoires seront d'office discutés : la distribution des titres de propriété, la sécurité et la participation dans les organes de décisions. Afin de mener à bien ces réunions, une organisation interne devra être décidée par les femmes participantes. L'ACIJ s'assurera ainsi que l'organisation dispose d'une référente (qui sera le lien direct avec l'association), d'une porte-parole, d'une comptable (ou une personne en charge de la gestion financière pour des événements par exemple) et d'une chargée de communication. Quand cette organisation féminine sera active au sein de la *Villa*, elle devra également se mobiliser pour des événements divers (marches féministes ou rencontres culturelles et militantes). Afin de renforcer la communication et la visibilisation de cette assemblée, un podcast sera également créé en collaboration avec La Garganta Poderosa, une association engagée dans la défense des droits des *villeros*.

La seconde partie de ce projet s'attachera à apporter une formation solide aux femmes membres de l'organisation. Grâce à la participation de divers acteurs, les femmes auront la possibilité de participer à des ateliers en lien avec l'urbanisme et le droit. Ces ateliers seront coordonnés par l'ACIJ et engageront : la FADU, l'OSC Juntas por el Derecho a la ciudad et le collectif Ni Una Menos. La formation en urbanisme sera assurée par les étudiants de la FADU et aura pour but d'apporter des connaissances et de développer la force de proposition des femmes durant les MT et les MGP. L'idée avec ces ateliers est de créer un partenariat durable entre la FADU et la *Villa 20* et ainsi d'établir des conventions visant à renforcer les liens. En parallèle, des rencontres seront organisées entre les femmes de l'organisation et l'OSC Juntas por el Derecho a la Ciudad. Cette association basée à Cordoba, se spécialise dans différents projets visant l'amélioration des espaces urbains et à l'usage qu'en font les femmes. En faisant se rencontrer cette nouvelle assemblée féministe et les membres de l'OSC, le but est d'apporter un transfert d'expériences pouvant influencer de nouvelles pratiques et de nouveaux projets concernant la sécurité au sein de la *Villa 20*. Enfin le collectif Ni una Menos sera une référence pour l'aspect événementiel et réseautage puisqu'aujourd'hui c'est un des collectifs les plus importants du pays. Les rencontres avec Ni una Menos seront l'occasion de travailler sur l'importance de la mobilisation et sur la prise de parole publique.

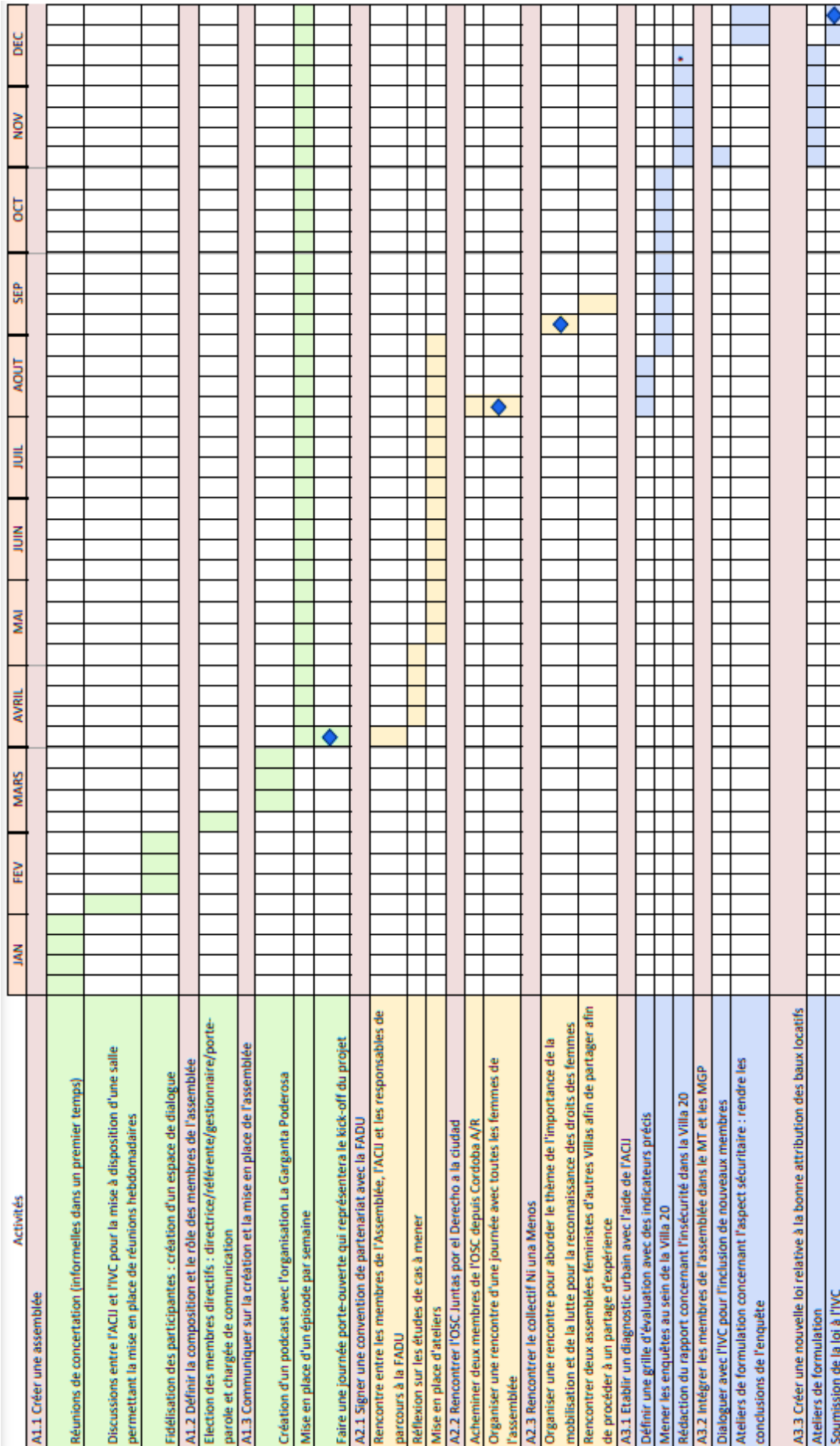
Le troisième axe de ce projet s'attachera à la mise en place de solutions pour répondre aux trois aspects incontournables travaillés durant les ateliers : la sécurité, l'attribution des titres de propriété et la participation dans la gouvernance. Pour l'aspect sécuritaire, l'ACIJ et l'assemblée féministe mettront en place un rapport basé sur l'évaluation et sur le ressenti de la sécurité dans la *Villa 20*. Ce rapport pourra être destiné au GCBA et à l'IVC et inclura les « bonnes pratiques liées à la

sécurité dans les quartiers populaires » qui sera produit par l'ACIJ en s'inspirant de différentes expériences mondiales. L'aspect sécuritaire passe largement par l'aménagement de l'espace urbain : l'installation d'éclairage public, l'espacement des maisons permettant une meilleure circulation ou encore la présence d'agents de police dans les rues de la *Villa*.

3.3.2 Outils de gestion de projet

J'ai pensé ce projet pour qu'il se développe durant une année, à compter du 1er janvier 2024. Il s'inscrira dans la continuité du projet OCP qui devrait se terminer à la fin de l'année 2023 et permettra à l'ACIJ de poursuivre sa présence dans la *Villa* 20. Pour mettre en œuvre le projet, il est primordial d'avoir recours à deux outils principaux : le chronogramme et le tableau budgétaire. Grâce à la matrice de cadre logique et le tableau des activités, il est intéressant de dresser un chronogramme permettant d'évaluer la durée et la juxtaposition des activités relatives au projet. Le chronogramme en figure 13 nous indique ainsi les moments forts du projet : le kick-off du projet (c'est-à-dire le lancement officiel du projet), le livrable et les moments significatifs. La figure 14 nous permet d'appréhender en détails les coûts et recettes, permettant de rentrer dans les détails et le fonctionnement du projet. Avec un petit budget de plus de 13 000 €, ce projet pourra être assuré grâce à trois sources de financements : les subventions, les aides privées et les fonds propres. Le GCBA sera l'unique fournisseur de subvention et continuera par sa participation au projet à son engagement en faveur de l'intégration socio-urbaine. Le bailleur de fonds OCP renouvellera sa participation avec une aide privée, permettant un appui supplémentaire pour l'ACIJ. La fondation Rosa Luxembourg sera également un fournisseur d'aide privée. Engagée depuis de nombreuses années dans des projets féministes dans la région de Buenos Aires et plus généralement en Amérique latine, cette fondation apportera son soutien. Enfin, l'ACIJ apportera des fonds propres correspondant aux coûts salariaux de l'employé travaillant sur le projet.

Figure 13 : Chronogramme des activités du projet *Asemblea Feminista V20*



* Livrable

◆ Temps forts du projet

Figure 14 : Tableau du budget du projet Asamblea Feminista V20.

Taux de conversion 1€ = 643 pesos argentins au 10/08/2023									
DÉPENSES				RECETTES					
Poste de dépenses	Unité	Quantité	Coût unitaire (EUROS)	Coût total (PESOS ARGENTINOS)	Poste de recettes	Unité	Quantité	Coût unitaire (EUROS)	Coût total (PESOS ARGENTINOS)
HONORAIRES DU PERSONNEL									
Employé ACIJ	Mois	12	1 000,00 €	\$ 7 724 892,00	Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires	Unité	1	2 000,00 €	\$ 1 286 000,00
FRAIS LIÉS AUX DÉPLACEMENTS ET FONCTIONNEMENT									
Alimentation durant les réunions	Mois	12	50,00 €	\$ 385 800,00	Fundación Rosa Luxemburgo	Unité	1	1 500,00 €	\$ 964 500,00
Transports siège ACIJ - Villa 20	Jours	48	20,00 €	\$ 617 280,00	Open Contracting Partnership	Unité	1	1 000,00 €	\$ 643 000,00
DÉPENSES DE TRANSPORTS AERIENS									
Trajet Cordoba-Buenos Aires	A/R	2	150,00 €	\$ 96 450,00	Conversion avec le temps de travail d'un employé de l'ACIJ	Mois	12	1 000,00 €	\$ 7 724 892,00
ACHAT D'ÉQUIPEMENTS									
Ordinateurs	Forfait	1	700,00 €	\$ 450 100,00					
Imprimante, papeterie	Forfait	1	600,00 €	\$ 385 800,00					
Matériel pour la création du podcast (micros, logiciel de montage)	Forfait	1	600,00 €	\$ 385 800,00					
COMMUNICATION									
Journée kick-off IMPRÉVUS	Forfait	1	290,00 €	\$ 186 470,00					
Imprévus	Forfait	1	600,00 €	\$ 385 800,00					
TOTAL GÉNÉRAL				\$ 10 618 392,00	TOTAL GÉNÉRAL				\$ 10 618 392,00

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons souhaité analyser les processus d'intégration socio-urbaine dans la ville de Buenos Aires à travers l'étude d'une *villa* spécifique. La *Villa 20* est ainsi devenue le terrain d'études de ce travail et de ce stage au sein de l'ACIJ. Grâce à cette étude empirique et à cette expérience professionnelle, nous avons pu analyser les procédés de l'intégration socio-urbaine initiés par le GCBA depuis 2016 et axer nos observations sur la participation citoyenne.

Dans un premier temps, la présentation des différents concepts tels que le phénomène urbain en Amérique latine, les *villas* en Argentine et les différents changements de paradigme en termes d'urbanisation de la ville de Buenos Aires nous ont permis d'avoir une meilleure compréhension des enjeux relatifs à notre étude. Soucieux d'aborder la thématique socio-spatiale, nous avons axé ce travail sur les inégalités sociales qui sont fortement aggravées par l'espace urbain. Cette contextualisation nous a finalement amené à l'analyse du processus de réurbanisation de la *Villa 20* nous permettant de planter le décor de notre étude de cas. La problématique de développement est finalement apparue au fil des recherches et du terrain d'études : comment penser l'intégration socio-urbaine sous un prisme participatif au sein de la *Villa 20* ? Une fois ces questions soulevées, nous avons présenté dans une seconde partie le rôle de l'ACIJ et son action en faveur d'une meilleure intégration socio-urbaine. L'analyse du projet OCP pour lequel l'ACIJ s'est engagée pour une durée d'un an répond de manière significative à la participation citoyenne. Avec ce projet de monitoring participatif d'évaluation des politiques publiques, l'ACIJ souhaite inclure les populations bien souvent oubliées des processus relatifs aux aménagements urbains. Cette partie nous a ainsi permis d'appréhender les différents systèmes participatifs ainsi que la manière dont un projet mené dans les territoires latino-américains se déroule. Le travail de terrain mené durant quatre mois nous a permis de maîtriser le sujet de la réurbanisation et d'appréhender son application effective dans les *villas* de Buenos Aires. Enfin, la dernière partie s'inscrit dans la continuité du projet OCP et dans les attentes du Master : la création d'un projet de développement, concernant de près ou de loin notre structure d'accueil. Après plus de quatre mois de travail à Buenos Aires, il a été aisé de trouver les contours d'un projet basé sur les besoins spécifiques des populations locales.

L'étude de cas basée sur la *Villa 20* a été un parfait exemple permettant de comprendre le processus de réurbanisation. C'est un processus complexe pour une ville telle que Buenos Aires, où la valeur des sols amène une spéculation foncière et un processus de mercantilisation. Bien souvent associée à la stratégie de développement urbain, l'intégration socio-urbaine pose des questions

quant à la préoccupation du GCBA envers les populations les plus défavorisées. Dans son mémoire de recherche sur deux *villas* argentines, Zoé Partouche décrit ce phénomène comme ceci : « Ces mouvements de transformations sont l'accomplissement d'un modèle urbain pensé depuis les élites politiques locales et tourné vers les bénéfices que peut apporter la ville et au sein duquel l'informalité urbaine est appréhendée comme un défaut que les politiques d'intégration seraient en mesure d'arranger. » Le projet OCP permet de décentrer le regard et de prêter une attention particulière aux habitants de ces quartiers défavorisés. En reposant (en partie) sur les ressentis et sentiments des *vecinos* vis-à-vis du processus de réurbanisation, le projet OCP se concentre sur les bénéficiaires directs de la stratégie du GCBA. Le processus d'évaluation menée par l'ACIJ propose ainsi, sur la base d'informations publiques et d'une analyse des enquêtes élaborées auprès des habitants de la *Villa 20*, une analyse détaillée de la situation actuelle, sept ans après les premiers aménagements urbains.

L'état des lieux ainsi que les visites sur le terrain permettent d'appréhender les stratégies mises en place lors du processus de réurbanisation ainsi que les limites. Pour l'IVC, la solution à l'amélioration des conditions de vie passe par le désengorgement des *manzanas* et donc par la création d'axes routiers permettant une meilleure circulation au sein de la *Villa*. Pour créer de nouvelles routes, il est nécessaire de détruire une certaine quantité de logements, qui se trouvent à l'emplacement des futurs axes routiers. Pour ce faire, l'IVC entame des discussions et des négociations avec les habitants afin de les reloger dans un secteur créé spécialement pour cela : le secteur des constructions nouvelles. Dans le cas de la *Villa 20*, ce sont près de 1600 personnes qui ont déménagé au sein de ces nouveaux logements. En parallèle, des travaux visant l'amélioration des services basiques tels que l'eau et l'électricité sont mis en place, ainsi que des infrastructures tels que des écoles ou des hôpitaux. Bien que ces processus apportent des améliorations pour les habitants de la *Villa*, ils entraînent d'autres problèmes liés au déménagement de ces familles, à l'éclatement des communautés ou encore à la non prise en compte des besoins des habitants de la *Villa*. Ce mémoire ne vise pas à apporter un regard politique à la stratégie menée par l'IVC et le GCBA mais plutôt à mettre en perspective les problématiques sociales inhérentes au développement urbain dans les grandes métropoles. Les associations telles que l'ACIJ qui travaillent sur la thématique de l'intégration socio-urbain œuvrent pour une ville plus égalitaire, qui ne serait pas seulement pensée par et pour les élites au pouvoir. Intégrer c'est accepter, c'est apporter un accès égal aux services dans toutes les zones de la ville, mais c'est aussi accepter le mélange des différentes populations. L'intégration passe par l'acceptation de l'informalité, qui reste inévitable au sein d'une ville telle que Buenos Aires, et de ce fait par l'effacement de la ségrégation spatiale, encore fortement présente.

Cette expérience au sein d'une OSC argentine nous a finalement permis d'appréhender un aspect primordial de la logique projet : les populations bénéficiaires et la participation citoyenne. Fondamentalement basé sur cet aspect, le projet OCP nous a permis de mettre un pied dans la *Villa 20* et de rencontrer les référents du quartier. C'est également grâce à la découverte des problématiques de ces populations que nous avons pu penser un projet de développement, basé sur la création d'une assemblée féministe au sein de la *Villa 20*. Après avoir assisté au récit de nombreuses injustices vécues par certaines femmes du quartier, il était évident qu'un projet relatif à la défense des droits des femmes serait pertinent et cohérent avec l'action de l'ACIJ. Si l'intégration socio-urbaine passe par la considération de toutes les populations présentes sur le territoire urbain, elle doit également être pensée à travers le genre. Les violences de genre perpétrées en milieu urbain empêchent la réalisation des femmes et freinent largement le bien-être et l'épanouissement de celles-ci. Il nous paraissait de ce fait important de lier la thématique de l'injustice spatiale et sociale à celle du genre, puisque de façon intrinsèque, on retrouve les mêmes dynamiques de domination.

Je finirais ce mémoire avec une deuxième citation de David Harvey, utilisée par mes collègues de l'ACIJ et dont les mots sont en total adéquation avec la thématique de ce mémoire : *“El derecho a la ciudad actualmente existente, tal como está ahora constituido, es demasiado estrecho y está en la mayoría de los casos en manos de una pequeña élite política y económica con capacidad para configurar la ciudad según sus propias necesidades particulares y sus deseos más íntimos”⁷³*. En effet, pour penser au mieux la ville de demain, il sera nécessaire de faire une analyse globale, d'appréhender les défis non seulement de l'urbanisme, mais aussi des institutions de planification, des gouvernements, des États et de la société. Ce n'est qu'en prenant en compte la complexité des relations et des réalités sociales que les villes mondiales pourront tendre vers la durabilité et vers la réduction du fossé des inégalités. Ces changements ne pourront être effectif du jour au lendemain, cela demande des décennies et un travail étroit entre les différents acteurs du milieu urbain. Cependant, le travail d'OSC telle que l'ACIJ reste indispensable afin d'inclure dans le débat et dans la réflexion les voix de ceux qui ne peuvent s'exprimer.

⁷³ Traduction en français : « Le droit à la ville, tel qu'il est actuellement constitué, est trop étroit et se trouve dans la plupart des cas entre les mains d'une petite élite politique et économique qui a la capacité de façonner la ville en fonction de ses besoins particuliers et de ses désirs les plus profonds. »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Articles et ouvrages universitaires

BORSODORF, Axel, 2003. «Cómo modelar el desarrollo y la dinámica de la ciudad latinoamericana. », *EURE (Santiago)*, Vol. 29, n° 86, 2003, pp. 37-49.

CAPRON, Guénola. « Buenos Aires ou le rêve inachevé », *Espaces et sociétés*, 2001, n° 104, p. 109-126.

CASTELLS-QUINTANA, David. « Inégalité urbaine en Amérique latine : tour d'horizon », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol.no. 2, 2019, pp. 239-257.

DENEFFLE, Sylvette, ed. *Femmes et villes*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 2004.

DIAZ, Mariela. «Políticas habitacionales y urbanismo neoliberal: la intervención estatal en la Villa 20, Argentina (1984-2018) », *Revista de Urbanismo*, 2019, 40, pp. 1-19.

DUNCAN O.D., DUNCAN B. « A Methodological Analysis of Segregation Indexes », *American Sociological Review*, 41, pp. 210-217.

DUREAU Françoise, PAQUETTE Catherine, « Habiter la ville : stratégies et mobilités résidentielles », *Géographies de l'Amérique latine*, pp. 263-292, 2006

FALÚ, Ana. «Penser la ciudad desde el urbanismo feminista y popular», *ConCienciaSocial. Revista digital de Trabajo Social*. Vol. 2, Nro. 4, 2019.

FANI ALESSANDRI Carlos, A., PINTAUDI Maria S. «Business de l'espace urbain et « droit à la ville ». Le cas de l'opération Faria Lima (São Paulo) », In *Le Blanc, A., Piermay, J., Gervais-Lambony, P., Giroud, M., Pierdet, C., & Rufat, S. (Eds.), Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive. Presses universitaires de Paris Nanterre, 2014.*

FOURCHARD, Laurent. « Une urbanisation inégalitaire », Bertrand Badie éd., *Un monde d'inégalités*. La Découverte, 2017, pp. 177-184

GABOSI, María Julia, "La participación de las mujeres en la reurbanización de Villa 20: las dificultades que atravesaron para participar del proceso", *Quid 16* (Área de Estudios Urbanos del Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires) N°15 – 2021, pp. 66-90.

GERVAIS-LAMBONY, Philippe, DUFAUX, Frédéric. « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, vol. 665-666, no. 1-2, 2009, pp. 3-15.

GUTIERREZ, Javier, PALOMARES Juan Carlos García, ROMANILLOS Gustavo, HENAT SALAS OLMEDO María., The eruption of Airbnb in tourist cities: Comparing spatial patterns of hotels and peer-to-peer accommodation in Barcelona, *Tourist Management*, n°62, 2017.

HARVEY, David, *Villes Rebelles, Du droit à la ville à la révolution urbaine*, édition Essai Buchet Chastel, 2012

LAUGIER, Sandra, MOLINIER, Pascale, « Politiques du care », *Multitudes*, vol. 37-38, no. 2-3, 2009, pp. 74-75.

LEFEBVRE, Henri. *Le droit à la ville*, Economica, Paris, 3e édition, 2009.

LEGROS, Clémence. « L'urgence participative de l'habitat précaire », *Chimères*, N° 88, 2016/1, p. 150-161

MOROVICH, Barbara, FERNANDEZ CASTRO, Javier. « Mémoire et mobilisation », *Revue des sciences sociales*, n°57, 2017, pp. 76-85.

NICOLINI, Rosella, ROIG SABATE, José Luis. « Économie régionale et urbaine en Amérique latine : le rôle de l'informalité dans les processus de développement économique », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2019/2, p. 197-211.

PINSON, Gilles. *La ville néolibérale*, édition Puf, dans la collection La ville en débat, dirigée par Jacques Donzelot, 2020.

PREVOT-SCHAPIRA Marie-France. « Argentine : une débâcle fédérale », *Critique internationale*, vol. no 18, no. 1, 2003, pp. 23-32.

RAIBAUD, Yves., *La Ville faite par et pour les hommes*, Éditions Belin, 2015

ROMERO, José Luis. *L'Amérique latine, Villes et idées*, édition Les belles lettres, 2020.

SNITCOFSKY, Valeria Laura. «La erradicación de villas en la ciudad de Buenos Aires: características específicas y contexto general (1976-1983)», Instituto de Desarrollo Económico y Social. Núcleo de Estudios sobre la Memoria; Clepsidra. *Revista interdisciplinaria de estudios sobre memoria*; 5; 10; 10-2018; pp 54-75.

SOJA, Edward W. "La ville et la justice spatiale". Bret, Bernard, et al.. *Justice et injustices spatiales*. Nanterre : Presses universitaires de Paris Nanterre, 2010, pp. 57-72

VARELA, Omar David, CRAVINO, María Cristina. «Chapitre 2: Mil nombres para mil barrios. Los asentamientos y villas como categorías de análisis y de intervención», in, *María Cristina Cravino, Los mil barrios (in)formales: aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del área metropolitana de Buenos Aires, Buenos Aires, Los Polvorines: Univ. Nacional de General Sarmiento*, 2008, pp.45-65.

VERON, Jacques. « La moitié de la population mondiale vit en ville », *Population & Sociétés*, vol. 435, no. 6, 2007, pp. 1-4.

VITALE, Pablo, Leyes de urbanización y construcción comunitaria. De la Ley No 1770 a la No 5705: compromisos formales, disputas y derechos, *Revista Institucional de la Defensa Pública de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires*, n° 26, 2021, pp. 333-345.

Articles et références institutionnels

Agence Française de Développement, Développement Urbain, Boîte à outils genre, 2016

ACIJ, ¿Cuánto avanzó la reurbanización del Barrio Padre Múgica?, 2022. Disponible : <https://acij.org.ar/informe-cuanto-avanzo-la-reurbanizacion-del-barrio-padre-mugica/>

Banque Mondiale, population en Argentine. Disponible : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=AR>

De BOISSIEU, Christian. Introduction du rapport *Ségrégation urbaine et intégration sociale*, 2004, pp 7-8. Disponible : https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/044000057.pdf

FLACSO Ecuador, *El futuro de las ciudades*, 2022

Gobierno de la Ciudad de Buenos Aires. Disponible : <https://boletinoficial.buenosaires.gob.ar/normativaba/norma/345782>

IVC et The New School Laboratorio Latino Americano, *Monitoring Processes and outcom in slum upgrading in Buenos Aires, Villa 20*.

Nations Unies, Objectifs de Développement Durable, objectif 11 Villes et communautés, disponible : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/>

TECHO Argentina, Relevamiento de asentamientos informales 2016. Disponible : <http://datos.techo.org/dataset/argentina-relevamiento-asentamientos-informales-2016>

Articles de médias

La Nacion, "No voy a permitir que haya cortes de calles", 2007. Disponible : <https://www.lanacion.com.ar/politica/no-voy-a-permitir-que-haya-cortes-de-calles-nid919873/>

Buenos Aires Historia, La huelga de inquilinos de 1907. Disponible : <https://buenosaireshistoria.org/juntas/la-huelga-de-inquilinos-de-1907/>

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Le modèle de développement structural de la ville latino-américaine.

Figure 2 : Population des *villas* de Buenos Aires entre 1960 et 1983.

Figure 3 : Répartition des *villas* de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires.

Figure 4 : Indice de dissimilarité entre les différents espaces urbains de Buenos Aires.

Figure 5 : Localisation de la *Villa 20* dans la Ciudad Autónoma de Buenos Aires.

Figure 6 : Répartition des différentes zones de la *Villa 20*.

Figure 7 : Exemple de processus de réurbanisation : projet de travaux visant l'ouverture des rues dans la *Villa 20*.

Figure 8 : Répertoire des différentes interventions du processus de réurbanisation depuis 2016, dans la *villa 20*.

Figure 9 : Graphique représentant le budget alloué à la réurbanisation de la *Villa 20* durant la période 2016 – 2022.

Figure 10 : Analyse du budget du GCBA pour la *Villa 20* de 2016 à 2022.

Figure 11 : Extrait des résultats de l'enquête du projet OCP.

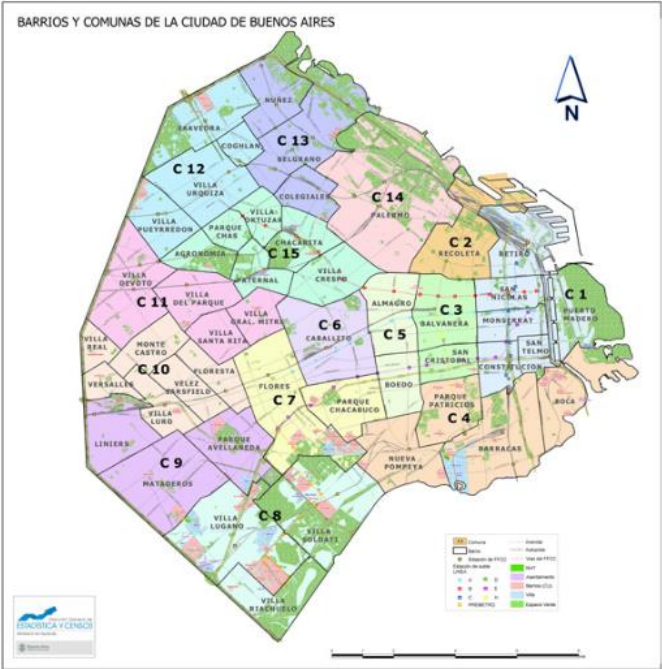
Figure 12 : Motifs pour lesquels les femmes demeurent sans emplois ou ne cherchent pas de travail.

Figure 13 : Chronogramme des activités du projet *Asemblea Feminista V20*.

Figure 14 : Tableau du budget du projet *Asemblea Feminista V20*.

ANNEXES

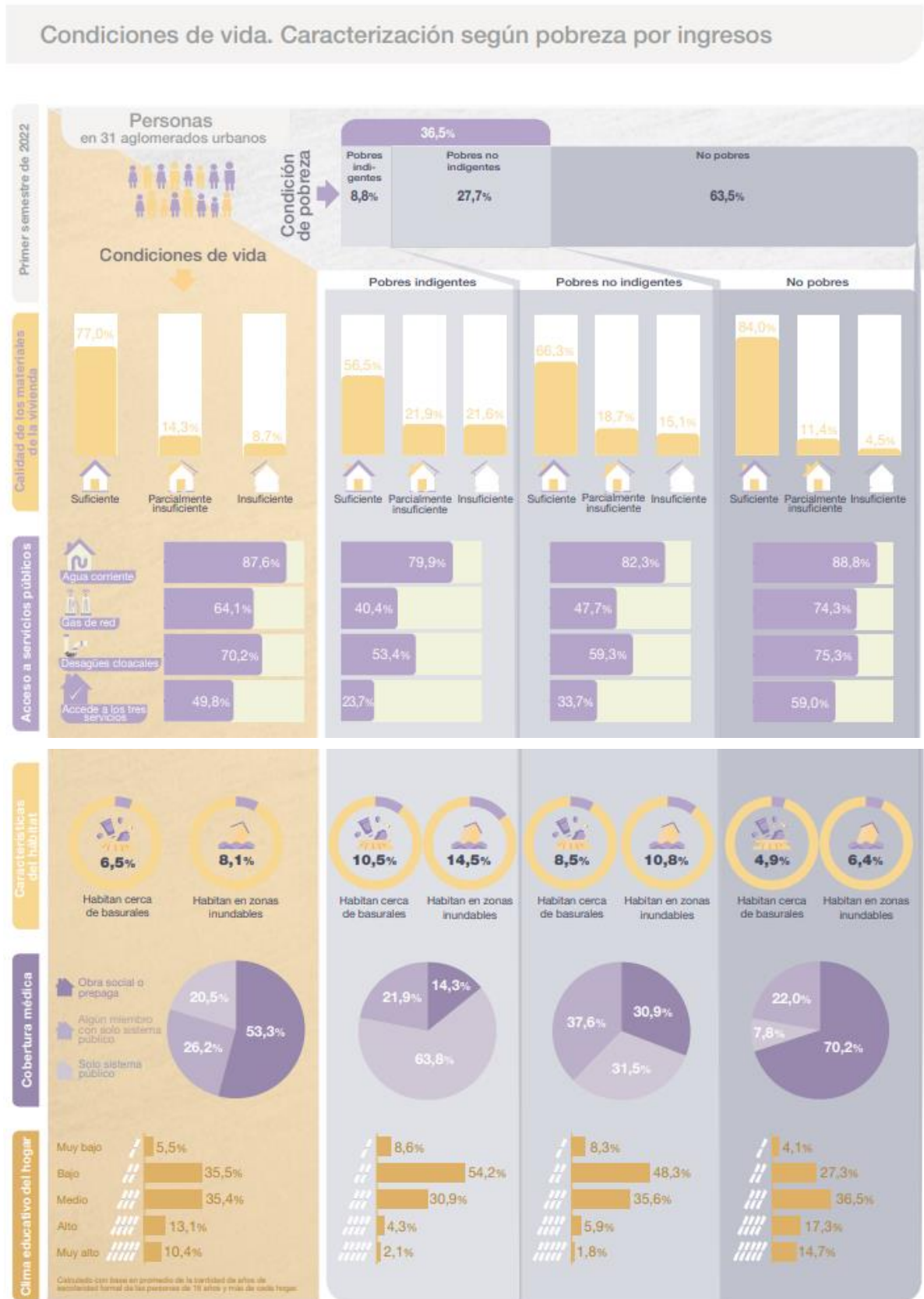
Annexe 1 : Cartes de la Province de Buenos Aires, de l'AMBA et de la CABA.



Annexe 2 : Photo actuelle d'un ancien *conventillo*, devenu aujourd'hui un lieu recevant des cafés et magasins dans le quartier de San Telmo à Buenos Aires.



Photo réalisée par Emmanuelle Moreau



Fuente: INDEC, Encuesta Permanente de Hogares.

Annexe 4 : Vue aérienne de la Villa 31

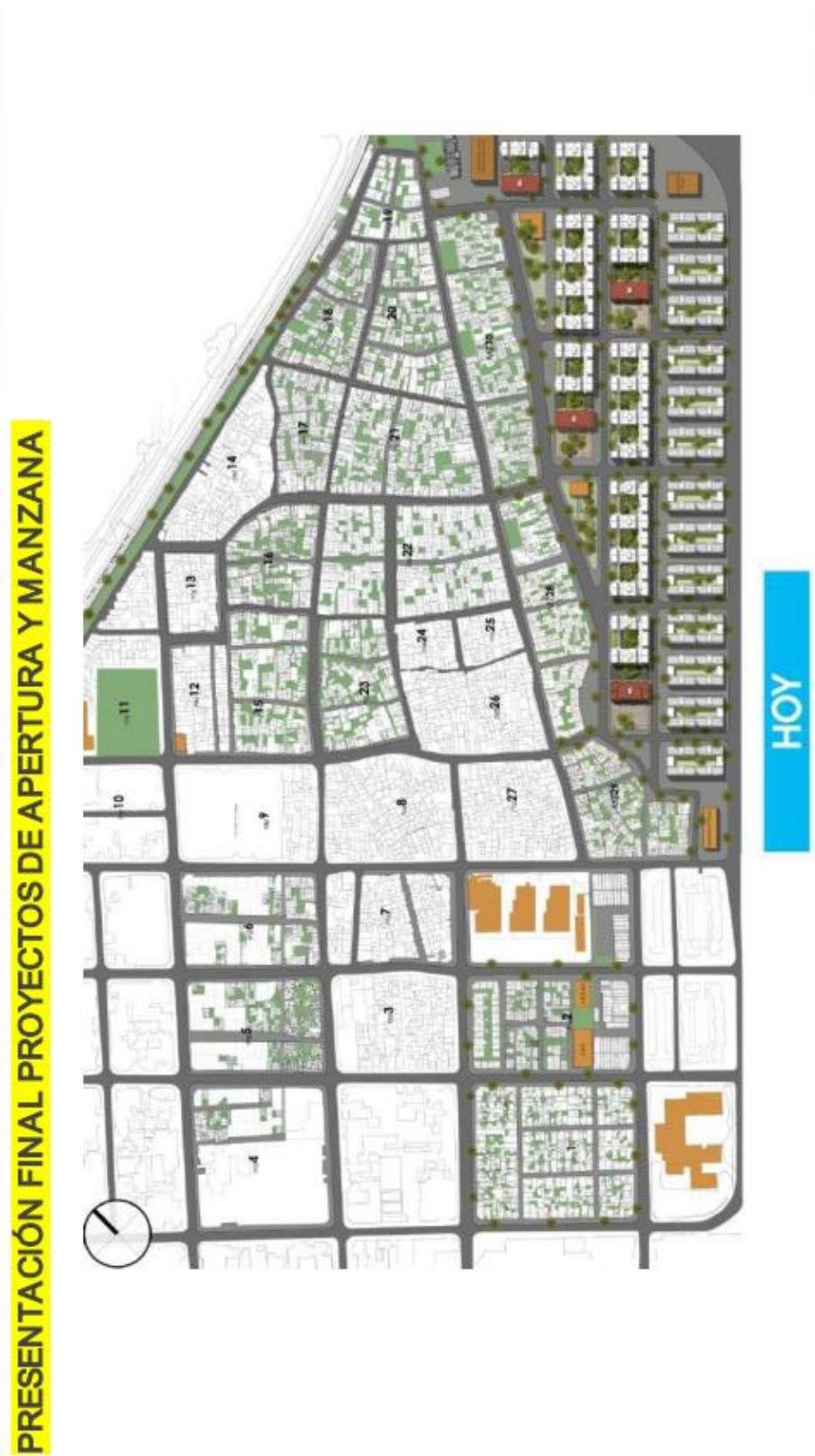


Annexe 5 : Extrait du rapport élaboré par l'ACIJ en 2022, concernant l'évaluation du processus de réurbanisation de la villa 31. Proportion de la quantité des travaux et répartition du budget de financement du processus.

Disponible ici : <https://acij.org.ar/informe-cuanto-avanzo-la-reurbanizacion-del-barrio-padre-mugica/>



Annexe 6 : Présentation finale du projet de réurbanisation de la Villa 20. Découpage avec les différentes manzanas et zone des constructions nouvelles.



Annexe 7 : Loi n°148 dont la rédaction a été impulsé par l'ACIJ.

LEY M – N° 148

DE ATENCIÓN PRIORITARIA A LA PROBLEMÁTICA SOCIAL Y HABITACIONAL EN LAS VILLAS Y NÚCLEOS HABITACIONALES TRANSITORIOS

Artículo 1º - Declárase de atención prioritaria a la problemática social y habitacional en las villas y núcleos habitacionales transitorios (N.H.T).

Artículo 2º - El Poder Ejecutivo, a propuesta de la Comisión creada por el artículo 3º de la presente Ley, podrá extender el ámbito de aplicación de esta Ley a otros barrios o sectores de barrios afectados por alguna de las siguientes condiciones:

- a) Carencia de infraestructura.
- b) Situaciones de irregularidad en la posesión de terrenos o viviendas.
- c) Condiciones de deterioro o precariedad en las viviendas.

Artículo 3º - Créase una Comisión Coordinadora Participativa (C.C.P.) para el diagnóstico, propuesta, planificación y seguimiento de la ejecución de las políticas sociales habitacionales a desarrollarse en el marco de la presente Ley, la que tendrá las siguientes funciones:

1.- Diseñar los lineamientos generales de un programa integral de radicación y transformación definitiva de las villas y núcleos habitacionales transitorios realizable en un plazo máximo de cinco (5) años, que contemplará:

- a) Un relevamiento integral que describa las condiciones poblacionales de los barrios afectados;
- b) La regularización dominial de las tierras e inmuebles afectados;
- c) La urbanización integral y la integración de estos barrios al tejido social, urbano y cultural de la ciudad, mediante la apertura de calles, el desarrollo de infraestructura de servicios, la regularización parcelaria, la creación de planes de vivienda social, el fortalecimiento de la infraestructura de servicios y la recuperación de las áreas urbanas adyacentes;
- d) El desarrollo de políticas sociales activas e integrales y el equipamiento social, sanitario, educacional y deportivo;
- e) La planificación participativa presupuestaria de los recursos que se determinen como necesarios para la ejecución del programa; y
- f) La incorporación, a través de metodologías autogestionarias, de los pobladores afectados al proceso de diagramación, administración y ejecución del programa.

2.- Elevar a la Legislatura de Ciudad Autónoma de Buenos Aires y, simultáneamente, a la población de los barrios afectados, informes bimestrales sobre la ejecución del programa.

3.- Proponer las medidas necesarias para el desarrollo y cumplimiento efectivo del programa.

4.- Garantizar a través de la representación vecinal el adecuado ajuste entre las necesidades de los pobladores y las respuestas conducentes para la satisfacción de las mismas y un adecuado mecanismo de gestión y promoción social.

5.- Coordinar la planificación y ejecución de todas las acciones tendientes a una rápida y efectiva prevención y atención de las emergencias que se presenten con los distintos organismos del Poder Ejecutivo que tomen intervención.

6.- Emitir opinión sobre toda iniciativa o proyecto normativo vinculado con la aplicación de la presente Ley.

Artículo 4º - La Comisión Coordinadora Participativa se integrará de la siguiente forma:

a. Representación del Poder Ejecutivo de la Ciudad: Se integrará con la participación permanente de un representante de cada Secretaría del Gobierno de la Ciudad, con rango no inferior al de Subsecretario. También podrán participar aquellos funcionarios del Gobierno de la Ciudad que tengan responsabilidad directa e inmediata en la aplicación de las políticas de emergencia habitacional y social.

b. Representación de la Legislatura de la Ciudad: Se integrará con siete (7) diputados, garantizando la representación de todos los Bloques Legislativos que posee la misma.

c. Representación de los vecinos: Se integrará con un representante por cada villa o N.H.T. comprendido dentro de la presente Ley que haya sido electo en comicios regulares, tres (3) representantes de la Federación de Villas, Núcleos y Barrios Marginados de la Ciudad (FEDEVI) y tres (3) representantes del Movimiento de Villas y Barrios Carenciados.

En aquellas villas o N.H.T. que no tengan regularizada su representación, su integración se realizará tomando como base la última elección abierta realizada.

Para su validez, se solicitará el acuerdo de la Federación de Villas, Núcleos y Barrios Marginados de la Ciudad (FEDEVI), el Movimiento de Villas y Barrios Carenciados y los presidentes de los barrios regularizados.

Cuando este acuerdo no existiere y hasta tanto se realicen comicios regulares, la Comisión Coordinadora Participativa fijará un método de participación vecinal abierto para la selección del representante provisorio de la villa o N.H.T. También tendrá un representante cada barrio o sector de barrio incluido por el Poder Ejecutivo

dentro de la emergencia habitacional o social.

También tendrá un representante cada barrio o sector de barrio incluido por el Poder Ejecutivo según lo establecido en el artículo 2º. Cuando no existiera representación surgida de comicios regulares o autoridades electas, la Comisión Coordinadora Participativa fijará un método de participación vecinal abierto para la selección del representante.

Artículo 5º - La C.C.P., con la firma de, por lo menos, los dos tercios de los representantes de cada una de las tres (3) partes integrantes de la Comisión - Poder Ejecutivo, Legislatura y vecinos - elevará al Poder Ejecutivo una proyección de gastos para el cumplimiento de las metas dispuestas por la presente Ley a fin de ser incorporado en el proyecto de Presupuesto Anual de Gastos y Recursos que debe aprobar anualmente la Legislatura de la Ciudad.

Artículo 6º - La C.C.P. tendrá un plazo de sesenta (60) días a partir de la promulgación de la presente para su conformación, fijará el lugar y modo de funcionamiento y presentará semestralmente un informe ante la Legislatura detallando con precisión las etapas y los plazos de ejecución de las diferentes gestiones y obras del Programa.

Artículo 7º - La Comisión Coordinadora Participativa dictará el reglamento electoral y confeccionará el padrón para los comicios en las villas y núcleos habitacionales transitorios (N.H.T.) no regularizados y convocará a elecciones abiertas dentro del primer año de funcionamiento de la C.C.P.

Annexe 8 : Diapositives tirées du Powerpoint réalisé par l'IVC. Plans des travaux de réurbanisation au sein de la Villa 20, zone Papa Francisco (logements nouveaux).

[/InstitutoDeViviendaDeLaCiudad](#)
[IVCBuenosAires](#)
ivc.buenosaires.gob.ar

CONSTRUCCIÓN DE VIVIENDA

<p>Licitado 4 locales + 4 SUM</p> <p>Total 12 6 Deptos. 1 Dorm. Disc.</p> <p>Deptos. 6 Deptos. 1 Dorm.</p>		<p>4 locales + 4 SUM</p> <p>2 Deptos. 1 Dorm. Disc.</p> <p>2 Deptos. 1 Dorm.</p> <p>2 Deptos. 2 Dorm. Disc.</p> <p>2 Deptos. 3 Dorm. Disc.</p> <p>2 Deptos. 4 Dorm. Disc.</p>	<p>Propuesta Modificación</p> <p>Total 10 Dptos.</p>
---	---	---	---









Subsecretaría de Hábitat e Inclusión

[/InstitutoDeViviendaDeLaCiudad](#)
[IVCBuenosAires](#)
ivc.buenosaires.gob.ar

CONSTRUCCIÓN DE VIVIENDA







Subsecretaría de Hábitat e Inclusión

SOLICITA INFORMACIÓN PÚBLICA. LEY 104. PLAZO DE 15 DÍAS.

Ciudad Autónoma de Buenos Aires, 9 de mayo de 2023

Instituto de la Vivienda de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires

Sr. Director

Juan Francisco Loupías

S _____ / _____ D

Pablo Vitale, DNI 26.690.165, codirector de la Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia, con domicilio en Av. de Mayo 1161, 5º Piso, Oficina "9" de esta Ciudad (Tel. 4381-2371, e-mail pedidosdeinformacion@acij.org.ar), se dirige a Ud. en el marco de la Ley 104 de "Acceso a la Información Pública" de la Ciudad de Buenos Aires a fin de solicitarle la siguiente información pública respecto del Villa 20 - Barrio Papa Francisco, (polígono delimitado por las vías del Ferrocarril General Belgrano, Av. Escalada, Av. Fco. Fernández de la Cruz, Larrazábal, Juan P. Calou y Miralla):

1. Proporcionar documentación descriptiva del Proyecto Integral de Reurbanización (PIRU), detallando las etapas realizadas y la programación de las nuevas intervenciones.
2. Cuáles son las obras relacionadas a la provisión de **agua** que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar en el barrio citado en el período 2016-2023, indicando para cada una:
 1. Número/s de expediente y detalle de la/s obra/s
 2. Localización y/o trazado, y adjuntar plano
 3. Partida presupuestaria asignada
 4. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato, fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico, si hubiera.
 5. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada y evaluación de la calidad constructiva.
 6. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos.
 7. Cooperativas de Servicio u obra que fueran contratadas por las empresas o IVC –si las hubiere– y contratos celebrados con cada una de ellas.
 8. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere, detallando en cada caso la diferenciación por género
3. Respecto del servicio de **agua**, indicar para el período 2016-2023:
 1. Cantidad de viviendas que poseen acceso efectivo formal a la fecha y el porcentaje al que equivalen teniendo en cuenta el total de viviendas del barrio diferenciando si se trata de vivienda nueva o vivienda histórica;
 2. Cuántas de las viviendas conectadas reciben factura por el servicio y, en dicho caso, qué tarifa se les aplica; y
 3. El cronograma previsto para la conexión formal al servicio de agua de las restantes viviendas.
4. Cuáles son las obras relacionadas a la adecuación y construcción de **redes cloacales y pluviales** que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar en el barrio citado en el período 2016-2023, indicando para cada una:
 1. Número/s de expediente y detalle de la/s obra/s
 2. Localización y/o trazado y adjuntar plano
 3. Partida presupuestaria asignada
 4. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato,

fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico si hubiera.

5. Cronograma de ejecución de cada una de ellas
 6. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada y evaluación de la calidad constructiva.
 7. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos.
 8. Cooperativas de Servicio u obra que fueran contratadas por las empresas o IVC –si las hubiere– y contratos celebrados con cada una de ellas.
 9. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere, detallando en cada caso la diferenciación por género.
5. Respecto del servicio de **red cloacal**, indicar para el período 2016-2023:
1. Cantidad de viviendas que poseen acceso efectivo formal a la fecha y el porcentaje al que equivalen teniendo en cuenta el total de viviendas del barrio diferenciando si se trata de vivienda nueva o vivienda histórica; y
 2. El cronograma previsto para la conexión formal a la red cloacal de las restantes viviendas.
6. Cuáles son las obras relacionadas a la adecuación y provisión del servicio de **electricidad y gas** que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar en el período 2016-2023, indicando para cada una:
- a. Número/s de expediente y detalle de la/s obra/s
 - b. Localización y/o trazado, y adjuntar plano
 - c. Partida presupuestaria asignada
 - d. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato, fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico si hubiera.
 - e. Cronograma de ejecución de cada una de ellas
 - f. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada, y evaluación de la calidad constructiva.
 - g. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos.
 - h. Cooperativas de Servicio u obra que fueran contratadas por las empresas o IVC –si las hubiere– y contratos celebrados con cada una de ellas.
 - i. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere, detallando en cada caso la diferenciación por género.
7. Respecto del servicio de **electricidad**, indicar para el período 2016-2023-:
- a. Cantidad de viviendas que poseen acceso efectivo formal a la fecha y el porcentaje al que equivalen teniendo en cuenta el total de viviendas del barrio diferenciando si se trata de vivienda nueva o vivienda histórica;
 - b. Cuántas de las viviendas conectadas reciben factura por el servicio y, en dicho caso, qué tarifa se les aplica; y
 - c. El cronograma previsto para la conexión formal al servicio de electricidad de las restantes viviendas.
8. Respecto del servicio de **gas**, indicar para el período 2016-2023:
- a. Cantidad de viviendas que poseen acceso efectivo formal a la fecha y el porcentaje al que equivalen teniendo en cuenta el total de viviendas del barrio diferenciando si se trata de vivienda nueva o vivienda histórica;
 - b. Cuántas de las viviendas conectadas reciben factura por el servicio y, en dicho caso, qué tarifa se les aplica; y
 - c. El cronograma previsto para la conexión formal al servicio de gas de las restantes viviendas.

9. Cuáles son las obras relacionadas a intervenciones en el **espacio público y equipamientos** -como apertura de calles, asfaltado, construcción y mejoramientos de espacios verdes y recreativos, edificios institucionales y comunitarios- que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar el barrio en el período 2016-2023, indicando para cada una:

- a. Número/s de expediente y detalle de la/s obra/s
- b. Localización y/o trazado, y adjuntar plano
- c. Partida presupuestaria asignada
- d. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato, fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico si hubiera.
- e. Cronograma de ejecución de cada una de ellas
- f. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada, y evaluación de la calidad constructiva.
- g. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos.
- h. Cooperativas de Servicio u obra que fueran contratadas por las empresas o IVC –si las hubiere– y contratos celebrados con cada una de ellas.
- i. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere, detallando en cada caso la diferenciación por género..

10. Respecto al **espacio público**, indicar para el período 2016-2023.

- a. Describir nivel de cobertura y estado de mantenimiento de los siguientes rubros: red vial y peatonal, red pluvial y alumbrado público.

11. Respecto a los **espacios verdes y equipamiento comunitario** e institucional, indicar para el período 2016-2023.

- a. Describir características y estado de mantenimiento de los siguientes rubros: plazas, parques, escuelas, centros de atención primaria de la salud, otros.

12. Cuáles son las obras relacionadas a la **adecuación de las viviendas** existentes y construcción de **vivienda nueva** que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar en el período 2016-2023, indicando para cada una:

- a. Detalle de la obra y localización;
- b. Partida presupuestaria asignada;
- c. Cronograma de ejecución de cada una de ellas;
- d. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato, fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico si hubiera.
- e. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada, y evaluación de la calidad constructiva.
- f. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos;
- g. Cooperativas de Servicio u obra que intervinieran –si las hubiere- y contratos celebrados con cada una de ellas;
- h. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere-, detallando en cada caso la diferenciación por género.

13. Respecto a la **vivienda nueva y mejoramientos**, indicar para el período 2016-2023.

- a. Describir características de la operatoria, metodologías de abordaje comunitario para reubicaciones, consolidaciones, ampliaciones.
- b. Describir situación de morosidad en el pago de los créditos.
- c. Informar cuál ha sido la incidencia porcentual (promedio y distribución) de las tasaciones de vivienda antigua en relación a la vivienda nueva.
- d. Informar cuál ha sido la incidencia porcentual (promedio y distribución) de los ingresos en el pago de las cuotas del crédito hipotecario. Informar los mecanismos a través de los cuales han

monitoreado y garantizado el cumplimiento de la proporción máxima de los ingresos mensuales destinados al pago de las cuotas del crédito.

e. Informar el **estado de escrituraciones** en la vivienda nueva, detallando:

1. El total de unidades funcionales escrituradas, sobre el total de viviendas finalizadas
2. El total de unidades escrituradas a nombre de un único titular, diferenciado por género
3. El total de unidades escrituradas a nombre de dos co-titulares, diferenciando por género.
4. En los casos de titularidades compartidas, detallar -si estuviere registrado- la vinculación de ambos (cónyuges, hermanos/as, padre/madre - hijo/a; etc.).

14. Respecto al **Programa de Regularización Dominial**, indicar para el período 2016-2023.

a. Describir estado de situación del estado de fraccionamiento (mensura, plano de amanzanamiento, plano de loteo) y los avances en la documentación relacionada a la legalización de la tenencia.

b. Presentar la planificación actualizada del Programa de Regularización Dominial, y las Operatorias de Regularización aprobadas o en proceso de aprobación que regulen los criterios para definición de la titularidad.

c. Informar cantidad de escrituras entregadas hasta la fecha, y la proyección de entrega durante el presente año y describir criterios para la definición de la titularidad (por ejemplo, si se aborda con perspectiva de género).

15. Respecto a las **metodologías participativas**, indicar para el período 2016-2023.

a. Describir metodologías implementadas para promover la participación y la toma de decisiones comunitarias en el desarrollo del PIRU (incluyendo la ley, aperturas de calle, diseño de viviendas, mejoramientos, espacios comunitarios, aperturas de calle, trazado de infraestructura, etc.) .

b. Adjuntar documentación que dé cuenta del efectivo cumplimiento de las metodologías.

16. Respecto a la recolección de los **residuos sólidos urbanos**, detallar cómo es actualmente.

a. La frecuencia del servicio de recolección

b. La modalidad del servicio, por ejemplo si se realiza en puntos de arrojo o por el frente de la vivienda y si participan del mismo Cooperativas de Trabajo.

Asimismo, en caso que la información peticionada no se encuentre agregada, procesada o clasificada, se solicita que remita copia de las bases de datos que permitan construirla adoptando todas las medidas necesarias para la protección de los datos personales correspondientes.

El presente pedido se funda en el Art. 1º de la ley 104. La información solicitada debe ser proporcionada en los términos del Art. 10 de la mencionada ley, en un plazo no mayor a 15 días. El incumplimiento de este plazo dará lugar a lo prescripto en el Art. 14 de la ley, quedando habilitada la acción de amparo ante el fuero contencioso administrativo y tributario de la Ciudad.

Se autoriza a realizar todas las tramitaciones de la presente solicitud a Catalina Marino DNI 34.199.919, Matías Weibel DNI 27.536.306.

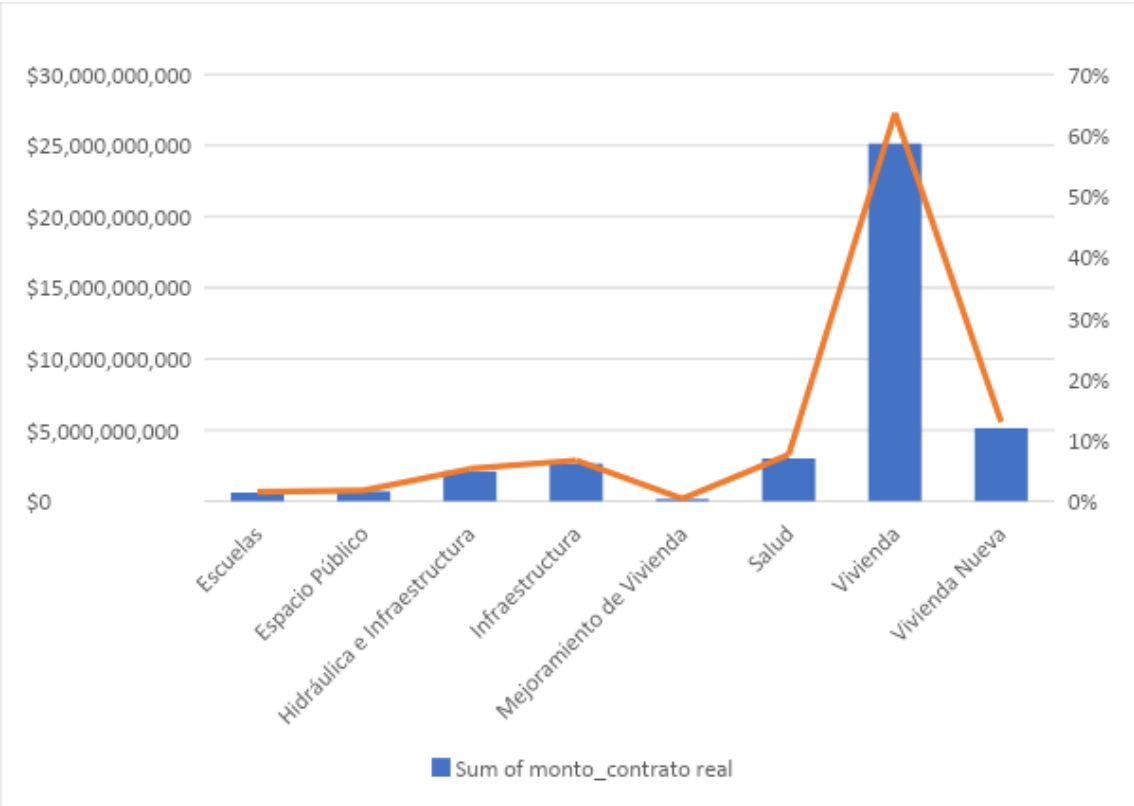


Sin otro particular, saluda a Ud. Atte.

Pablo Vitale. Co-Director
Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia

Annexe 10 : Répartition des investissements du processus de réurbanisation de la *Villa 20*, sur la période de 2016 – 2022

Tipo de Obra	Sum of monto_contrato real	
Escuelas	\$604,896,247	2%
Espacio Público	\$695,450,530	2%
Hidráulica e Infraestructura	\$2,099,391,944	5%
Infraestructura	\$2,645,104,017	7%
Mejoramiento de Vivienda	\$157,772,286	0%
Salud	\$3,009,774,091	8%
Vivienda	\$25,129,221,037	64%
Vivienda Nueva	\$5,132,286,931	13%
Grand Total	\$39,473,897,083	100%



Annexe 11 :

1) Réponses à la question « Si vous avez changé de logement pour un logement neuf, considérez-vous que cela signifie un changement dans la qualité de l'habitat ? »



2) Réponses à la question : « êtes-vous informé des travaux que le GCBA réalise ou planifie dans le quartier ? Si oui, comment avez-vous été informé ? »



Annexe 12 : Rassemblement féministe devant le Congrès de Buenos Aires le 03/06/2023



Photo réalisée par Emmanuelle Moreau

RAPPORT DE STAGE

1. Contexte du stage

Après quelques semaines de recherche de stage en septembre et octobre dernier, j'ai reçu une réponse positive de la part de l'un des membres du pôle Droit à la ville de l'ACIJ. J'ai premièrement sélectionné cette association pour son travail auprès des communautés défavorisées et son action concernant les thématiques urbaines. En effet, après avoir parcouru le site internet et les réseaux sociaux de l'ACIJ, j'ai pu me rendre compte de l'engagement de celle-ci dans les différentes rencontres métropolitaines sur la thématique urbaine et son implication dans la défense des droits fondamentaux. Pour comprendre plus largement le rôle de l'ACIJ, il est nécessaire de revenir sur la création de celle-ci et de ce fait sur son ancienneté et son expérience.

Située à Buenos Aires en Argentine, cette OSC a été fondée en 2002 et se définit comme une association qui œuvre pour le renforcement de la démocratie et la défense des droits des populations vulnérables. Elle prône les principes de l'État de droit, l'effectivité de la Constitution Nationale et souhaite lutter contre toutes formes de discrimination au sein de la population argentine. Pour ce faire, l'ACIJ s'appuie sur des projets qui visent à développer la participation des communautés, afin de développer *l'empowerment* et l'autonomisation de celles-ci. L'association définit trois axes stratégiques dans ses interventions :

- L'amélioration de la qualité de la démocratie, en promouvant l'égalité politique et la consolidation de l'institution politique et en s'intéressant aux insuffisances juridiques ;
- Un focus sur l'égalité économique et l'inversion des effets de l'inégalité sur la pauvreté urbaine. En luttant pour l'amélioration de la structure fiscale du pays, l'ACIJ souhaite penser des alternatives législatives pour diminuer les inégalités.
- Un travail sur les droits sociaux des groupes vulnérables, afin de lutter contre les discriminations. L'association défend l'idée selon laquelle l'accès aux droits élémentaires tels que l'éducation, la santé ou encore l'autonomisation doit être égalitaire.

A travers ces interventions, les objectifs de l'ACIJ sont multiples, de manière globale, ils visent un meilleur fonctionnement et une plus grande transparence des institutions publiques, s'assurer d'une bonne exécution des lois protégeant les populations défavorisées et prôner le développement d'une conscience citoyenne sur leurs droits basiques. Dans le champ d'action de

l'association, nous retrouvons les thématiques suivantes : Le renforcement de la démocratie, l'accès à la justice et ouverture du pouvoir judiciaire, la Justice fiscale, le Droit à la ville, les Droits sociaux à l'enfance et le Droit des personnes en situation de handicap. L'ACIJ représente une organisation sociale influente dans l'environnement associatif mais aussi institutionnel de la ville de Buenos Aires. Sa force tient de son ancienneté en tant qu'organisation de défense des droits sociaux, et sa neutralité en termes de parti pris politique. Depuis plus de vingt ans, l'ACIJ tisse un réseau d'acteurs qui regroupe des organisations sociales telles que des ONG ou des associations et des universités argentines. Les sources de financement de l'association sont variées, mais reposent principalement sur des donations et des financements via des réponses d'appels à projets. L'annexe 1 nous apporte un exemple des différents ressources financières dont l'ACIJ a disposé en 2020 et en 2021. Même si la nature des ressources (donations ou financement de projets internationaux) n'est pas précisée, on retrouve des acteurs clés tels que le GCBA, des donations d'ambassades ou encore des financements d'organismes de développement tels que la Banque Mondiale ou la BID.

J'ai intégré le pôle Droit à la ville en mars 2023. Composé de 4 salariés, le pôle travaille sur les projets relatifs à l'espace urbain et aux inégalités qui s'y produisent. Ce sont une avocate, une politologue et deux sociologues qui se répartissent tâches et missions concernant les 4 programmes suivants : L'intégration socio-urbaine, le phénomène des situations irrégulières de logement (personnes sans domicile fixe), l'accès à la location et la mercantilisation de la ville. J'ai travaillé sur le programme Intégration socio-urbaine, avec comme superviseur Matias Weibel, mon maître de stage durant ces quatre mois. Matias Weibel a longtemps travaillé dans le domaine de l'urbanisme et des politiques publiques puisqu'il y a encore deux ans il était salarié au ministère de l'Habitat. L'objectif général réside dans la promotion et l'amélioration de l'intégration socio-urbaine en prenant en compte les droits économiques, sociaux et environnementaux des habitants des quartiers défavorisés que sont les *villas*. Cet objectif passe par la coréalisation de rapports d'informations, d'un suivi et d'une évaluation des politiques publiques et la formulation de campagne de visibilité des groupes minoritaires. Concernant les objectifs spécifiques, on retrouve :

- La coproduction de connaissances (en lien avec les organisations sociales et les référents des quartiers populaires) concernant la planification et l'exécution des processus d'intégration. Ce travail permettra ainsi de construire collectivement des standards de qualité et des indicateurs qui permettront d'évaluer, de suivre les processus et de comprendre dans quelle mesure ils répondent aux besoins des communautés.

- La promotion de stratégies de plaidoyer et de coordination avec les organisations communautaires, les organismes gouvernementaux et la société civile, destinées à améliorer la

planification des protocoles et des politiques publiques en matière d'intégration socio-urbaine. Une vision transversale concernant les perspectives de genre, d'environnement est également intégrée.

- L'impulsion de processus de formation en droit, en utilisant des outils cartographiques et de suivi communautaire qui permettront de bâtir des connaissances et identifier les besoins légaux. Dans cette démarche, l'échange d'expériences entre référents de différentes communautés, permettra de produire et d'améliorer des processus de recherche-action.

Le projet OCP

Durant ces quatre mois de stage, j'ai travaillé sur le projet OCP, dont l'objectif principal est le suivi et l'évaluation des politiques de réurbanisation de deux quartiers populaires de la ville de Buenos Aires. Financé par le bailleur de fonds OCP à hauteur de 25 000 US dollars, ce projet vise la production de données, une meilleure connaissance des processus de réurbanisation et finalement un support potentiel concernant l'influence des aménagements urbains. A travers un travail de terrain au plus proche des communautés souhaitant s'impliquer dans le processus d'évaluation, l'ACIJ souhaite renforcer sa position d'expert et de médiateur entre les populations locales et les acteurs du GCBA. L'ACIJ et le bailleur de fonds ont ainsi pensé ce projet comme étant un moteur d'inclusion des populations. En effet, ce sont les habitants eux-mêmes qui auront la charge de la réalisation des enquêtes quantitatives visant à recueillir les avis et ressentis des *vecinos*. Deux *villas* spécifiques ont été choisis, selon un critère assez évident : la possibilité de créer des contacts et de mener à bien le projet. Prévu pour s'étendre sur un an, le projet se découpe en deux temps :

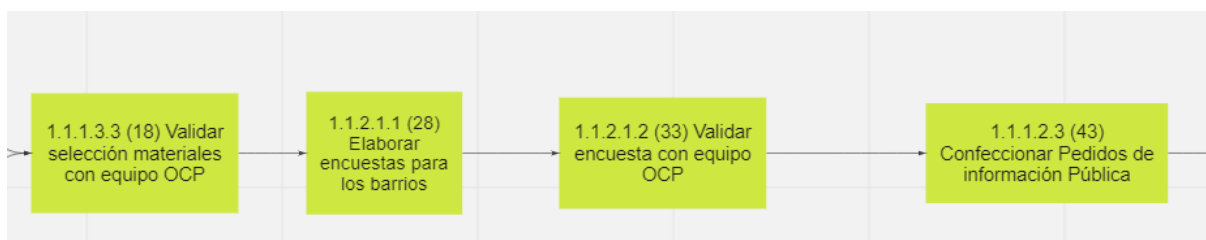
- Une première partie qui concerne l'élaboration du suivi et de l'évaluation des politiques de réurbanisation. Cette partie représente les trois-quarts du temps alloué au projet, puisqu'elle est composée d'une longue période de recherche et de confection des enquêtes. De plus, c'est durant cette première partie de projet que le travail de terrain sera le plus important, puisque les enquêtes devront être réalisées en direct.
- Une seconde partie qui s'attachera à la systématisation de la méthodologie d'action visant à appliquer l'expérience à d'autres territoires argentins. Cette deuxième partie prendra place lors de la publication des rapports et des conclusions de recherche concernant la deuxième *villa*. Ce sera une partie où l'aspect rétractif sera un élément crucial : les interventions menées dans la Villa 20 et dans la Villa Playon de Chacarita feront l'objet d'un partage d'expérience de la part d'ACIJ. Ce sera ainsi l'occasion pour l'association de développer un réseau d'acteurs sensibilisés aux thématiques urbaines et de renforcer son statut d'expert en termes de l'action collective des populations défavorisées.

2. Présentation et analyse des tâches réalisées durant le stage

Ce stage de quatre mois s'est découpé en deux grandes missions principales : la mise en place des outils de gestion de projet en début de stage et l'assistance à la réalisation des grands axes de celui-ci. Les deux premières semaines de stage ont consisté en la lecture de rapports, documents et notes de synthèse qui m'ont permis une meilleure compréhension du territoire d'action. Comme évoqué dans le mémoire, les *villas* situées dans la CABA sont des territoires datant de plusieurs décennies, dont les enjeux et les différents acteurs impliqués sont multiples et complexes.

Après ces deux semaines d'immersion qui m'ont permis d'appréhender les contours de l'action ainsi que le rôle de l'ACIJ dans ce type de projet, nous avons débuté la planification et la mise en place des axes de travail avec mon tuteur de stage. A la date de début de mon stage, le projet OCP disposait simplement des Termes de référence, rédigé par l'ACIJ et le bailleur OCP. J'ai donc tenté dans un premier temps de rédiger une ébauche de cadre logique (disponible en annexe 2), me permettant d'appliquer les outils étudiés lors du master ainsi que de commencer la planification du projet grâce aux activités déjà listées dans les termes de référence. A la suite de ce cadre logique, nous avons débuté l'élaboration de l'EDT (*Estructura Desglosada del Trabajo*) qui consiste en la décomposition de tous les objectifs, activités et livrables, permettant ainsi la mise en place d'une ligne de travail méthodique. Pour ce faire, nous avons dans un premier temps élaboré un tableau répertoriant les activités. Pour chaque activité inscrite, nous lui avons attribué une durée, un numéro et une activité précédente. Grâce à ce tableau fait sur Excel, nous avons pu débiter un Chronogramme schématisé avec le logiciel Miro⁷⁴. Ce schéma nous permet ainsi de voir de façon quasi automatique les différents temps qui vont composer le projet. Il permet ainsi d'appréhender les moments clés, comme l'envoi des livrables, mais aussi les différentes activités qui vont se dérouler en même temps.

Figure 1 : Extrait des premières phases du projet, chronogramme schématisé



C'est un outil que l'on élabore entre la matrice de cadre logique et le chronogramme. Un fois terminé, il nous a été plus facile de reporter les informations dans un chronogramme classique, afin

⁷⁴ Chronogramme schématisé disponible via ce lien : https://miro.com/app/board/uXjVMauRh6c=

d'avoir une idée de la durée globale du projet par rapport à l'année en cours⁷⁵. Au vu des activités et délais renseignés, le projet est censé s'étendre sur 10 mois et donc se terminer fin décembre. Enfin, nous avons travaillé sur un dernier outil de gestion de projet : la matrice d'intérêts, qui nous a ensuite permis de basculer sur la matrice de communication (cf. modèle en annexe 3). Cet outil nous a invité à réfléchir aux différentes parties prenantes, aux acteurs et bénéficiaires du projet, et de la façon dont il serait nécessaire de communiquer avec eux. Il a été nécessaire de répondre aux questions suivantes : Que communiquer ? Pourquoi communiquer ? Qui est le destinataire ? Avec quel moyen de communication va-t-on communiquer ? Dans l'équipe projet, qui détient le rôle de préparation et d'envoi de l'information à communiquer ? Quelle est la date (approximative ou précise) d'envoi ainsi que la fréquence ? Cette matrice de communication nous permet de tisser un panorama des intervenants au projet et d'agir de façon méthodique avec chacun d'eux.

La deuxième grande mission qui m'a été confié a été d'assister mon maître de stage dans la réalisation du projet. Nous avons débuté par la création de l'enquête quantitative qui sera le point clé du projet puisque c'est en partie à partir de cette enquête et du traitement des informations que les rapports et les connaissances concernant ces deux *villas* de Buenos Aires seront produits. En décembre 2022, un premier rapport concernant la Villa 31, l'une des plus emblématiques de la ville, a été publié par l'ACIJ, mais cette fois-ci sans financement de la part d'un bailleur. Nous avons donc repris le modèle qui a servi à la confection de cette enquête et l'avons adapté pour qu'il puisse être utilisable dans la Villa 20. Nous avons longuement réfléchi et échangé avec le bailleur de fonds afin de trouver les indicateurs les plus pertinents relatifs à l'enquête. Nous avons finalement statué sur une série d'indicateurs qui sont présentés sous forme de tableau en annexe 3. Nous nous sommes mis d'accord avec le bailleur de fonds pour que ces indicateurs soient présents dans l'enquête, mais que cette liste n'avait pas à être exhaustive. Nous étions ainsi libres de rajouter des indicateurs tels que ceux relatifs au genre, à l'environnement ou encore à la participation citoyenne. Une fois l'enquête validée, nous l'avons transférée vers le logiciel Kobo Toolbox, nous permettant ainsi de mener les enquêtes hors-ligne.

Nous avons par la suite élaboré le *Pedido de informacion publica* (disponible en annexe 9 du mémoire), document nous permettant ainsi de récolter des informations publiques, concernant le processus de réurbanisation. Nous nous sommes également basés sur un précédent modèle et avons ajouté des demandes complémentaires. Grâce aux indicateurs élaborés avec OCP, nous avons pu affiner les demandes et sélectionner des aspects précis concernant l'intervention du GCBA dans la

⁷⁵ Chronogramme de Gantt disponible via ce lien : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Nih16SXnHyirKDAasybFTZWWh36Br_CjgWbv7kUL-P7Mg/edit#gid=147020893

Villa 20. Par exemple, pour chaque service essentiel (eau, électricité, évacuation des eaux usées, internet, gaz), nous avons pu détailler les demandes comme tel :

2. Cuáles son las obras relacionadas a la provisión de **agua** que el Instituto de la Vivienda de la Ciudad desarrolló, está desarrollando o planea desarrollar en el barrio citado en el período 2016-2023, indicando para cada una:
 1. Número/s de expediente y detalle de la/s obra/s
 2. Localización y/o trazado, y adjuntar plano
 3. Partida presupuestaria asignada
 4. Información de la licitación de cada una de ellas, incluyendo (i) fechas de: publicación de aviso, evaluación de ofertas, adjudicación, (ii) plazo temporal original del contrato, fecha de inicio y fecha de finalización (iii) presupuesto, monto original del contrato, monto total pagado a la fecha, (iv) porcentaje de avance financiero y avance físico, si hubiera.
 5. Estado de las mismas: en ejecución, paralizada, en proceso de licitación, finalizada o proyectada y evaluación de la calidad constructiva.
 6. Empresa/s contratada/s –si la/s hubiere-. Procedimiento de contratación y copia de cada uno de los contratos.
 7. Cooperativas de Servicio u obra que fueran contratadas por las empresas o IVC –si las hubiere– y contratos celebrados con cada una de ellas.
 8. Cantidad de personas habitantes del barrio contratadas –si las hubiere, detallando en cada caso la diferenciación por género

La troisième grande partie de notre travail a concerné la recherche d'information publique sur les sites institutionnels BA Obras (travaux effectués) et BA Compras (achats et investissements). Nous avons donc créé un fichier Excel qui allait nous servir de base de données, pour lister et ainsi répertorier tous les travaux et aménagements qui ont été fait par le GCBA depuis le début du processus de réurbanisation. L'annexe 4 nous montre ainsi la liste extraite de la base de données de BA Obras concernant tous les travaux et investissements effectués dans la Villa 20. A travers ce travail j'ai réellement pu m'exercer au traitement des données publiques et à l'interprétation des résultats.

Au cours de ces quatre mois de stage j'ai également pu me rendre sur le terrain. Ce n'était pas forcément une chose aisée puisque ce sont des territoires difficiles d'accès, où il n'est pas coutumier d'aller « visiter ». A chaque déplacement, nous étions au minimum deux personnes de l'ACIJ, si ce n'est plus et nous ne restions que très peu en extérieur. J'ai pu assister à divers types de rencontres : des réunions avec des femmes s'occupant d'un centre de santé ou des réunions de formulation d'un projet de loi concernant la régularisation de l'habitat avec des employés de l'IVC.

Finalement, ce stage de quatre mois m'a permis de découvrir et d'appliquer des outils de gestion de projets dans un contexte professionnel. A travers le projet OCP, j'ai pu aider à la planification du déroulé du projet et à sa gestion. Au vu de ma courte présence au sein de l'association et de la longueur du projet, je n'ai pas pu voir les résultats concrets. En effet, la rédaction des rapports rendant compte de l'expérience du projet et du monitoring participatif

d'évaluation des politiques de réurbanisation ne sera publié que quelques mois après mon départ. J'ai cependant pu comprendre au vu des premières analyses effectuées grâce à la récolte des données publiques et des premiers entretiens certaines tendances. La partie 2.3.2 du mémoire reprend les premiers résultats que nous avons pu tirer de l'analyse. Ce travail de gestion de projet m'aura cependant permis d'acquérir des compétences en évaluation de projets, dans la réflexion concernant les indicateurs et la façon dont on souhaite évaluer un processus. Ce stage m'aura également appris l'importance et la complexité des parties prenantes. Que ce soit les communautés bénéficiaires du projet (les habitants de la Villa 20) ou les membres de l'IVC et du GCBA, le développement de ces relations implique une grande patience et une compréhension des enjeux et des attentes de chaque acteur. J'ai ainsi pu noter que selon la nature des parties prenantes, les modes de fonctionnement sont totalement différents et qu'il est primordial de comprendre les dynamiques propres à chacun. Enfin, au niveau managérial, ce stage a été très bénéfique dans ma compréhension des dynamiques inter-équipe.

3. Bilan du travail accompli

Un mois après la fin de ce stage, je suis très reconnaissante d'avoir eu l'opportunité d'effectuer une expérience professionnelle dans un pays étranger et dans une OSC telle que l'ACIJ. En plus d'avoir été parfaitement immergée dans l'association dès mes premiers jours, j'ai pu appréhender énormément d'aspects différents.

Tout d'abord, ce stage m'a permis de comprendre le fonctionnement d'une association, son mode de financement et les différentes dynamiques concernant son indépendance d'action. Comme évoqué dans le mémoire, l'ACIJ est une association profondément ancrée dans le territoire de Buenos Aires et bénéficie d'un certain nombre de soutien de la part de plusieurs institutions locales, nationales et internationales. Les nombreux domaines d'intervention ont été également très intéressants à appréhender, chaque jeudi durant deux mois, les différents pôles ont pu présenter leurs planifications annuelles et les objectifs à atteindre. En ce sens, j'ai pu assister aux nombreuses réunions de planification du pôle Droit à la ville et aux débats concernant la direction que souhaite prendre l'association. J'ai trouvé cela passionnant, d'entendre les avis de chacun concernant le rôle que souhaite prendre l'ACIJ et ce travail de concertation autour de la thématique de la ville. J'ai été réellement passionnée par tous les articles, rapports et évaluation que j'ai pu lire concernant le processus de réurbanisation. J'ai ainsi compris les dynamiques de développement urbains de la ville

de Buenos Aires et les différentes problématiques relatives à la justice spatiale. En liant un contexte très théorique concernant les grandes tendances urbanistiques des métropoles d'Amérique latine et grâce à mon expérience en Argentine, je pense avoir acquis un bon socle de connaissance concernant cette thématique. J'ai énormément apprécié la liberté qui m'a été donnée durant ce stage, de pouvoir mener des recherches ainsi que le fait de me laisser le temps d'assimiler la complexité des acteurs et des parties prenantes. Grâce au projet concernant la Villa 20, j'ai pu constater comment le processus de réurbanisation a été appliqué dans un quartier spécifique. Ce travail sur un territoire précis a été un parfait exercice, me permettant ainsi de comprendre la réalité du terrain et la complexité des problématiques. J'ai eu beaucoup de chance de pouvoir rencontrer des habitants vivants dans la *Villa 20*, d'assister autant aux réunions de formulation concernant le projet OCP qu'aux MT, où le débat était grand ouvert. Cela a été une réelle leçon d'humilité, de pouvoir rentrer dans l'univers de ces personnes et de comprendre les combats et les injustices dont elles sont victimes. Ce projet m'a bien entendu permis de mettre mes connaissances théoriques en gestion de projets en application. Enfin, de façon générale, cette expérience de stage à l'étranger m'a donné des clés pour une meilleure compréhension des fonctionnements de structures associatives en Argentine et plus généralement en Amérique latine.

Concernant les points négatifs, j'ai pu en noter seulement deux. J'aurai souhaité aller plus souvent dans la Villa 20 et dans d'autres *villas* de Buenos Aires afin de me rendre compte des similitudes et différences. J'ai pu me rendre une fois dans la Villa 31 à la fin de mon stage, où j'ai pu entrevoir les problématiques inhérentes à la situation géographique de la Villa et à la mercantilisation de la ville. Concernant la *Villa 20*, je me suis rendue sur place seulement 5 fois durant les quatre mois de stage. Ceci est lié au contexte expliqué en Partie 2 de mémoire, l'équipe du pôle Droit à la ville vient d'être formé et les contacts dans les différentes *villas* restent à faire. Je suis donc arrivée au commencement de ce processus de construction de relations. Je pense qu'il m'aurait fallu le double de visites de la *Villa 20* pour appréhender complètement le territoire et la dynamique du projet dans son entièreté. Ce n'était cependant pas évident pour les membres du pôle de m'intégrer dans tous les déplacements car beaucoup d'entre eux se faisaient de manière informelle. Autre point qui m'a interpellé et dont je pense, qu'avec plus de rigueur, aurait pu être évité : le retard relatif au projet. J'ai remarqué au fil des réunions avec le bailleur de fonds, que celui-ci était particulièrement laxiste concernant les délais et le déroulé du projet. De ce fait, à mon départ début juillet, le projet avait plus d'un mois de retard. Bien entendu, ceci est dû également au manque de ressources humaines travaillant sur le projet, puisque nous n'étions que deux. Cependant, il me semble qu'en fixant des deadlines ne pouvant être repoussées, certains axes du projet auraient pu être faits de façon prioritaire.

Annexes du rapport de stage

Annexe 1 : Ressources ordinaires de l'ACI pour l'année 2021 et comparaison avec l'année 2020.

Notas a los estados contables del ejercicio N° 20 finalizado el 31 de diciembre de 2021.

Cifras en pesos argentinos. Comparativo con el año 2020

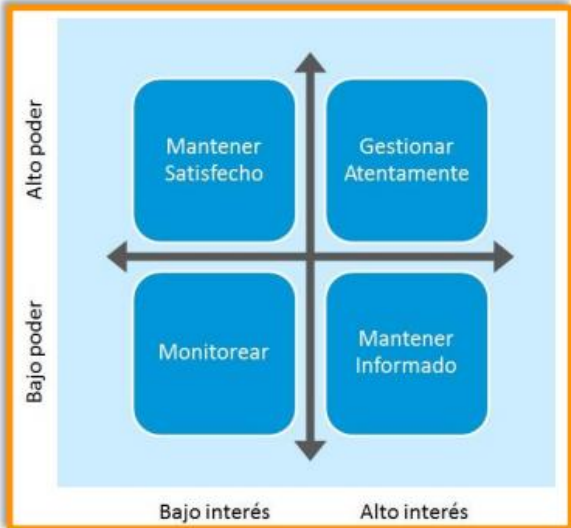
Nota 8. RECURSOS ORDINARIOS	31-12-21	31-12-20
Para fines generales (Sede Central)		
Recursos institucionales	0,00	0,00
Recursos por servicios varios	423.125,78	323.521,97
Total recursos para fines generales	423.125,78	323.521,97
Para fines especificos (Sede Central)		
The Wold Bank Group	0,00	684.859,25
Inter-American Foundation (IAF)	7.881.473,88	7.821.330,25
Wellspring Philantropics	13.814.551,51	13.949.473,25
Embajada Canadá	407.018,35	452.021,21
Open Society Foundation	0,00	9.675.754,55
GCBA Mecenazgo	0,00	1.719.741,06
National Endow ment for Democracy	5.163.109,00	1.538.871,73
IDRC	0,00	9.352.571,72
Banco Ciudad	0,00	147.406,37
IBP	6.371.256,41	5.056.457,12
Banco Industrial SA	28.409.601,71	15.028.185,12
Deloitte Tax	0,00	359.632,27
FUNDAR	1.046.657,25	1.743.014,38
Donaciones Varias	3.180.178,34	47.703,94
Poder Ciudadano	2.029.260,50	1.275.000,11
BID	1.762.644,83	2.430.259,92
Contraloría General de la República	0,00	2.540.235,45
Stiftung Open Society	11.003.055,13	12.088.489,85
Red DESC	1.060.301,89	0,00
OLACEFS	697.354,58	0,00
Tinker	9.615.077,61	0,00
Namati	2.215.068,11	0,00
Total recursos por convenios	94.656.609,08	85.911.007,56
Total recursos	95.079.734,86	86.234.529,53

Annexe 2 : Cadre logique élaboré lors des premières semaines du stage. Tableau complet disponible [ici](#)

	Logica de intervencion	Indicadores
Objetivo general	Fortalecer et mejorar los procesos de intergacion urbana	
Objetivo especifico	Mejorar las infraestructuras y servicios delivrados para los residentes de las villas a traves de un proceso de analisis de data y inclusivo y participativo mecanismo	Porcentaje de los habitantes de las villas estimando que las condiciones de vida se han mejorado y que las obras de GCBA son pertinentes y de buena calidad
Resultado 1	El monitoreo participativo en las villas 20 y RB esta efectivo y inclusivo	Nombre de habitantes de las villas consultados gracias a las encuestas cualitativas y cuantitativas
		Nombre de referentes de villas presente durante las reuniones sobre la totalidad del proyecto
		Nombre de MGP (Mesas de Gestion Participativa) creadas
		Lista de indicadores quien permiten el monitoring y la evaluacion de las politicas publicas creada
		El porcentaje de llenado de la basa de datos Caminos de la villa
		Nombre de informe/articulos de blogs publicados tratando de los resultados del proyecto
		Ratio relativo a los pedidos de informacion formulaods por ACIJ ante el
Resultado 2	Una sistematizacion del proceso de monitoreo participativo esta efectiva y se puedo implementar al nivel regional y nacional	Una analisis de experiencias comunitarias con el prisma de los indicadores OCP esta creada
		Un guia metodologico esta creado y validado a proposito de la aplicacion de indicadores al nivel regional y nacional
		Una reunion de intercambios de experiencias toma lugar para presentar los resultados del monitoreo participativo
		Pourcentage de aprobacion del hermanienta de monitoreo participativo
		Nombre de informe productos y mandados al seguir las analisis hecho conjuntos OCP al gobierno

Annexe 3 : Matrice de communication – modèle de la BID

Gráfico I.10. Matriz de clasificación de los interesados (stakeholders)



Fuente: Project Management Institute, *A Guide to the Project Management Body of Knowledge, (PMBOK® Guide)- Fifth Edition*, Project Management Institute, Inc., 2013, Gráfico 13-4, página 397.

Annexe 4 : Indicateurs sélectionnés pour être intégrés dans l'enquête concernant la Villa 20

Preguntas	Indicador	ACIJ	Posible con BA obras	Comentarios	Prioridad
¿Existen sobrecostos en los proyectos?	Proporción de proyectos con sobre costos	Si	Parcialmente	BA obras pública monto contrato (falta presupuesto y monto real pagado)	Alta
¿Existen sobrecostos en los proyectos?	Promedio del sobre costo (promedio de la proporción de sobrecosto)		Parcialmente	BA obras pública monto contrato (falta presupuesto y monto real pagado)	Alta
¿Existen retrasos en la entrega de los proyectos?	Proporción de proyectos con retrasos	Si	Parcialmente	BA obras pública fecha inicio y fin (falta plazo obra según contrato)	Alta
¿Existen retrasos en la entrega de los proyectos?	Número promedio de días de retraso en los proyectos		Parcialmente	BA obras pública fecha inicio y fin (falta plazo obra según contrato)	Alta
¿Existen retrasos en la entrega de los proyectos?	Plazo promedio de los proyectos		Si	Disponible en BA obras (se publica el plazo)	Alta
¿Quién gana los contratos?	Monto adjudicado por proveedor	Si	Si	Disponible en BA obras	Alta
¿Quién gana los contratos?	Número de contratos adjudicados por proveedor		Si	Disponible en BA obras	Alta
¿Qué métodos de contratación se utilizan?	Proporción de proyectos por método de contratación	Si	Si	Disponible en BA obras	Alta
¿Dónde se están realizando las obras?	Listado de obras por localidad (no es indicador, pero permite mapear la ubicación de las obras)	Si	Si	Disponible en BA obras (se publica latitud y longitud)	Alta
¿Cuál es la calidad de las obras contratadas?	Proporción de obras según calidad (alta, media, baja, etc)	Si	No	Encuestas / fuentes secundarias	Alta
¿Quién está contratando las obras?	Número de obras por entidad contratante	Si	Si	Disponible en BA obras	Alta
¿Cuál es la fuente de financiamiento de las obras?	Proporción de obras por fuente de financiamiento	Si	Si	Disponible en BA obras	Alta
¿Cuántos son los beneficiarios del proyecto?	Número de beneficiarios por proyecto		Si	Disponible en BA obras	
¿Cuál es la mano de obra de los proyectos?	Número total de mano de obra por proyecto		Si	Disponible en BA obras	

Annexe 5 : Liste des travaux et aménagements effectués par le GCBA depuis 2016 dans la Villa 20

Localización obra	Presente en sitio BA	ID	entorno	nombre
Barrio Papa Francisco		140	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Sector 4
Barrio Papa Francisco		138	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Sector 3
Barrio Papa Francisco		410	Barrio 20	Papa Francisco: Etapa 6
Barrio Papa Francisco		1125	Barrio 20	Papa Francisco: Etapa 1
Barrio Papa Francisco		139	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Sector 1
Barrio Papa Francisco		141	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Sector 5
Barrio 20		411	Barrio 20	Barrio 20: Cancha De Los Huérfanos
Barrio Papa Francisco		933	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Etapa 5
Barrio Papa Francisco		406	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Etapa 5
Entorno		156	Hospital Cecilia Grierson	Hospital Cecilia Grierson - Remodelación y ampliación (Etapa N° 2- 3° Módulo)
Barrio Papa Francisco		151	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Etapa 5
Barrio Papa Francisco		150	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Infraestructura 2
Barrio 20		267	Barrio 20	Barrio 20: Sector consolidado - Red peatonal y alumbrado
Barrio Papa Francisco		149	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Infraestructura 1
Barrio 20		725	Barrio 20	Barrio 20 y Celedonio Escalada: Alumbrado público general
Barrio 20		1123	Barrio 20	Barrio 20: Infraestructura Ejes Principales
Barrio Papa Francisco		137	Barrio Papa Francisco	Barrio Papa Francisco: Sector 2
Escala Barrial		1373	Cesac 18	Nuevo CESAC 18
Barrio 20		412	Barrio 20	Barrio 20: Sector Consolidado - Red De Infraestructura
Escala Barrial		431	Plan 54 escuelas	Polo Educativo Lugano - Jardín de Infantes Común N.º 15 D.E. 21
Escala Barrial		683	Plan 54 escuelas	Polo educativo Lugano - Escuela de Educación Primaria N.º 7 D.E. 21